

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA CAPACITÉ
DU
MINEUR ÉMANCIPÉ
NON COMMERÇANT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le Jeudi 23 Février 1899, à 8 heures 1/2

PAR

George VERSTRAETE

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1899

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA CAPACITÉ
DU
MINEUR ÉMANCIPIÉ
NON COMMERÇANT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Jeudi 23 Février 1899, à 8 heures 1/2

PAR

George VERSTRAETE

Président : M. BOISTEL.

*Suffragants : { MM. MASSIGLI, } professeurs.
 SALEILLES, }*

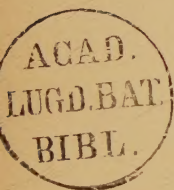
PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1899



A MON PÈRE

INTRODUCTION

On peut définir l'émancipation un acte juridique qui confère au mineur une demi capacité, en l'affranchissant soit de la puissance paternelle, soit de la tutelle, soit des deux à la fois. C'est l'étude de cette capacité partielle qui fait l'objet de notre travail. Mais pour déterminer nettement les idées générales, les principes directeurs qui guidèrent les rédacteurs du Code civil en cette matière, il est utile de chercher quelles peuvent être les origines de notre émancipation dans le droit romain d'abord, puis dans l'ancien droit français.

DROIT ROMAIN

Notre définition de l'émancipation nous avertit immédiatement qu'il ne faut pas chercher dans l'émancipation romaine l'origine de l'émancipation du Code civil. Cette dernière institution, comme le dit Berlier dans l'Exposé des Motifs, « serait mal comprise si on lui appliquait les

règles de l'émancipation romaine, de cet acte par lequel un père mettait hors de sa puissance un enfant souvent majeur ». Ainsi l'émancipation romaine met fin simplement à la puissance paternelle et rend l'enfant *sui juris*. Bien plus, il peut arriver qu'elle donne lieu à l'ouverture de la tutelle. Nous faisons allusion au cas où l'émancipé serait impubère et où par conséquent une tutelle légitime s'ouvrirait au profit du père émancipateur (1). Nous ne voulons pas insister davantage sur cette question de l'émancipation romaine qui est en dehors de notre sujet ; nous laissons également de côté l'étude de ses formes rigides et solennelles dans le premier état du droit, assouplies, élargies progressivement et profondément modifiées sous le Bas-Empire. Rappelons simplement, parce que nous la retrouverons bientôt dans l'ancien droit français, cette forme d'émancipation appelée anastasienne, du nom de l'empereur Anastase qui l'établit par une constitution à laquelle il est fait allusion aux Institutes (2). Cet empereur décida que le fils de famille pouvait être émancipé par un rescrit impérial rendu sur la demande du père. Enfin Justinien, mettant d'accord la théorie avec la pratique de son temps, supprima les anciennes formes et décida que désormais l'émancipation se ferait par une simple déclaration devant le magistrat (3). Nous en avons assez dit pour montrer clairement que l'émancipation d'un pupille est une idée

(1) *Instit.*, Lib. I, tit. XII, § 6.

(2) *Instit.*, § 6, sup.

(3) L. 3. C. *De Emanc.*

étrangère au droit romain. Si l'on voulait trouver dans ce droit une situation juridique ayant une certaine analogie avec celle de notre mineur émancipé, il faudrait la chercher plutôt dans la condition de la femme pubère en tutelle ou encore mieux dans l'état du *sui juris* mineur de vingt-cinq ans, pourvu de la *venia ætatis* qui venait corriger les effets de l'*in integrum restitutio*.

On sait en effet que la tutelle des femmes pubères différait sur deux points essentiels de la tutelle des impubères. D'abord, tandis que le tuteur de l'impubère gère et autorise, le tuteur de la femme autorise mais ne gère pas ; la femme garde l'administration de sa fortune (1). N'est-elle pas en cela comparable à notre mineur émancipé qui, lui aussi, a le droit d'administration ? De plus, tandis que le tuteur de l'impubère peut lui refuser son autorisation sauf à répondre par l'action *directa tutelæ* du dommage que ce refus peut causer au pupille, la femme peut contraindre son tuteur à lui accorder l'autorisation et au besoin requérir l'intervention du prêteur (2). S'il n'a jamais été question de donner au mineur émancipé le droit de contraindre son curateur à lui prêter son assistance, du moins est-il généralement admis que ce mineur aura le droit de se pourvoir contre le refus de son curateur devant le Tribunal, suivant les uns, devant le conseil de famille, suivant les autres. Il faut bien reconnaître néanmoins que si, comme nous

(1) Gaius, I, § 190.

(2) Gaius, I, § 190.

venons de le voir, quelques analogies peuvent être ainsi trouvées entre la capacité du mineur émancipé du Code civil et celle de la femme pubère en tutelle en droit romain, une telle comparaison qui ne tiendrait pas compte des différences essentielles qui les séparent, ne saurait être poussée bien loin sans tomber dans l'inexactitude et dans l'arbitraire.

Plus juste à notre avis, plus frappante aussi est l'analogie que l'on peut essayer d'établir entre la situation juridique de notre émancipé moderne et celle du mineur de vingt-cinq ans, pourvu de la *venia ætatis*. Le très ancien droit romain ne faisait de distinction qu'entre les impubères et les pubères, et l'inconvénient d'une telle simplification était d'autant plus grand dans une législation qui fixait la puberté de l'enfant à un âge aussi précoce. Aussi prolongea-t-on de bonne heure la minorité primitive et assurait-on, dans les états successifs du droit, à l'aide de divers procédés, parmi lesquels l'*in integrum restitutio*, une garantie spéciale aux mineurs de vingt-cinq ans. Ce bénéfice, introduit par le prêteur, permettait au mineur de faire rescinder pour lésion des actes qui auraient été valables sous l'empire du droit civil seul. Mais une telle protection avait aussi ses inconvénients ; par le risque considérable dont elle menaçait les tiers, elle restreignait le crédit du mineur et sa faculté de contracter. De là une innovation qu'il est difficile de placer à une date précise. Ce fut la *venia ætatis*, ou bénéfice d'âge, pouvant être accordé par rescrit impérial aux femmes dès l'âge de dix-huit ans,

aux hommes à partir de vingt ans. Ce bénéfice rendait l'*in integrum restitutio* non recevable pour les actes à venir du mineur, faisait cesser toute curatelle, en un mot assimilait le mineur à un majeur, sauf sur un point capital. Il ne pouvait aliéner ni hypothéquer ses immeubles et restait ainsi soumis au sénatus-consulte de Septime Sévère (1). On pourrait appeler aussi notre émancipation moderne un bénéfice d'âge qui ne s'accorde, comme la *venia ætatis*, que lorsqu'à raison de la proximité de la majorité, le mineur est jugé doué d'assez de maturité pour administrer lui-même sa fortune, et dans le but de faciliter ses transactions, d'élargir son crédit et de le préparer à la gestion libre, intelligente et raisonnée de ses biens. Notre émancipation crée également, en sa faveur, une capacité partielle, quoique dans des proportions beaucoup plus restreintes, puisqu'elle place auprès de lui un curateur chargé de l'assister dans des actes plus importants ; enfin elle soumet aussi le droit d'aliéner et d'hypothéquer, considérés comme particulièrement graves, à des formalités spéciales. N'insistons pas davantage sur une analogie qui n'est après tout qu'une analogie. Ce que nous avons dit suffit à montrer qu'il est difficile de trouver dans le droit romain les origines de l'émancipation du Code civil. Nous les trouverons au contraire plus certaines dans notre ancien droit français.

(1) L. 3. C. *De his qui ven.*

ANCIEN DROIT

Alors, en effet, l'émancipation peut affranchir de la tutelle, aussi bien que de la puissance paternelle. Occupons-nous d'abord de l'émancipation qui affranchit de la puissance paternelle, à laquelle l'autre emprunta ses formes et dont elle dérivait comme une conséquence nécessaire, imposée par l'élévation progressive de l'âge de la majorité et des considérations pratiques. L'amoindrissement de la puissance paternelle se manifesta de bonne heure en France; il est remarquable qu'à mesure que le pouvoir du chef de famille devenait plus libre et plus exclusif sur cette partie de ses biens, constituée par sa fortune personnelle, à mesure que l'idée de copropriété familiale s'affaiblissait et s'atténuait, l'autorité du père sur les personnes perdait de plus en plus en force et en étendue. Cette décadence s'explique par les progrès de l'organisation sociale: les pouvoirs, les droits que perdit le père, ce fut l'État qui se les attribua. Non seulement des émancipations diverses que nous allons passer en revue vinrent émietter la puissance paternelle, mais encore la majorité devint par elle-même émancipatrice. Voilà la grande création nouvelle du droit de famille. En germe dans le droit germanique (1), se développant au Moyen-

(1) En effet, le mineur germain pouvait en quittant l'habitation de son père, s'affranchir de la puissance paternelle.

Age, triomphant dans les pays de droit coutumier, contestée mais influente dans les pays de droit écrit, elle est solennellement consacrée par la législation en 1792 (1). Nous la retrouverons bientôt, parmi les émancipations tacites. Avant d'étudier celles-ci passons d'abord en revue les émancipations expresses.

Émancipations expresses.

I. — *Émancipation par déclaration devant le magistrat ou le corps municipal.* — Cette forme était très usitée dans les pays de droit écrit qui l'avaient empruntée au droit de Justinien. Le père faisait devant le juge de son domicile la déclaration qu'il mettait son fils hors de sa puissance et le juge lui donnait acte de sa déclaration inscrite sur un registre spécial. La déclaration pouvait être faite aussi devant le corps municipal (2). Notre émancipation actuelle devant le juge de paix assisté de son greffier vient en droite ligne de cette catégorie d'émancipations.

II. — *Émancipation par Lettres du Prince.* — Dans les derniers siècles, les magistrats locaux de certaines provinces perdirent le droit d'émanciper : on exigea en même

(1) Décret du 28 août 1792.

(2) Émancipation devant la municipalité de Provins. Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, IV^e série, t. II, p. 201.

temps des Lettres du Prince, ou Lettres de bénéfice d'âge. Le bénéfice d'âge se rattache étroitement à la *venia ætatis* romaine. L'âge de la majorité tendant sans cesse à s'élever sous la double influence du droit romain et de besoins nouveaux, et le jeune homme bénéficiant des diverses protections romaines, le droit de famille s'appropriâ ce bénéfice d'âge des Romains qui répondait d'ailleurs aux mêmes besoins. Et même depuis la fin du XVII^e siècle, la Chancellerie Royale, trouvant dans cet usage une importante source de bénéfices, prétendit faire admettre comme principe qu'aucune émancipation ne pourrait avoir lieu sans Lettres du Prince. Par une étrange contradiction, les pays de droit écrit réussirent à se soustraire à l'application de ce principe tout romain, devenu une mesure fiscale (1).

III. — *Émancipation par Rescrit du Prince.* — Nous ne rappelons que pour mémoire cette forme d'émancipation, qui est théoriquement distincte de la précédente et qui se rattache à l'émancipation anastasienne dont nous avons parlé plus haut (2).

L'émancipation par rescrit royal a joué quelque rôle dans le droit français. Charles de Valois fut autorisé en 1325 par Lettres du roi Charles le Bel à émanciper son fils âgé de sept ans.

(1) Sanlaville, p. 185.

(2) Lanière-Glossaire, Edit. de Niort, 1882, p. 190.

Émancipations tacites.

Les émancipations tacites sont nombreuses et affectent des formes variées. Voici les principales.

I. — *Émancipation par domicile distinct.* — L'ancien droit semble admettre qu'il y ait émancipation, quoiqu'il n'y ait pas eu expression de volonté de la part du père, si le fils de famille prend un domicile distinct, pourvu qu'il soit âgé de vingt-cinq ans (1). Certaines Coutumes admettaient aussi une émancipation résultant non seulement d'une séparation matérielle d'avec le père, mais encore d'une séparation morale et financière, comme par exemple un commerce séparé (2). Enfin les pays de droit écrit reconnaissent par interprétation de la volonté du père une émancipation tacite plus rigoureuse que les précédentes. C'était l'émancipation *par feu et lieu*, résultant de l'habitation du fils séparée de celle du père pendant un temps prolongé, ordinairement fixé par la glose à dix ans, lorsque le fils pendant ce temps s'était conduit en père de famille (3).

II. — *Émancipation par mariage.* — Si le mariage a pour conséquence un domicile distinct, ce cas se confond

(1) Beaumanoir, Ch. XXI. § 20. Coutume de Bordeaux, art. 2. — Coutume de Bretagne, art. 528.

(2) Coutume de Reims, art. 7. — Sedan, art. 6.

(3) Julien, *Éléments de jurisprudence*, p. 411,

avec le précédent. Mais y a-t-il émancipation, même si les époux continuent à habiter avec leurs parents? dès le XIII^e siècle, divers coutumes se décident pour l'affirmative, et bientôt la maxime que le mariage émancipe, devient de droit commun dans les pays de droit coutumier (1). Il n'en est pas de même cependant dans les pays de droit écrit où le mariage n'entraîne pas par lui-même émancipation. La fille qui se marie passe simplement de la puissance paternelle sous la puissance maritale.

Il faut signaler également que certaines charges, certains offices émancipent leurs titulaires. Tels sont les offices de présidents, procureurs et avocats généraux (2). L'évêque produit le même effet et même en Bourbonnais, la prêtrise émancipe (3).

III. — *Émancipation par majorité.* — Enfin nous arrivons à l'émancipation tacite la plus importante, la plus féconde en conséquence, c'est-à-dire l'émancipation *produite par la majorité elle-même*. L'évolution en fut singulièrement favorisée par l'élévation progressive de l'âge de la majorité. Il est remarquable que chez tous les peuples jeunes, au début du développement social, les majorités apparaissent étonnamment précoces. On attribue à l'enfant une capacité juridique aussitôt qu'il a atteint un certain développement physique et intellectuel. La

(1) Bourbonnais, ch. XXIII, art. 26. — Paris, 239.

(2) Lamoignon, *Arrestez*, 1702, 1^{re} partie, p. 7.

(3) Bourbonnais, 166.

majorité se confond généralement avec la puberté qui n'est le plus souvent qu'une question de fait. Les majorités purement germaniques sont très précoces, variant de dix à douze ans (1). Bientôt le droit romain, qui par divers moyens, la *restitutio in integrum* et la curatelle, retarda jusqu'à vingt-cinq ans la capacité définitive et entière, vint exercer son influence. La majorité d'abord fixée à quatorze ans en Bourgogne s'élève à vingt et un au XVI^e siècle et plus tard à vingt-cinq (2). On peut dire qu'à la fin du XVII^e siècle, en dépit des différences de coutumes, ce n'est qu'à vingt-cinq ans que l'on a pleine capacité pour aliéner ses immeubles, en disposer et les hypothéquer (3). La pratique avait ainsi fait prévaloir une majorité complète de vingt-cinq ans. Il était tout naturel qu'une majorité aussi tardive entraînât l'émancipation. C'est le dernier terme d'une évolution qui voit à peu près disparaître la *Patria Potestas* telle qu'elle était comprise dans l'ancien état du droit. A la fin de l'ancien régime, la majorité dans tous les pays coutumiers entraînait par elle-même émancipation (4).

Quant à l'émancipation qui affranchit de la tutelle, elle affectait les mêmes formes que l'émancipation qui affran-

(1) Schmid, *Die Gesetze der Angelsachsen*, Leipsig, 1858, pp. 24, 25, 42, 43. — *Lex salica*, XXIV, 1, édit. Behrend.

(2) Simonnet, *Études sur l'ancien droit en Bourgogne*, pp. 46, 78, 79.

(3) *Arrestez de M. le P. P. de Lamoignon*, 1702, 1^{re} partie, p. 9.

(4) Sauf en Poitou, pour le fils non marié. — *Coutume de Poitou*, 310 à 318.

chit de la puissance paternelle. C'est ainsi que le mariage produit également ici une émancipation tacite. De même dans les pays de droit coutumier, l'émancipation du mineur a lieu expressément par Lettres du Prince, dans lesquelles celui-ci mandait au juge du lieu de la tutelle de prendre l'avis des parents et amis du mineur sur la question de savoir s'ils étaient d'avis de l'émanciper et en cas d'affirmative de prononcer son émancipation. Dans les provinces de droit écrit où, comme nous l'avons vu, l'usage des Lettres du Prince n'était pas adopté, l'émancipation était prononcée par le conseil de famille sous la présidence du juge du lieu. Le juge déclarait le mineur émancipé et lui nommait en même temps un *curateur aux causes*. Ce curateur n'avait pas l'administration des biens du mineur; il devait simplement l'assister en jugement en cas de procès, lui donner certaines autorisations et surtout entendre et régler son compte de tutelle (1). Tout ceci subsiste dans notre droit moderne.

Dè cette excursion rapide à travers l'ancien droit français, il ressort bien que l'émancipation moderne, qui attribue au mineur une demi-capacité, n'est pas une création spontanée et originale du Code civil. Notre émancipation produit par elle-même la situation qui résultait dans la plupart de nos anciennes provinces d'une émancipation locale, accompagnée de Lettres de Bénéfice d'âge. Il nous

(1) Simonnet, *Études sur l'ancien droit en Bourgogne*, pp. 78, 79. — Pothier, *Coutume d'Orléans*, 1776, tome 1^{er}, p. 434.

fallait donc pour bien comprendre cette simplification heureuse de l'ancien droit quoiqu'encore peut-être trop timide, telle que l'ont imaginée les rédacteurs du Code, pour pouvoir en critiquer les dispositions, et y trouver le principe directeur et l'idée dominante, il fallait remonter à ses origines et s'efforcer de démêler dans le chaos de l'ancien droit les dispositions souvent bien confuses d'où sont sortis les articles 476 à 487 du Code civil. C'est ce que nous avons essayé de faire. Il nous reste maintenant avant d'entrer dans l'étude détaillée de notre sujet, à en préciser nettement les limites, à en prendre une vue générale, à le situer en quelque sorte, par des comparaisons, dans l'ensemble de la législation relative aux capacités.

Nous restreignons volontairement notre sujet à l'étude de la capacité du mineur émancipé, sans vouloir nous occuper ni des formes de l'émancipation moderne, ni de la capacité du mineur commerçant qui suffirait à elle seule pour fournir matière à tout un traité. Pour bien comprendre la nature de cette capacité de l'émancipé, il ne faut pas l'isoler, mais il est nécessaire de la rattacher à deux autres capacités du Code, qui offrent avec elle des points certains de comparaison. Nous voulons parler de la capacité du tuteur et de la capacité de la femme mariée séparée de biens. Il semble bien que dans la détermination qu'ils ont donnée de ces trois capacités, les rédacteurs du Code se soient inspirés de la même distinction fondamentale des actes d'administration et des actes qui dépassent le pouvoir d'administration, et qu'ils aient également re-

connu au mineur émancipé, au tuteur et à la femme séparée de biens, la faculté d'administrer sans contrôle leur fortune. Tous trois sont des administrateurs, et dans les limites de leur administration, ils sont pleinement capables. Tous trois voient leur capacité restreinte dans un même but de protection. Ce n'est pas à dire pour cela qu'aucune différence ne sépare leurs pouvoirs d'administration respectifs. La faculté d'administration, comme toute autre faculté juridique, est susceptible de plus ou de moins, comporte des modifications qui peuvent la restreindre ou au contraire en étendre la portée ; n'a-t-elle pas à répondre en effet à des besoins distincts ? Il y a une différence fondamentale qui sépare nettement l'administration du tuteur de l'administration du mineur émancipé et de la femme séparée de biens. L'émancipé et la femme séparée de biens administrent leur propre chose, le tuteur administre le patrimoine d'autrui. Il est logique que dans une situation aussi distincte, leurs pouvoirs d'administration ne soient pas identiques. La différence entre ces trois administrations n'existe pas seulement dans le fond des choses : elle apparaît même dans les formules du Code. Ainsi dans l'article 1449, l'administration de la femme séparée de biens est qualifiée de libre administration ; le mineur émancipé, au contraire, dit l'article 481, « ... fera tous les actes qui ne sont que de pure administration », et enfin l'article 450 prescrit au tuteur d'administrer les biens du mineur en bon père de famille. Une terminologie aussi nettement distincte fait évidemment pressentir des pouvoirs et des

droits différents. Nous voudrions les faire apparaître dans une comparaison plus précise entre l'émancipé et le tuteur d'une part, entre l'émancipé et la femme séparée de biens d'autre part.

D'abord la capacité du mineur émancipé et celle du tuteur reposent sur la même distinction fondamentale entre les actes d'administration et ceux qui dépassent le pouvoir d'administration. L'article 484 pose en principe qu'à l'égard de cette dernière catégorie d'actes, le mineur émancipé devra observer les formes prescrites au mineur non émancipé ; ici donc on peut dire que l'assimilation est complète entre l'émancipé et le tuteur, sauf pourtant que, même lorsqu'il s'agit d'actes qui dépassent son pouvoir d'administration, c'est le mineur émancipé qui agit par lui-même, en nom direct, c'est lui qui sollicite l'autorisation du conseil de famille, qui demande l'homologation du Tribunal, tandis que le tuteur agit toujours au nom d'un autre, au nom de son pupille. Au contraire il y a des différences notables entre le pouvoir d'administration du tuteur et celui du mineur émancipé. Ces différences apparaissent, comme nous l'avons vu, dans les termes distincts dont se sert le Code pour les caractériser. Qui dit pure administration, entend évidemment une administration comprise dans un sens plus restreint, répondant à des besoins de protection plus urgents. Il apparaît donc que le tuteur, qui doit être simplement guidé par le souci d'administrer en bon père de famille, possède un pouvoir d'administration qui peut être plus largement

entendu que celui du mineur émancipé. Rien de plus raisonnable d'ailleurs à première vue. Le tuteur est un majeur, comme tel pleinement capable, à qui l'on peut supposer avec vraisemblance l'expérience des affaires et de la vie, investi d'une tâche de protection par la loi ou la confiance des parents de l'enfant mineur. Au contraire le mineur émancipé vient seulement d'être débarrassé des lisières de la tutelle ; des affaires, de la gestion habile d'un patrimoine, il ne sait rien ; des individus peu scrupuleux pourraient facilement abuser de son inexpérience, de sa confiance et favoriser des entraînements qui lui seraient très préjudiciables. Il faut le protéger contre lui-même et c'est dans ce but que les textes lui imposent, pour certains actes d'administration dont les conséquences peuvent être particulièrement graves, une formalité spéciale dont n'est pas embarrassé le tuteur. C'est ainsi qu'il résulte des articles 480 et 482 que l'assistance du curateur est nécessaire au mineur émancipé pour recevoir son compte de tutelle, toucher un capital mobilier, en donner décharge et en faire emploi. Au contraire, le tuteur reçoit librement tous les comptes et touche tous les capitaux en vertu de son droit d'administration. Nous croyons pouvoir dégager de cette idée de protection spéciale, dont a encore besoin le mineur émancipé, un principe d'interprétation qui nous sera utile dans la suite de notre travail. C'est que, si l'analogie est incontestable entre l'administration du tuteur et celle du mineur émancipé, cette dernière, répondant à des besoins spéciaux, doit être interprétée plus

restrictivement. N'y aurait-il pas pourtant contradiction entre ce que nous venons de dire et ce fait que, pour une autre catégorie d'actes, le mineur émancipé paraît avoir plus de liberté que le tuteur? C'est ainsi que les textes donnent au mineur émancipé le droit d'intenter une action immobilière, de provoquer un partage, d'accepter une donation, avec simplement l'assistance de son curateur, tandis que pour ces mêmes actes, le tuteur doit se munir de l'autorisation du conseil de famille (1). Nous croyons que, dans cette catégorie d'actes, l'assistance du curateur joue pour le mineur émancipé le même rôle que remplit, vis-à-vis du tuteur, l'autorisation du conseil de famille. On n'a pas voulu que le tuteur puisse décider seul, sous sa seule responsabilité, d'actes dont les conséquences peuvent être importantes pour les intérêts du mineur. En exigeant l'autorisation du conseil de famille, on est certain que l'espèce en cause sera étudiée, examinée sous ses divers aspects par diverses intelligences. La même pensée a fait exiger l'assistance du curateur pour le mineur émancipé; elle répond au même but, la même garantie en résulte et est regardée ici comme suffisante; si le curateur qui sans doute a l'expérience des affaires, juge l'abstention préférable, il n'a qu'à refuser son assistance. Pour les actes de disposition particulièrement graves, comme les aliénations d'immeubles et les constitutions d'hypothèques, les rédacteurs du Code voudront

(1) Articles 482, 840, 935, 464, 465, 463.

une garantie encore plus efficace et exigeront que de tels actes soient soumis aux mêmes formes que s'ils étaient accomplis par un mineur en tutelle, c'est-à-dire à l'autorisation du conseil de famille et, s'il y a lieu, à l'homologation du Tribunal, qui viennent remplacer l'assistance du curateur (1). Ce surcroît de précautions s'explique alors par des considérations pratiques. Nous ne croyons donc pas qu'il faille conclure du fait que l'assistance du curateur suffit au mineur émancipé pour accomplir certains actes pour lesquels l'autorisation du conseil de famille est nécessaire au tuteur, à un pouvoir d'administration moins étendu chez le tuteur que chez l'émancipé, bien au contraire. La même protection lui est assurée par l'assistance du curateur qu'au mineur en tutelle par l'autorisation du conseil de famille ; cette dernière était tout simplement inutile et c'est pour cela qu'elle n'a pas été exigée. On la redemandera quand on pensera qu'à raison de la gravité de l'acte, l'assistance du curateur se trouve être une insuffisante sécurité.

Si maintenant nous voulons comparer la capacité du mineur émancipé à celle de la femme mariée séparée de biens, nous constaterons d'abord que comme le tuteur, tous deux ont le pouvoir d'administration. Mais à la différence de celui-ci qui est administrateur de la chose d'au-

(1) C'est dire que nous prenons dès maintenant parti pour la théorie, qui, comme nous le verrons plus tard, juge superflue l'assistance du curateur quand l'autorisation du conseil de famille et en certains cas l'homologation du tribunal sont exigées.

trui, la femme et l'émancipé sont des administrateurs de leur propre patrimoine. Pour cette raison la loi donne à la femme séparée de biens le droit de disposer de son mobilier (art. 1449). Faut-il attribuer, par analogie, la même faculté au mineur émancipé ? Remarquons tout d'abord que la question ne se pose pour lui qu'à l'égard du mobilier corporel ; vis-à-vis des meubles incorporels, nous avons à tenir compte de la loi du 27 février 1880 qui ne s'applique pas à la femme séparée de biens, de plus, si la doctrine semble généralement s'accorder pour admettre la validité de toutes les aliénations de mobilier faites par la femme, même lorsqu'elles excèdent les besoins de son administration (1), nous ne pensons pas qu'il soit possible d'accorder un tel droit au mineur émancipé, sans se mettre en contradiction avec les textes et les principes qui nous guident en cette matière ; comme nous le verrons plus loin, l'émancipé ne pourra aliéner son mobilier que dans des cas très spéciaux, sous des restrictions très certaines. Cette différence de traitement apparaît dans les termes mêmes de la loi. L'article 1449 donne la qualification de « libre » à l'administration de la femme séparée de biens ; il entend évidemment désigner par cette expression un droit d'administration très étendu, plus étendu d'abord que celui qui appartient à l'administrateur de la chose d'autrui, comme au tuteur sur les biens de son pupille, comme au mari

(1) A remarquer que la jurisprudence paraît plutôt incliner en sens contraire. — Aix, 29 avril 1890, S. 90, 2, 130.

même sur les biens de sa femme, car c'est sa propre chose que la femme administre, plus étendu ensuite que celui dont jouit le mineur émancipé, auquel, s'il est vrai pourtant que lui aussi administre ses propres biens, la loi ne permet d'accomplir que les actes de « pure administration » (art. 481). Ce n'est pas tout. La femme séparée de biens peut recevoir, et aussi poursuivre par voie d'exécution, le remboursement de ses capitaux mobiliers, et en donner décharge avec mainlevée des inscriptions hypothécaires prises à son profit pour en assurer le paiement ; sur ce point encore la capacité de la femme séparée est plus étendue que celle du mineur émancipé (Cf. art. 482). Enfin la femme séparée pourra placer ses fonds, comme elle l'entend, sans aucune surveillance ni indication, et faire ainsi au comptant toutes espèces d'acquisitions, soit de meubles, soit d'immeubles, sans qu'il y ait lieu à distinguer, comme pour le mineur émancipé, si les fonds dont la femme fait emploi, proviennent d'économies faites sur les revenus ou au contraire du remboursement des capitaux. Nous irions même jusqu'à accorder à la femme séparée, quoique ce point soit contesté, le droit de placer ses fonds en rente viagère. Quoiqu'il en soit, il apparaît très nettement que la femme séparée a une faculté d'administration beaucoup plus étendue que celle que possède le mineur émancipé.

Ces deux comparaisons se résument donc dans une distinction fondamentale entre la *pure* administration du mineur émancipé, la *simple* administration du tuteur et la

libre administration de la femme mariée séparée de biens. Cette dernière comprendra en plus l'aliénation du mobilier (art. 1449, 1^{er} al.). Au contraire la pure administration du mineur émancipé comprend en moins : 1^o le droit de recevoir un capital mobilier et d'en donner décharge (482), ce qui est motivé, comme nous l'avons vu, par la crainte des dissipations possibles de la part de l'émancipé; 2^o le droit de défendre à une action immobilière (482); 3^o enfin, le droit de recevoir le compte de tutelle (art. 480). Le rôle du curateur se réduirait donc à assister le mineur émancipé dans ces trois sortes d'actes si pour tous les autres l'autorisation du conseil de famille était aussi nécessaire qu'en matière de tutelle. Nous avons expliqué pourquoi il n'en était pas ainsi. Le mineur émancipé peut sans cette autorisation intenter une action immobilière, partager, et accepter une donation. Le conseil de famille n'a à autoriser que l'acquiescement à une action immobilière, du moins suivant l'opinion commune, l'acceptation d'une donation, la vente de meubles corporels et de meubles incorporels, du moins ceux qui représentent une valeur inférieure à 1,500 fr. (L. 27 février 1880). Enfin les règles sont les mêmes pour le mineur émancipé que pour le mineur en tutelle à l'égard des actes de disposition considérés comme particulièrement graves, ce qui veut dire que l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du Tribunal sont également nécessaires.

De ce rapide parallèle nous concluons que des demi-capacités du Code, celle du mineur émancipé est une des

plus restreintes. C'est avec la capacité du tuteur qu'elle a le plus d'analogie, quoique certainement conçue dans un sens plus étroit, dans un but évident de protection. Il ne faudrait pas cependant pousser trop loin cette interprétation restrictive. Le Code n'a donné qu'un petit nombre de règles ; de nombreux actes juridiques que peuvent accomplir le mineur émancipé ne sont pas régis par un texte formel. C'est une indication, à notre avis, que l'on peut argumenter de la tutelle pour étendre par analogie, ses règles à l'émancipation. C'est donc un essai de synthèse que nous voudrions faire. Nous y serons guidés par le souci de donner à l'émancipé la plus grande liberté possible, compatible avec une protection nécessaire, quoique peut-être exagérée par le Code. L'émancipation a cette grande utilité d'apprendre au mineur à gouverner lui-même sa vie, à administrer sa fortune à acquérir de l'initiative, à prévoir les conséquences de ses actes. Grâce à la demi-capacité qu'elle lui confère, elle lui permet de prendre une certaine expérience des affaires et constitue, ainsi que l'a dit Berlier, une sorte de stage ou mieux peut-être de noviciat, ayant pour but de préparer le mineur à l'avènement de sa majorité. Il eut été désirable qu'un tel stage fut imposé à tous les mineurs sans distinction, au lieu de n'être qu'une faveur individuelle accordée à tel ou tel jeune homme à raison de sa maturité précoce. Telle avait été d'abord la pensée des rédacteurs du Code ; empruntant cette sage disposition à notre ancienne jurisprudence, le projet établissait une émancipation de droit

qui se produisait quand le mineur était parvenu à l'âge de dix-huit ans, du moins quand il n'avait plus ni père ni mère (1). Ce système fut rejeté dans la discussion, principalement sur cette observation de Cambacérès « qu'il n'y a plus entre l'âge de vingt-un ans (époque de la majorité actuelle), et celui de dix-huit, la proportion qui existait entre ce dernier et celui de vingt-cinq (époque de la majorité ancienne). » On en peut retrouver trace dans l'article 384 qui fait finir l'usufruit légal à dix-huit ans. Qu'il nous soit permis de le regretter. Partageant la minorité en deux périodes, il remédiait à ce grave danger de faire passer soudainement le mineur d'une incapacité complète à une complète capacité. Les avantages en auraient été précieux, particulièrement à notre époque où les qualités d'énergie et d'initiative individuelle sont plus que jamais nécessaires.

Nous allons entrer maintenant dans l'étude détaillée et précise de la capacité du mineur émancipé. L'ordonnance nous en est donnée par les articles 481 à 485 et se trouve d'ailleurs conforme à la logique des idées. Nous examinerons donc successivement :

1° Les actes à l'égard desquels le mineur émancipé est pleinement capable ;

2° Les actes pour lesquels l'assistance du curateur est nécessaire et suffisante ;

3° Les actes que le mineur émancipé ne peut faire qu'en

(1) Locré, *Législ. civ.*, t. VII, p. 447.

observant les mêmes formalités, en se munissant des mêmes autorisations qui sont exigées des mineurs en tutelle ;

4^o Enfin, les actes qui lui sont complètement interdits.

CHAPITRE PREMIER

DES ACTES QUE LE MINEUR ÉMANCIPÉ PEUT FAIRE SEUL, C'EST-À-DIRE SANS L'ASSISTANCE DE SON CURATEUR.

L'article 481 est le texte fondamental qui gouverne tout ce chapitre. Il nous apprend que le mineur pourra faire seul tous les actes qui ne sont que de pure administration. Mais quels sont ces actes? est-il possible de donner de l'administration en général une définition générale et précise?

Nous croyons que l'on peut appeler actes d'administration tous les actes par lesquels on perçoit ses revenus et l'on entretient ses biens au moyen de ces revenus. En d'autres termes ce sont les actes qui concernent la jouissance et l'entretien du patrimoine, la tenue de la personne et le gouvernement de la maison, l'exercice d'un métier, d'une industrie ou d'une profession quelconque. Aux exemples que la loi donne comme actes d'administration, c'est-à-dire le fait de passer des baux et la perception des revenus, on peut ajouter d'abord les actes conservatoires, comme l'interruption de la prescription, puis la vente des récoltes, l'achat de meubles pour les appartements, de

provisions pour le ménage, le paiement des dettes et le recouvrement des créances, etc... Mais avant de passer en revue ces différents actes et d'examiner si des difficultés n'ont pu s'élever au sujet de leur interprétation, nous devons préciser plus nettement l'étendue de cette capacité de l'émancipé en matière d'administration.

Le mineur émancipé qui a accompli des actes de pure administration, n'est pas, dit l'article 481, « restituable contre ces actes dans tous les cas où le majeur ne le serait pas lui-même », ce qui veut dire qu'il ne peut demander la nullité de ces actes en se fondant sur le fait qu'ils lui ont causé un préjudice et qu'il ne possède pas ainsi l'action en rescision pour lésion accordée et déterminée par l'article 1305. Faut-il dire alors que le mineur émancipé doit être complètement assimilé au majeur relativement aux actes de pure-administration ? Une telle formule serait inexacte. Le mineur émancipé reste mineur et continue à jouir des bénéfices de la minorité. Il est certain par exemple que s'il agit en justice, la cause devra être communiquée au ministère public (C. pr. art. 83 n° 6). Mais aura-t-il la requête civile s'il n'a pas été défendu ou s'il ne l'a pas été valablement ? La question est douteuse et il faut reconnaître qu'elle est généralement décidée contre le mineur émancipé à moins que le procès n'ait pour objet des capitaux mobiliers. Cette opinion s'appuie sur l'article 481 qui déclare le mineur émancipé non restituable. Nous croyons au contraire, comme nous venons de le dire, qu'il faut restreindre la portée de cet article au sens particulier

de l'action en rescision pour lésion refusée à l'émancipé. Puisqu'il est admis que le procès du mineur émancipé doit être communiqué au ministère public, nous en concluons que l'émancipé n'est pas complètement assimilable à un majeur et que par conséquent l'article 481 du Code de Procédure Civile doit être appliqué.

On doit remarquer d'ailleurs la différence profonde de rédaction qui existe entre l'article 481 et l'article 487, relatif au mineur émancipé commerçant qui, dit l'article, « est réputé majeur pour les faits relatifs à son commerce ». Une telle différence de formule doit correspondre à des conséquences juridiques différentes.

Enfin l'article 484, § 2, nous donne une raison encore plus péremptoire pour nous autoriser à refuser d'assimiler le mineur émancipé au majeur, même en ce qui regarde les actes de pure administration. En effet à l'égard des obligations personnelles qu'il a contractées par voie d'achat ou autrement, dans les limites de son droit d'administration, le mineur émancipé a le secours de l'action en réduction, secours qu'il n'a jamais été question d'accorder au majeur. Les obligations que se propose d'atteindre l'article 484 doivent être déterminées. Ce sont toutes les opérations, entraînant le mineur à des dépenses disproportionnées avec ses ressources, et quoiqu'elles ne sortent pas des limites du pouvoir d'administration. Cette définition élimine donc les contrats qui peuvent avoir été passés par le mineur émancipé dans des conditions très désavantageuses mais qui ne l'induisent pas à

proprement parler en dépenses, du moins au sens positif. Le seul effet de pareils contrats sera de réduire ses revenus, par exemple s'il loue ses fermes à trop bas prix, s'il vend ses récoltes à un cours inférieur ; mais on ne peut dire que ses dépenses en soient augmentées et l'action en réduction ne les atteint pas.

Le secours de l'action en réduction répond en effet à un danger très sérieux pour le mineur émancipé. D'une part, il peut faire des achats à crédit de meubles précieux, de chevaux, de voitures, de tableaux, de bijoux, etc..... alors que sa situation de fortune ne comporte pas de telles acquisitions. La jurisprudence prévoit même le cas d'acquisition d'immeubles qu'elle considère comme un acte d'administration n'excédant pas les limites de sa capacité par conséquent valable, sauf l'application de l'action en réduction s'il y a excès : mais nous examinerons plus loin ce point spécial. D'autre part la réduction peut encore atteindre d'autres obligations, car la loi parle d'obligations contractées par voie d'achat ou autrement. Tel serait le cas d'un mineur louant des appartements trop somptueux ou faisant faire sur ses biens des travaux d'amélioration et d'embellissement démesurés. Or, le mineur émancipé ne peut pas emprunter, en aucun cas, pour aucune raison, sous aucun prétexte (art. 483). Il est clair que sous le couvert de ces obligations contractées pour cause d'achats faits à crédit ou de locations, le mineur émancipé aurait trouvé un moyen facile de tourner la loi en empruntant indirectement. C'est ce qu'a voulu prévenir l'article 484,

en protégeant l'émancipé même dans sa capacité restreinte. La cause de cette irréductibilité pourrait être trouvée dans une sorte de vice du consentement chez le mineur, dans une sorte de dol ou tout au moins d'indélicatesse de la part des tiers qui auraient abusé de son inexpérience et de sa jeunesse (1) (art. 1109, 1116). C'est pourquoi la mauvaise foi se trouve être ici un des éléments de la réduction, que le juge appréciera, parmi les autres circonstances de fait pouvant atténuer ou augmenter la responsabilité des tiers. Il est clair en effet que tout est essentiellement relatif en cette matière; telle dépense, modérée pour un homme riche, sera excessive pour celui qui ne jouit que d'une modeste aisance. C'est une question de fait. Nous allons jusqu'à dire que le juge pourrait non seulement réduire les obligations contractées par le mineur émancipé, mais même les annuler totalement, si elles étaient véritablement frauduleuses et si l'opération au fond ne constituait qu'un véritable emprunt déguisé. Il est vrai qu'alors nous ne sommes plus dans l'espèce de l'article 484, 2^{me} paragraphe, et que ces obligations tombent bien plutôt sous le coup des articles 483, 484, qui prohibent d'une manière absolue toute espèce d'emprunt, ostensible ou simulé.

Bien entendu, l'action en réduction, ayant été introduite dans l'intérêt du mineur émancipé ne compète qu'à

(1) Voir Demolombe, *Traité de la Minorité, de la Tutelle et de l'Émancipation*, t. II, p. 238.

lui. Elle ne pourrait donc pas être exercée en son lieu et place ni par son curateur, ni par ses parents, ni par le conseil de famille. Il faut conclure aussi de l'article 1310 que le mineur émancipé perdrait le bénéfice de l'action en réduction s'il avait usé de dol pour se faire passer comme majeur.

Nous venons de montrer que, si c'est en matière d'administration que la capacité du mineur émancipé trouve le plus librement à s'exercer, on ne peut néanmoins l'assimiler pleinement à celle du majeur, maître absolu de ses droits. Passons maintenant en revue les divers actes d'administration que l'émancipé peut accomplir seul, sans l'assistance de son curateur.

§ I. — Actes conservatoires.

Nous mettons les actes conservatoires en tête. Il est de principe que les incapables peuvent les faire car ils comptent évidemment parmi les actes de pure administration. C'est ainsi que le mineur émancipé peut interrompre les prescriptions qui courent contre lui, peut faire opérer toutes transcriptions ou inscriptions nécessaires à la conservation de ses droits, intenter les actions possessoires qui lui appartiennent, faire assurer ses biens contre l'incendie, payer ses dettes exigibles avec les deniers disponibles, etc... L'interruption de la prescription est donc un acte conservatoire ; nous l'examinerons plus en détail,

parce qu'il soulève une question intéressante qui, discutée à propos du tuteur, peut s'étendre par analogie au mineur émancipé.

Le tuteur peut donc interrompre toutes les prescriptions. C'est là une mesure conservatoire que l'on ne pourrait annuler *de plano* sous prétexte qu'il n'est pas autorisé. Seulement le défendeur peut demander que l'autorisation soit rapportée, afin que le débat, s'il doit y en avoir un, puisse avoir une issue irrévocable contre le mineur. Il en est de même pour le mineur émancipé ; il peut aussi, en vertu de son droit d'administration interrompre toutes les prescriptions, mais à la différence du tuteur qui, pour intenter une action relative aux droits immobiliers de son pupille doit toujours se munir de l'autorisation du conseil de famille, il suffit à l'émancipé d'avoir l'assistance de son curateur, et par conséquent ce n'est que l'assistance du curateur que le défendeur peut exiger s'il y a débat.

Or la citation en justice est un des actes interruptifs de la prescription. L'article 2244 dit en effet « qu'une citation en justice, un commandement, une saisie, signifiés à celui qu'on veut empêcher de prescrire, forment l'interruption civile ». Mais plus loin l'article 2247 décide que l'interruption de la prescription est regardée comme non avenue, si l'assignation est nulle par défaut de forme. D'autre part nous venons de voir que le tuteur ne peut pas, sans l'autorisation du conseil de famille, former une demande immobilière au nom du mineur. Si néanmoins

cette demande est formée sans l'autorisation prescrite, faut-il y voir un défaut de forme qui, rendant nulle la citation, empêchera l'interruption de la prescription ? On reconnaît généralement que l'article 2247 n'est pas applicable en l'espèce. Pour que la prescription fut interrompue, il faudrait qu'il ne s'agisse pas seulement de nullité mais d'inexistence. Or il est admis en doctrine que l'inobservation des formes prescrites pour certains actes dans l'intérêt des mineurs et des interdits a seulement pour effet de rendre la convention nulle ou annulable et non inexistante. Il faut distinguer ces formes avec le plus grand soin des formalités exigées pour la formation de certains contrats et dont l'absence entraîne l'inexistence même de l'acte juridique. Elles ont un tout autre caractère ; leur objet est de garantir d'une manière plus efficace les intérêts de certains incapables et elles constituent en réalité une condition complémentaire de leur capacité. Tel est bien le cas que nous avons envisagé. Le défendeur pourra seulement exiger au cours de l'instance que le tuteur produise l'autorisation du conseil de famille. A défaut par le défendeur de l'avoir exigé, il n'appartiendra qu'au mineur ou plutôt à son tuteur d'exercer l'action en nullité s'ils pensent que tel est leur intérêt. C'est en effet une des conséquences de la nullité relative que l'action à laquelle elle donne ouverture n'appartient qu'à ceux dans l'intérêt desquels elle a été établie.

La même question peut se poser pour le mineur émancipé. Pour former valablement une demande immobilière,

il a besoin de l'assistance du curateur (art. 482). S'il s'en passe et qu'il intente néanmoins l'action, faudra-t-il dire que la citation sera nulle en la forme et que par suite l'interruption de la prescription sera regardée comme non avenue ? Si la négative a été admise en matière de tutelle, à plus forte raison devons-nous l'admettre en matière d'émancipation. En voici la raison. La doctrine reconnaît en effet que lorsqu'un tuteur accomplit seul un acte pour lequel la loi exigeait des formalités spéciales, telles que l'autorisation du conseil de famille ou l'homologation du Tribunal, cet acte est nul en la forme et par suite qu'il donne ouverture à l'action en nullité. Nous venons de voir d'ailleurs qu'il ne s'agit alors que d'une nullité relative. Au contraire, si un mineur émancipé accomplit seul un acte pour lequel l'assistance du curateur était nécessaire mais suffisante, cet acte excède simplement les bornes de sa capacité, mais sans encourir la sanction de la nullité et donne lieu, conformément à l'article 1303, à l'action en rescision pour lésion. Il ne pourrait y avoir lieu à l'action en nullité que si l'acte accompli par le mineur émancipé seul était de la catégorie de ceux pour lesquels la loi exige certaines formalités spéciales, les mêmes que celles réclamées des mineurs en tutelle, c'est-à-dire l'autorisation du conseil de famille ou l'homologation du Tribunal. Nous en concluons que le mineur émancipé qui introduit seul une demande immobilière sans l'assistance de son curateur, fait simplement un acte qui excède les bornes de sa capacité, que la citation en justice n'est donc pas nulle par dé-

faut de forme et que par conséquent la prescription se trouve bien interrompue.

§ II. — Baux.

L'article 481 décide que le mineur émancipé pourra passer seul les baux dont la durée n'excède point neuf ans. Ainsi la loi appliquant au mineur émancipé une règle dont elle fait ailleurs l'application à l'usufruitier (art. 695), au tuteur (art. 1718), au mari (art. 1429, 1430), considère les baux de neuf ans et au-dessous comme des actes de simple administration, qui devront toujours être pleinement respectés. L'article 431 après avoir formulé le principe, n'en dit pas plus. Muet sur la sanction à donner à la règle, il ne parle pas davantage de la faculté que peut avoir le mineur émancipé de renouveler ses baux quand il lui plaît. Or ces deux questions ont été expressément tranchées par les articles 1429 et 1430, dans l'espèce d'une autre administration, celle du mari sur les biens de sa femme. De plus, l'article 1718 décide qu'il faut appliquer aux baux des biens des mineurs les règles relatives aux baux des femmes mariées. Mais comme cet article ne parle que des baux des biens de mineurs, sans nommer expressément les mineurs émancipés, on s'est demandé si les règles, formulées par les articles 1429 et 1430 auxquels il renvoie, étaient bien applicables aux mineurs émancipés, si par conséquent ceux-ci avaient besoin

d'attendre l'avènement de leur majorité, comme la femme mariée la dissolution de la communauté, pour faire réduire le bail à sa période réglementaire de neuf ans et enfin s'ils étaient obligés d'observer les restrictions imposées par l'article 1430 au renouvellement des baux ?

Observons d'abord qu'en ce qui concerne le mineur émancipé, les questions que soulève l'application des articles 1429 et 1430 ne peuvent offrir le même intérêt qu'en ce qui regarde le tuteur ou la femme mariée. La raison en est que l'émancipation n'a qu'une durée très limitée, six ans au plus (art. 477).

La question s'est posée pour le tuteur, du moins en ce qui concerne la sanction à donner au principe général des baux de neuf ans ou au-dessous, considérés comme actes d'administration. L'article 1429 ne limite pas en effet à proprement parler la durée des baux que le mari peut faire des biens de sa femme. Tant que dure la communauté, le bail est pleinement valable et lie le mari d'une part, le fermier ou le locataire, d'autre part. La femme elle-même ne peut pas critiquer le bail tant que la communauté dure ; elle est sans intérêt puisqu'elle n'a pas la jouissance de son bien, jouissance qui appartient à la communauté. Mais, à la dissolution de la communauté, elle a le droit d'exiger que le preneur achève seulement la période de neuf ans en cours au moment de la dissolution de la communauté. En est-il de même pour le tuteur, c'est-à-dire les baux, faits par le tuteur pendant la tutelle, sont-ils valables, quelle qu'en soit la durée, sauf le droit pour le

mineur devenu majeur de les faire réduire, conformément à l'article 1429, à la période de neuf ans en cours au moment de la majorité?

La négative a été soutenue dans la doctrine (1). Un bail d'une durée excédant neuf années, disaient ses partisans, doit être considéré comme étant presque un acte d'aliénation entaché de nullité radicale et le tuteur, ajoutait M. Demolombe « aurait le droit et le devoir de former cette demande en nullité pendant le cours de la tutelle, car il représente le mineur et il doit exercer en son nom toutes ses actions. »

Cette opinion n'a pas prévalu, comme étant contradictoire avec les articles 1718 et 1429 combinés. Certes, le tuteur ne peut pas faire de baux obligeant le pupille pour plus de neuf ans; les baux qui excèdent cette durée doivent être réduits, mais ce droit ne s'ouvre au profit du mineur qu'à la fin de la tutelle, comme celui de la femme commune à la dissolution de la communauté. Jusqu'à l'avènement de sa majorité, le mineur n'a pas d'action; mais alors à ce moment conformément à l'article 1429, les baux passés par le tuteur en son nom ne seront obligatoires vis à vis de lui que pour la période de neuf ans restant à courir au moment de l'avènement de la majorité. C'est dans ce sens également que s'est prononcée la jurisprudence, décidant que les baux de plus de neuf ans seraient obligatoires pendant toute la durée de la minorité

(1) Voir Demante, t. 1, n° 535. — Demolombe, *Tutelle*, t. 1, n° 639.

et qu'ils ne pourraient dès lors être réduits pendant cette période comme dépassant les pouvoirs du tuteur (1).

Et maintenant, faut-il conclure par analogie de ce qui précède, qu'il en est de même pour le mineur émancipé et que, tombant également sous l'application de l'article 1429 conformément à la formule générale de l'article 1718, il devra attendre, pour faire réduire les baux de plus de neuf ans qu'il aura passés, l'avènement de sa pleine capacité, comme le mineur en tutelle, la fin de la tutelle, comme la femme commune, la dissolution de la communauté? Nous ne le pensons pas. Les motifs qui ont fait adopter la solution contraire par le Code dans le cas de la femme commune, qui nous ont conduit à assimiler le mineur en tutelle à la femme commune sur ce point spécial ne se retrouvent pas là. S'il est vrai par exemple que la femme n'a pas d'intérêt à demander la réduction du bail excédant neuf années pendant la durée de la communauté, puisque la jouissance de ses biens appartient à la communauté, il n'est pas moins vrai que cet intérêt se trouverait dans le cas du mineur émancipé qui a la jouissance de ses biens et en perçoit les revenus. De plus, à la différence du tuteur, administrateur de la chose d'autrui, le mineur émancipé est administrateur de sa propre chose; à la différence du mineur en tutelle qui est incapable, le mineur émancipé jouit d'une demi-capacité qui lui permet d'accomplir toute une catégorie d'actes, soit

(1) *Req.*, 7 février 1865, D. P. 65, 1, 219.

seul, soit avec l'assistance de son curateur. Enfin ni dans le cas du mineur en tutelle, ni dans le cas de la femme commune, nous ne trouvons de texte qui interdise à proprement parler au tuteur ou au mari de passer des baux excédant neuf ans. Il n'y a pas de prohibition formulée ; s'ils le font, ces baux seront pleinement valables et devront être exécutés tels quels pendant le cours de la tutelle et de la communauté ; ce n'est qu'à la fin de la tutelle, à la dissolution de la communauté qu'ils pourront être réduits. Ceci résulte clairement de l'article 1429 et de l'article 1718 qui assimile le mineur à la femme commune pour ce point spécial. Au contraire l'article 1431 dit formellement que « le mineur émancipé passera les baux dont la durée n'excédera pas neuf ans » ; c'est donc dire que les autres, les baux de plus de neuf ans, ne rentrant point dans la catégorie des actes de pure administration, lui sont défendus. Que l'on admette que l'assistance du curateur soit suffisante pour valider de tels baux, ou que, considérant ces baux comme des quasi aliénations, l'on exige les formalités spéciales de l'autorisation du conseil de famille et de l'homologation du Tribunal, le résultat sera le même, c'est-à-dire qu'il y aura lieu à l'exercice d'une action au profit du mineur émancipé, de l'action en rescision pour lésion conformément à l'article 1305 dans le premier cas, puisqu'il s'agit d'un acte excédant les bornes de la capacité du mineur émancipé, de l'action en nullité dans le second cas, puisque les formalités spéciales exigées à peine de nullité n'auraient pas été remplies. Mais de toute façon

cette action ne s'ouvrirait qu'au profit de l'émancipé seul ; et naturellement il serait maître de l'intenter au moment qu'il lui plairait de choisir et par conséquent de faire réduire le bail qu'il aurait passé et dont la durée excéderait neuf ans, sans avoir besoin pour obtenir ce résultat d'attendre l'avènement de sa majorité.

En ce qui concerne le renouvellement des baux, nous n'hésiterons pas au contraire à appliquer au mineur émancipé les dispositions de l'article 1430, toujours sous la réserve formulée plus haut, résultant de la durée forcément limitée de l'émancipation, réserve qui d'ailleurs restreint singulièrement l'intérêt pratique que peut offrir cette discussion. Sans doute on pourrait nous dire avec une apparence de raison que puisque nous ne le soumettons pas à l'observation de l'article 1429, nous devons également l'affranchir des prescriptions de l'article 1430. Mais si nous n'avons pas appliqué l'article 1429, c'est que nous nous trouvions dans une espèce différente de celle que prévoyait ce texte. Au contraire l'article 1430 répond aux mêmes besoins chez le mineur émancipé que chez la femme commune. L'époque du renouvellement fixé par la loi, qui ne peut être de plus de trois ans avant l'expiration du bail courant s'il s'agit de biens ruraux, de plus de deux ans, s'il s'agit de maisons, est une conséquence du principe que les baux faits par des administrateurs ne peuvent excéder neuf années. Si le renouvellement des baux était libre pour le mineur émancipé, il en résulterait qu'il pourrait faire indirectement ce qu'il ne peut pas faire directement, ce qui rendrait ainsi inutile la disposition de l'article 481.

§ III. — Perception des revenus.

Le mineur émancipé peut recevoir ses revenus, loyers, fermages, intérêts, arrérages de rente, et en donner décharge, ajoute l'article 481, ce qui veut dire simplement qu'il peut en donner quittance. Une telle addition était plutôt superflue, car il est bien clair que si on lui accordait la faculté de recevoir, il fallait bien lui accorder aussi la faculté de reconnaître qu'il avait reçu, puisqu'en effet il ne pourrait pas recevoir sans cela. Il ne faut donc pas traduire décharge par remise. Sans doute une telle traduction donnerait un sens sérieux à la formule employée par le Code, mais elle serait certainement fausse. Le mineur émancipé ne peut pas en effet consentir de libéralités même sur ses revenus. Bien entendu nous envisageons le cas où de telles remises constitueraient une véritable libéralité, car il est incontestable que le mineur émancipé a le droit d'accorder ces présents, ces modiques rétributions qui sont d'usage dans bien des circonstances comme il peut reconnaître aussi le droit du fermier à une remise non-seulement dans les hypothèses spéciales envisagées par les articles 1769 et 1770, mais même en dehors.

Mais la question intéressante qui se pose en cette matière consiste à savoir si le mineur émancipé pourrait toucher par anticipation les fermages de ses terres ou les loyers de ses maisons ?

La même question se pose en matière de tutelle. Le

tuteur peut-il, lui aussi, toucher par anticipation les revenus de son pupille? la jurisprudence semble contraire à l'affirmative. C'est ainsi que la Cour de Limoges déclara, relativement à un prix de bail qui s'étendait à des années au delà de la majorité, que bien que le tuteur eût le droit de consentir des baux dont la durée se prolongerait au-delà de la majorité, il ne s'en suivait pas qu'il pût toucher par anticipation le prix des années postérieures à la majorité, et qu'en conséquence le mineur devenu majeur est fondé à déclarer le paiement non libératoire à son égard (1). Plus tard la Cour de Poitiers vit là également quelque chose d'illicite, contraire aux usages reçus et préjudiciable au mineur si le tuteur devient insolvable (2). Il en résulte donc que le bail des biens d'un mineur fait par le tuteur moyennant une somme unique versée une fois pour toutes, est nul comme dépassant les pouvoirs d'administration du tuteur. Une stipulation pareille serait une véritable aliénation de jouissance qui nécessiterait en conséquence l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du Tribunal.

Cette argumentation ne nous paraît pas sans défaut. Ne pourrait-on dire, bien qu'en parlant ainsi l'on semble ignorer les textes qui ne donnent au locataire qu'un droit personnel, qu'en allant au fond des choses tout bail est une aliénation de jouissance et que le fait du paiement

(1) Limoges, 28 janvier 1824, D. P. 1825, 2, 97.

(2) Poitiers, 2 juillet 1845, D. P. 46, 2, 128.

par anticipation n'y change rien. De plus, ce qui est plus sérieux, il faut remarquer que ce peut être souvent un acte d'excellente administration que de recevoir par avance le paiement de ses fermages ou de ses loyers. Le mineur sera ainsi à l'abri de l'insolvabilité du preneur. S'il est vrai qu'une telle stipulation est peu usitée, il n'est pas moins certain que le danger pour le mineur ne résulte pas du paiement anticipatif mais de l'insolvabilité possible du tuteur dont peut ne garantir qu'insuffisamment l'hypothèque légale qu'a le mineur sur les immeubles de son tuteur. Or il y a aussi à craindre l'insolvabilité du preneur dont précisément garantit le paiement par anticipation. Enfin le mineur pourra encore y trouver un avantage sérieux. Ce revenu formant un excédent de recettes, le tuteur devra le placer dans les six mois (art. 455), et le mineur profitera ainsi de la capitalisation des intérêts.

Quoiqu'il en soit, il faut pourtant bien reconnaître que l'on ne peut conclure grand chose des pouvoirs du tuteur en cette matière pour déterminer ceux du mineur émancipé. La différence des situations respectives est trop évidente. Le mineur émancipé en effet touche ses revenus lui-même et si l'on admet que les fermages et les loyers payés par anticipation ne sont que des revenus, il peut en disposer comme il l'entend, sans contrôle. Au contraire le tuteur touche les revenus pour le mineur et il doit les placer dans un certain délai conformément à l'article 455. Le même danger n'est donc pas à craindre.

C'est pourquoi l'opinion générale est que les loyers et

les fermages ne constituent des revenus qu'au fur et à mesure de leur échéance, que c'est les capitaliser que de les recevoir en une fois et d'avance et qu'une telle opération peut déguiser un emprunt. De même que la loi ne permet au mineur émancipé de passer de baux que s'ils constituent des actes de pure administration, de même la loi ne l'autorise à toucher ses revenus que pour subvenir à ses dépenses d'entretien et de bonne administration, au fur et à mesure de ses besoins. Elle ne lui donne certainement pas le droit de les recevoir par avance d'un seul coup comme un capital, ni la possibilité de dévorer ainsi les ressources de l'avenir ; il y aurait trop à craindre que dans l'ardeur de sa jeunesse et son inexpérience, il ne dissipe en folles dépenses ou ne hasarde en placements aventureux un argent qui doit subvenir à des besoins sérieux et urgents. Quand il reçoit un capital, pour parer à ce danger, l'article 482 exige qu'il soit assisté de son curateur qui surveillera l'emploi du capital reçu. Or toucher les revenus par anticipation, c'est les capitaliser en quelque sorte, et pour que le mineur émancipé puisse le faire, l'assistance du curateur lui sera nécessaire, mais également suffisante (1). Il serait excessif et inutile d'exiger, pour que le preneur puisse payer par anticipation, l'autorisation du conseil de famille (2).

Toutefois il y aurait lieu, nous semble-t-il, à affranchir

(1) Voir Demolombe, *Tutelle*, t. 4, § 273. — Massé et Vergé, t. 4, p. 277.

(2) Troplong, *Du Louage*, art. 1718, n° 1.

le mineur de l'assistance du curateur pour recevoir le paiement des loyers et fermages par anticipation lorsqu'il n'aurait stipulé qu'une anticipation légère, conformément à un usage constant et reconnu, à des coutumes locales. C'est ainsi qu'à Bordeaux les propriétaires des maisons stipulent ordinairement que les loyers leur seront payés par quartiers et d'avance. Il en est de même à Paris pour les petits loyers. Nul doute que le mineur émancipé ne puisse faire une telle stipulation sans l'assistance de son curateur.

Enfin, comme conséquence de la faculté donnée au mineur émancipé par l'article 481 de toucher lui-même ses revenus, ajoutons qu'il peut également former contre ses débiteurs toutes poursuites mobilières ou immobilières ayant pour objet le recouvrement de ses revenus. Par exception l'article 744 du Code de procédure civile exige l'intervention du curateur quand il s'agit de former une demande tendant à la conversion en vente volontaire d'une saisie immobilière ou de s'adjoindre à une pareille demande.

§ IV. — Réparations.

Quels sont les pouvoirs du mineur émancipé en matière de réparations?

Bien certainement, il peut faire seul les réparations d'entretien puisqu'il est administrateur et que par définition, de telles réparations sont des actes conservatoires. Mais en ce

qui concerne les grosses réparations, faut-il, puisqu'il n'y a pas de texte, lui donner par analyse les mêmes droits que ceux reconnus au tuteur, ou au contraire en argumentant d'une capacité plus restreinte, ne lui en accorder que de plus réduits ? Nous nous trouvons donc amenés à étudier les pouvoirs du tuteur en matière de réparations.

D'abord tout le monde est d'accord pour reconnaître également au tuteur le droit de faire les réparations d'entretien. Mais quand il s'agit de grosses réparations, la doctrine se divise. D'après l'opinion prédominante, il faudrait distinguer selon que les grosses réparations sont prises sur les revenus du mineur et alors le tuteur aurait pleine capacité pour les faire, ou selon qu'elles sont prises sur les capitaux et alors l'autorisation du conseil de famille serait nécessaire.

Nous croyons au contraire que toute réparation est un acte de conservation. Sans doute il est bien vrai qu'une réparation peut constituer un acte de mauvaise gestion, par exemple si le prix coûtant de la réparation est supérieur à la valeur de l'immeuble. Mais alors le tuteur se trouve responsable comme n'ayant pas géré en bon père de famille. Donc toutes les obligations contractées par le tuteur envers les ouvriers et les entrepreneurs sont pleinement valables, et par suite les biens du mineur sont engagés pour sûreté de ces obligations. C'est le cas d'appliquer le vieil adage : tout fait du tuteur est le fait du mineur. Or qui oblige la personne, oblige les biens. Nous appliquons en conséquence l'article 450 qui donne au

tuteur un pouvoir absolu d'administrer, sauf les responsabilités qui peuvent résulter pour lui d'une mauvaise gestion. Les partisans de la distinction que nous avons formulée plus haut argumentent de l'article 454 qui donne au conseil de famille le droit de fixer la somme à laquelle s'élèvera la dépense annuelle du mineur ainsi que celle d'administration de ses biens ; mais ce texte ne prouve rien en l'espèce, car il ne s'applique qu'aux frais de gestion normaux que le conseil de famille peut raisonnablement prévoir et calculer sur une moyenne, et non aux dépenses accidentelles, souvent imprévues, qui résultent des réparations. Il y a bien aussi l'article 457 qui défend au tuteur de disposer des biens du mineur sans l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du Tribunal, et, dit-on, engager les biens, c'est en disposer, ou du moins le résultat final peut être le même. Mais si le tuteur peut administrer, il faut en tirer cette conséquence qu'il peut aussi s'obliger dans les limites et pour les besoins de son droit d'administration. Si donc l'obligation du tuteur est valable, elle engage le mineur dont les biens se trouvent ainsi également engagés. Sans doute il peut y avoir là un danger sérieux pour le mineur, et la loi aurait pu sans exagération exiger l'autorisation du conseil de famille. Mais elle ne l'a pas fait et nous n'avons pas à suppléer à son silence. Puisqu'il n'y a pas de textes, appliquons donc le principe de l'administration libre du tuteur, sauf les responsabilités qui peuvent découler pour lui d'une mauvaise gestion (art. 450).

Allons-nous maintenant conclure de ce qui précède que le mineur émancipé aura les mêmes pouvoirs que le tuteur, et que pas plus pour lui que pour le tuteur, nous n'avons à distinguer entre les grosses réparations payées sur les revenus et celles payées sur les capitaux ? Nous aboutirons au contraire ici à une solution différente. Si le tuteur peut faire tous les actes conservatoires, il en est de même pour le mineur émancipé, car ce principe est commun à tous les incapables. Mais en matière d'émancipation, il faut lui donner une interprétation plus restrictive qu'en matière de tutelle. Le tuteur peut faire toutes les réparations, qu'il suffise pour les faire de prendre l'argent des revenus, ou qu'il soit obligé d'entamer dans ce but les capitaux du mineur. Il n'en est pas de même pour le mineur émancipé. L'article 482 lui défend de recevoir un capital mobilier et d'en donner décharge sans l'assistance de son curateur qui au dernier cas surveillera l'emploi du capital reçu. Prendre sur son capital pour faire des réparations à ses immeubles, c'est bien en faire emploi sans l'assistance et la surveillance de son curateur, ce qui lui est interdit. Cette différence de pouvoirs entre le tuteur et le mineur émancipé est logique et répond à une différence de situation. Nous retrouvons ici la même idée qui a dicté aux rédacteurs du Code la formule de l'article 481 limitant la capacité du mineur émancipé aux actes de « pure administration », à savoir qu'il faut protéger le mineur émancipé contre lui-même, contre sa jeunesse, ses entraînements, son inexpérience des affaires. Les réparations ne sont un acte de

conservation que si elles sont fondées, si elles répondent à de véritables besoins. Le mineur émancipé pourrait se ruiner en folles constructions dont le prix coûtant serait bien supérieur à la valeur de ses immeubles. L'assistance du curateur lui sera un frein et un guide. Au contraire, le tuteur, investi de sa mission par la loi ou par la confiance du conseil de famille, a généralement plus que le mineur émancipé l'expérience des affaires, est plus à même que lui de juger de la nécessité de faire des réparations et peut avec moins d'inconvénients jouir d'un pouvoir d'administration plus étendu. De plus, en cas de mauvaise gestion du tuteur, le mineur n'est point dépourvu de tout recours. Si des réparations inutiles ou trop coûteuses ont été faites à ses immeubles, invoquant l'article 450, il pourra faire condamner son tuteur responsable à des dommages-intérêts par le Tribunal.

Nous ne voyons donc pas ce qui s'oppose à ce que le mineur émancipé fasse faire seul de grosses réparations à ses immeubles, en tant qu'il n'y dépense que ses revenus ; mais l'article 482 lui ferait obstacle s'il voulait y employer ses capitaux, et alors il lui faudrait l'assistance du curateur.

§ V. — Paiement des dettes et recouvrement des créances.

Le mineur émancipé peut et doit payer ses dettes. C'est bien là, en effet, un acte de pure administration. De même, il peut recouvrer seul ses créances, du moins quand la

somme à recouvrer a le caractère de revenus, car s'il s'agit de capital, l'assistance du curateur devient nécessaire (art. 482).

Nous avons ici à résoudre quelques questions pour lesquelles les textes manquent. Nous devons voir si nous ne devons pas leur donner, par analogie, les mêmes solutions qu'aux questions semblables qui se posent en matière de tutelle.

Et d'abord, le mineur émancipé peut-il renoncer au bénéfice du terme ? Nous supposons une dette du mineur émancipé qui n'est payable, par exemple, que dans six mois, et nous demandons s'il peut renoncer seul au bénéfice du terme qui lui est assuré par l'article 1186 ? Nous croyons qu'il faut appliquer ici la même distinction qu'en matière de tutelle. Le tuteur peut bien, en effet, renoncer au bénéfice du terme au nom de son pupille, si la dette de celui-ci porte intérêts, car il est clair qu'il y aura toujours avantage à l'acquitter le plus tôt possible. Il agit certainement ainsi en bon père de famille. Mais, au contraire, si la dette non exigible ne produisait pas d'intérêts, ou ne produisait qu'un intérêt inférieur au taux courant des placements, le tuteur ne pourrait pas l'acquitter ou du moins il ne devrait le faire que sous la déduction de l'escompte. En agissant autrement, il ferait une libéralité, ce qui lui est absolument interdit. Nous retrouvons les mêmes raisons de bon sens pour permettre au mineur émancipé, comme au tuteur, de renoncer au bénéfice du terme quand la dette non exigible produit des intérêts : il accomplit ainsi,

en effet, un acte de bonne administration. Nous lui refusons de même ce droit quand la dette non exigible produit des intérêts, car pas plus que le tuteur, il ne peut faire de libéralités.

Faut-il conclure de ce qui précède que le mineur émancipé a également qualité pour concourir seul à un règlement de comptes ayant pour but de déterminer ce dont il est créancier, et ce dont il est débiteur ?

Nous trouvons, sur cette question en matière de tutelle, une jurisprudence affirmative qui semble admettre que le droit de payer les dettes implique le pouvoir d'en reconnaître la légitimité. Le tuteur pourrait donc concourir au règlement de comptes ayant pour objet de déterminer la dette du pupille et de la liquider. C'est ainsi que la Cour de cassation décida d'abord qu'un règlement de comptes fait par le tuteur obligerait le mineur comme s'il avait été fait par lui-même, parvenu à l'âge de majorité (Arrêt rejet, 25 novembre 1861) (1). Plus tard, la Cour de Grenoble jugea également que le règlement des sommes dont le pupille se trouvait créancier ou débiteur, constituait un acte de simple administration qui n'excédait pas les bornes des pouvoirs du tuteur (Grenoble, 11 janvier 1864) (2). Enfin, tout récemment, un arrêt de Besançon décida que le tuteur pouvait rendre seul un compte de tutelle dû par le mineur du chef de son auteur, lui-même tuteur d'autres

(1) D. P. 62, 4, 131.

(2) D. P. 63, 2, 57.

mineurs, et constituer valablement le mineur débiteur du reliquat, si d'ailleurs la gestion n'avait soulevé aucune question de responsabilité et qu'aucun article du compte n'eût fait l'objet d'un redressement (Besançon, 16 janvier 1891) (1).

Nous croyons cependant que cette doctrine qui semble donner au tuteur une pleine capacité en matière de règlement de comptes est trop absolue. Nous distinguerions volontiers entre le règlement de comptes qui n'est pour ainsi dire qu'un apurement et le règlement de comptes qui implique une reconnaissance de la dette. Le tuteur n'aurait pleine capacité que pour le premier. S'il est vrai que le tuteur peut payer la dette de son pupille, cela suppose que la dette est certaine. Si la dette est contestable, le tuteur doit plaider et s'il veut transiger, il doit remplir des formalités spéciales (art. 467). Sans doute le règlement de comptes est un acte d'administration, mais à condition qu'il ne contienne pas une reconnaissance de la dette. Il est certain que le tuteur ne peut faire de reconnaissance de dette opposable au mineur, en ce sens qu'il ne peut créer par son aveu, au préjudice de son pupille, une dette dont il n'existerait pas d'autre titre (Bordeaux, 25 juin 1859) (2). Le tuteur ne peut pas faire une telle reconnaissance parce que ce serait disposer indirectement des biens du pupille. Ce serait un acte encore plus dange-

(1) D. P. 91, 2, 279.

(2) D. P. 59, 2, 498.

reux que la transaction, car en transigeant l'on garde au moins une partie de son droit. Autre chose est le paiement d'une dette, autre chose est la reconnaissance d'une dette. Payer, suppose une dette certaine, et le tuteur rend ainsi la condition de son pupille meilleure, tandis que reconnaître une dette implique que la dette n'a pas d'existence légale, qu'il n'y en a pas de preuve légale, ce qui obligerait donc le mineur à la payer alors qu'il aurait pu en contester l'existence.

Le même raisonnement est applicable au mineur émancipé. Pour lui, comme pour le tuteur, le règlement de comptes ne constitue un acte d'administration que s'il n'implique pas une reconnaissance de la dette. Il ne lui est pas plus permis en effet qu'au tuteur de disposer indirectement de ses biens, sans accomplir les formalités qui lui sont imposées par le Code comme garanties données à son inexpérience. Une telle reconnaissance équivaldrait à un aveu qui, étant un acte de disposition et même de donation, lui est interdit. Mais si l'existence de la dette est par ailleurs certaine, si elle est prouvée par un titre antérieur ou d'autres preuves en dehors de la reconnaissance que pourrait en faire le mineur, nul doute que le mineur émancipé pourrait concourir seul à un règlement de comptes qui, sans impliquer de reconnaissance de sa dette, aurait simplement pour but d'en fixer le montant exact et de la liquider.

Ainsi que nous venons de le dire, nous refuserons au mineur émancipé, comme au tuteur, le droit de faire un

aveu qui est un acte de disposition et même de donation. Citons à ce propos le brocard connu : Qui ne peut donner ne peut avouer. Or il est certain que le mineur émancipé ne peut faire de donations d'aucun genre, qu'il s'agisse de meubles ou d'immeubles. Qu'on ne nous objecte pas que le mineur émancipé peut exercer seul ses actions mobilières. Il n'y a rien de commun entre l'aveu et la poursuite d'un droit en justice. En effet celui qui intente une action, ne dispose pas du droit qu'il revendique, mais au contraire il le maintient, il l'affirme en le mettant sous la protection de la justice et en s'en remettant à son impartialité. Il en a été jugé ainsi, du moins en matière de tutelle (Lyon, 18 juillet 1861) (1).

§ VI. — Exercice des actions mobilières.

Il semble bien que dans le système du Code, le fait d'intenter une action mobilière doive être considéré comme un acte d'administration. C'est ainsi qu'il est admis que le tuteur peut intenter au nom de son pupille une action mobilière sans l'autorisation du conseil de famille, et que l'article 1428 donne également au mari, administrateur des biens de sa femme, l'exercice des actions mobilières et possessoires.

Le mineur émancipé a donc sans conteste qualité pour

(1) D. P. 63, 2, 466.

intenter seul les actions mobilières. Nous lui donnons ce droit par argument *a contrario* tiré de l'article 482. A plus forte raison peut-il y défendre. Par conséquent les tiers dirigeant contre lui une action personnelle et mobilière relative aux faits de son administration, ne sont pas tenus à peine de nullité de diriger leur demande contre le curateur en même temps que contre le mineur émancipé (Amiens, 8 février 1862) (1).

Mais le mineur émancipé peut-il ester en justice sans l'assistance de son curateur quand l'instance a pour but la réception d'un capital mobilier ou de toute autre chose dont il ne peut disposer et donner décharge qu'avec cette assistance ? (art. 482).

L'opinion générale est que, dans ce cas particulier, l'assistance du curateur est nécessaire pour l'exercice de l'action. Le débiteur pourrait donc refuser de suivre à la demande, et si le procès s'engageait néanmoins sans l'assistance du curateur, le mineur émancipé aurait la requête civile pour attaquer le jugement qui l'aurait condamné sans qu'il fut valablement défendu. Cette opinion a rencontré des contradicteurs. Ni le texte ni l'esprit de l'article 482, disent-ils, ne s'opposent à ce que le mineur émancipé puisse intenter une action ayant pour objet la réception d'un capital mobilier, sans l'assistance de son curateur. Si l'article 482 défend au mineur de recevoir un capital sans cette assistance, c'est pour éviter qu'il ne le

(1) D. P. 63, 2, 94.

dissipe, mais une telle défense n'a rien de commun avec le procès. Le mineur émancipé pourra agir seul en justice, mais le débiteur condamné ne pourra valablement s'acquitter entre ses mains que s'il est assisté de son curateur. Il ne faut pas confondre l'action en justice et l'exécution du jugement, et le Code qui défend au mineur émancipé de recevoir seul un capital mobilier, ne lui interdit pas d'actionner et d'obtenir jugement. Nous croyons cependant que la première prohibition en engendre logiquement une seconde. Non seulement en effet le mineur émancipé, plaidant seul, pourrait compromettre le capital, dont la loi pourtant ne veut pas qu'il puisse disposer seul, mais le tiers placé en face de lui aurait un adversaire qui ne pourrait pas même recevoir l'objet litigieux s'il lui était offert. Le mineur émancipé ne pouvant pas recevoir le paiement offert, comment pourrait-on admettre qu'il puisse le demander ?

La jurisprudence paraît indécise sur cette question. S'il a été jugé en effet que, toute incapacité étant de droit étroit et ne pouvant pas être étendue au-delà de ses termes, l'incapacité du mineur de toucher un capital mobilier sans l'assistance de son curateur ne l'empêche pas d'actionner seul le débiteur en paiement de ce capital. (Douai, 26 avril 1865) (1). Il a été décidé en sens contraire que le mineur émancipé non autorisé à faire le commerce ne peut sans l'assistance de son curateur actionner celui à qui il a

(1) D. S. *Rép. Minorité*, n° 709.

vendu des marchandises d'une grande valeur, tant en paiement du prix de partie de ces marchandises et dommages-intérêts pour refus de prendre livraison qu'en résiliation du marché avec aussi dommages-intérêts, une telle action ayant pour objet non un acte de pure administration, mais la réception d'un capital mobilier (Poitiers, 27 mai 1880) (1). Enfin un arrêt est allé jusqu'à décider que le mineur émancipé ne pourrait même pas sans curateur faire signifier le commandement préalable aux poursuites parce que la mission de signifier un commandement implique pour l'huissier pouvoir de toucher (Douai, 22 décembre 1863) (2).

Nous concluons également de ce que le mineur émancipé ne peut intenter sans l'assistance de son curateur une action mobilière ayant pour but la réception d'un capital mobilier, qu'il ne peut pas non plus sans cette assistance poursuivre l'expropriation forcée des immeubles de son débiteur (3).

Devons-nous également en matière de serment distinguer entre les actions mobilières et les actions immobilières ? Ce ne serait que lorsque l'action est mobilière que le mineur émancipé pourrait déférer seul le serment à la partie adverse et que le serment pourrait lui être déféré. Ce système a été soutenu en matière de tutelle. Si l'action n'est que mobilière, le tuteur pourra déférer le serment à

(1) D. P. 81, 2, 18.

(2) D. P. 63, 2, 246.

(3) Demolombe, *Minorité*, t. 2, n° 283.

la partie adverse sans l'autorisation du conseil de famille. Il ne le pourra pas au contraire si l'action est immobilière parce que l'article 464 ne lui permet pas d'acquiescer seul à une demande de cette nature. Mais une telle raison ne serait pas applicable au mineur émancipé si on lui accordait, à la différence du tuteur, le droit d'acquiescer seul sans même l'assistance du curateur à une demande immobilière. C'est une question que nous ne discuterons que plus tard.

Nous nous rallions préférablement à l'opinion qui, sans distinguer, soutient que le mineur émancipé ne peut pas plus déférer seul le serment décisoir à son adversaire que celui-ci ne peut le lui référer? Il est de principe en effet que le serment implique une transaction qui ne peut être accomplie qu'en observant les formes prescrites par l'article 467, applicable à l'émancipé comme au tuteur. Nous exceptons seulement le cas où l'instance serait relative à un simple acte de gestion. C'est dire qu'à notre avis, le mineur émancipé ne peut pas plus transiger sur ses droits mobiliers que sur ses droits immobiliers. Quant à la transaction sur les actes de pure administration, elle nous paraît toujours possible. Puisque le mineur émancipé a un droit complet à faire les actes de pure administration, il nous paraît difficile qu'il ne puisse ni transiger ni compromettre sur ces actes. Toutefois il ne le pourrait pas s'il s'agissait d'un immeuble, eût-il été acquis par lui. (Arg. C. Pr. civ., art. 1003.) Si l'acquisition d'un immeuble peut être considérée comme un acte d'administration sous certaines conditions, il en est autrement de son aliénation.

Nous nous résumons donc en disant que le mineur émancipé ne pourra déférer seul le serment décisoir ou que ce serment ne pourra lui être référé que dans les instances relatives à des actes d'administration que le mineur émancipé a pleine capacité pour accomplir.

Nous appliquerons encore cette distinction entre les actions mobilières et les actions immobilières pour trancher la question de savoir si le mineur émancipé peut interjeter seul appel. Lorsqu'il s'agit d'actions mobilières, pouvant les intenter seul, l'émancipé pourra interjeter appel seul, car après tout l'appel n'est qu'un acte conservatoire du droit que l'on croit posséder. Mais en matière d'actions immobilières, ne pouvant les intenter qu'avec l'assistance de son curateur, le mineur émancipé ne pourra interjeter appel qu'avec cette même assistance (1).

Au contraire nous déciderons que, de même que le tuteur doit toujours se munir de l'autorisation du conseil de famille pour former un pourvoi en cassation au nom de son pupille, le mineur émancipé pour le même objet doit dans tous les cas se faire assister de son curateur ; mais alors l'assistance du curateur lui est suffisante sans qu'il ait besoin de recourir à l'autorisation du conseil de famille (art. 482). Le pourvoi en cassation est en effet une voie de recours exceptionnelle qui ne saurait être complètement assimilée à l'appel.

Enfin nous admettons, par analogie avec le tuteur, que

(1) D. *Rép.*, nos 82 et suiv., n° 482.

le mineur émancipé dans une instance mobilière pourra provoquer seul toutes les mesures d'instruction qu'il jugera utiles. C'est ainsi qu'il pourrait notamment demander l'interrogatoire sur faits et articles de la partie adverse, ou se pourvoir par inscription de faux. Mais au contraire s'il s'agit d'une instance immobilière, à la différence du tuteur qui, une fois muni de l'autorisation du conseil de famille nécessaire à l'introduction de l'instance (art. 464), pourra seul ensuite provoquer toutes les mesures d'instruction qu'il jugera utiles, le mineur émancipé ne pourra prendre de telles mesures qu'avec l'assistance de son curateur, assistance qui lui est nécessaire pendant toute la durée de l'instance.

§ VII. — Acquisitions immobilières.

C'est une question très controversée et diversement résolue que celle de savoir si le mineur émancipé peut faire seul des acquisitions d'immeubles.

L'affirmative, dans tous les cas, sans distinction, est soutenue dans une première opinion, par application de l'article 484. Le mot « achats » que renferme le deuxième paragraphe de cet article s'appliquerait aussi bien aux acquisitions d'immeubles qu'aux acquisitions de meubles. Les achats d'immeubles seraient donc valables et ne pourraient être annulés pour incapacité ni rescindés pour lésion. Ils seraient seulement aux termes de l'article 484,

réductibles en cas d'excès. (Cass. Req. 15 décembre 1832).

Une seconde opinion professe en sens inverse, d'une manière également absolue, que le mineur émancipé n'a pas capacité pour faire seul des acquisitions d'immeubles. L'article 484 en effet, lorsqu'il autorise le mineur émancipé à faire des achats, ne vise que les actes de pure administration, et il n'est pas possible de considérer comme tel l'acquisition d'un immeuble (Rouen, 24 juin 1819) (1).

Il nous semble, à notre avis, que l'on pourrait faire ici une distinction.

Il est un point de vue particulier, sous lequel les pouvoirs du mineur émancipé nous apparaissent comme plus étendus que celui du tuteur. Le tuteur doit d'abord faire emploi dans un certain délai de l'excédent du revenu de son pupille sur sa dépense (art. 455 et 456). De plus on a pu soutenir avec vraisemblance que l'article 6, 2^{me} paragraphe de la loi du 27 février 1880, a non-seulement maintenu et précisé le principe de l'emploi obligatoire pour le mineur, mais a de plus soumis cet emploi au contrôle du conseil de famille et de la justice. Au contraire le mineur émancipé a la libre disposition de ses revenus; il peut les consommer; il peut *a fortiori* les économiser et faire de ces économies l'emploi que bon lui semble. L'article 6 de la loi de 1880 ne lui est certainement pas applicable. L'article 4 déclare bien applicables au mineur émancipé les articles 1 et 2 relatifs à l'aliéna-

(1) D. *Rép. Minorité*, n° 810.

tion des valeurs mobilières. Mais l'article 6 ne se rattache en aucune façon à l'article 4. Il ne reste alors que l'article 482 qui vise uniquement l'emploi des capitaux. Nous croyons donc qu'en tant qu'il s'agit de ses revenus, des économies faites sur ses revenus, le mineur émancipé peut acheter des immeubles, comme il pourrait acheter des rentes sur l'État et sur des particuliers (1).

Mais d'après l'article 482, le mineur émancipé ne peut faire emploi de ses capitaux sans l'assistance et la surveillance de son curateur. Donc il ne pourra pas seul placer ses capitaux en acquisitions d'immeubles, pas plus qu'en rentes ou en créances.

Nous admettons donc que le mineur émancipé peut acheter seul des immeubles, quand il n'y emploie que ses revenus. Reste à savoir si un tel achat peut donner lieu à l'exercice de l'action en réduction conformément à l'article 484, 2^{me} paragraphe. Nous ne le pensons pas. L'article 484 ne s'applique qu'aux dépenses, aux dettes que le mineur émancipé contracte. En achetant des immeubles avec ses revenus, il ne fait pas de dépenses; il fait un placement. Mais il en serait autrement s'il achetait à crédit. Un achat pareil implique un emprunt et alors l'article 483 qui exige l'autorisation du conseil de famille et l'homologation de justice devient applicable.

(1) Il y a cependant un arrêt de la Cour de cassation du 2 décembre 1885 (D. P. 86, 1, 294), d'après lequel l'acquisition d'un immeuble en vue d'un placement ne constitue pas un acte de pure administration, qu'une femme séparée de biens puisse faire sans autorisation.

§ VIII. — Aliénation des meubles corporels.

Le mineur émancipé peut-il vendre seul son mobilier corporel ? Nous nous trouvons encore ici sans texte et par conséquent en face de plusieurs systèmes que nous devons exposer avant de conclure.

D'abord celui de l'affirmative absolue, sans distinctions. C'est aussi le moins admissible. Que le mineur émancipé puisse vendre seul son mobilier corporel, c'est ce qui résulte, dit-on, des articles 482 et 484. L'assistance du curateur n'est requise que dans des cas déterminés par la loi ; or la vente du mobilier ne se trouve pas parmi les actes qu'énumère l'article 482. Si d'un autre côté l'article 484 assujettit formellement l'aliénation des immeubles à l'accomplissement des mêmes formalités qu'en matière de tutelle, c'est donc que l'observation de ces formalités n'est pas nécessaire pour la vente des meubles. De plus, l'article 1449 permet à la femme séparée de biens d'aliéner son mobilier et d'en disposer. Or le mineur émancipé est comme la femme séparée de biens propriétaire et administrateur. Enfin l'on invoque le vieil adage : *vilis mobilium possessio*, pour expliquer que les rédacteurs du Code aient pu accorder une telle liberté au mineur émancipé, et l'on justifie finalement la thèse par l'exposé des difficultés pratiques et des conséquences fâcheuses assurément incontestables, que rencontreraient les distinctions que veulent établir d'autres systèmes.

Mais nous estimons qu'une telle liberté laissée au mineur émancipé conduit à des résultats à la fois contraires à la logique et au bon sens. Elle serait en complète contradiction avec le système du Code réglant la capacité du mineur émancipé. Il en ressort clairement le principe que le Code a voulu distinguer nettement les actes d'administration et les actes de disposition, donnant à l'émancipé la capacité d'accomplir les premiers, soumettant l'exercice des autres à des restrictions inspirées par une pensée de protection. Qu'on ne nous oppose pas les articles 483 et 484 ! Ils ne signifient rien en l'espèce. Rien n'autorise à dire que l'énumération de l'article 482 est limitative, et d'ailleurs comme nous le verrons plus loin, l'on peut déduire logiquement d'un des actes que cite le texte, la réception d'un capital mobilier, cette conséquence que le mineur émancipé ne peut aliéner seul ses meubles. Sans doute l'article 484 soumet l'aliénation des immeubles à des formalités particulières, mais il ajoute aussi que le mineur émancipé ne pourra « faire aucun acte, autres que ceux de pure administration sans observer les formes prescrites au mineur non émancipé ». Or il serait difficile de reconnaître à la vente d'un mobilier, sauf dans quelques cas particuliers, le caractère d'un acte d'administration ; c'est bien certainement un acte de disposition. Et pour être absolument logique, si l'on invoque l'article 484, il faudrait appliquer à la vente du mobilier par un mineur émancipé les formalités des ventes d'immeubles, conclusion à laquelle aboutit du reste un autre système que nous déve-

lopperons plus loin. Est-ce un tel résultat que souhaitent les partisans de la liberté absolue? et c'est pourtant à cette conclusion que conduit l'article 484, si on veut l'appliquer rigoureusement en son entier. — L'article 1449 ne prouve rien non plus. Il ressort clairement des termes du texte qui attribue à la femme une « libre » administration, que sa capacité est plus étendue que celle du mineur émancipé qui ne peut faire que les actes de « pure administration ». De plus, si l'on admet que le tuteur ne peut librement aliéner les meubles corporels de son pupille, à plus forte raison doit-on refuser ce pouvoir au mineur émancipé pour ne pas violer le principe que la capacité de celui-ci est plus restreinte que la capacité de celui-là. Enfin, à quelles conséquences fâcheuses n'aboutirait-on pas ! Comment, le mineur émancipé ne pourrait pas toucher une créance de 100 francs capital sans l'assistance de son curateur, et il pourrait vendre seul sans contrôle une galerie de tableaux par exemple, d'une valeur inestimable. C'est inadmissible, et si la loi a exigé l'assistance du curateur pour empêcher le mineur de dissiper l'argent du capital qu'il reçoit, il est clair que l'on se trouverait en face du même danger s'il lui était permis de vendre seul ses meubles corporels.

Il faut donc donner à cet acte de la vente des meubles corporels faite par un mineur émancipé, des garanties particulières. Mais lesquelles? ici encore les avis diffèrent.

D'abord on a soutenu que la vente du mobilier corporel étant incontestablement un acte de disposition, on devait

lui appliquer la règle générale de l'article 484 qui dit que le mineur émancipé est soumis, pour tous les actes autres que ceux de pure administration, à l'observation des mêmes formalités que celles prescrites au mineur en tutelle. Il faut donc voir si dans la tutelle, l'on ne trouve pas un article applicable à notre cas. Il y a d'abord l'article 452 qui ordonne au tuteur de vendre tous les meubles autres que ceux que le conseil de famille l'autorise à conserver en nature et qui règle les formes de cette vente. Mais cet article est inapplicable (1). Les formes qu'il prescrit ne seraient pas possibles à observer puisqu'elles supposent la présence du subrogé-tuteur. Il faut donc appliquer l'article 457 qui règle les conditions de fond et les formes des ventes d'immeubles, c'est-à-dire exiger pour toute aliénation de mobilier, l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du Tribunal (2).

La conclusion à laquelle aboutit ce système, assurément séduisant par sa logique rigoureuse, suffit à le faire repousser immédiatement. Les inconvénients pratiques en seraient vraiment trop grands. Comment admettre que pour une simple vente de récoltes par exemple, l'accomplissement des formalités nécessaires pour l'aliénation des

(1) Ce n'est pas l'avis de Demante. Il permet d'abord au mineur de vendre ses récoltes. Il applique l'article 452 à la vente d'une universalité de meubles ou de meubles précieux. Dans tous les autres cas, la vente pourrait passer pour un acte de pure administration.

Cours analytique, t. II, p. 217, t. III, n° 249 bis.

(2) Voir Laurent, t. V, 227.

immeubles soit nécessaire ? Ce serait complètement entraver l'administration du mineur émancipé sous prétexte de le protéger. Une telle protection serait trop ruineuse.

Il ne reste donc plus, si l'on ne veut pas laisser liberté complète au mineur émancipé en matière de vente de meubles, qu'à exiger l'assistance du curateur par application de l'article 482 (Paris, 18 décembre 1878) (1). Puisque l'émancipé ne peut recevoir le paiement d'un capital mobilier sans l'assistance de son curateur qui doit en surveiller l'emploi, il ne pourra pas davantage se passer de cette assistance pour vendre son mobilier et de cette surveillance pour disposer du prix qui lui a été payé. Nous ne pensons pas qu'il y ait lieu de distinguer, comme on l'a proposé (2), si la vente des meubles corporels peut être considérée ou non comme un acte de pure administration, et donner alors dans le premier cas au mineur émancipé le droit de la consentir seul. Une telle distinction posée en principe serait bien difficile à réaliser dans la pratique. Sans doute quelques ventes de meubles ont bien le caractère d'actes d'administration, la vente de récoltes par exemple, et l'assistance du curateur serait ici superflue. Mais pour les autres innombrables variétés de ventes de mobilier, à quels signes certains, à quel critérium reconnaîtrait-on qu'elles ont le caractère d'actes d'administration ou d'actes de disposition ? et quelle serait alors la si-

(1) D. P. 80, 4, 61.

(2) Demolombe, *Minorité*, t. II, p. 202.

tuation des tiers, exposés toujours à ce que le mineur émancipé leur intente l'action en rescision pour lésion, par application de l'article 1305? Il faut donc poser en principe, sauf pour quelques exceptions évidentes, que l'assistance du curateur est nécessaire au mineur émancipé pour pouvoir vendre son mobilier corporel. Ainsi se trouvent conciliés dans la mesure du possible le besoin d'une protection due à l'émancipé, et la liberté nécessaire à la bonne gestion d'une fortune (1).

§ IV. — Faculté de contracter les obligations corrélatives du droit d'administration.

Les différents actes à l'égard desquels le mineur émancipé est capable sans aucune assistance peuvent être faits au comptant et à crédit. Comment, en effet, aurait-on pu exiger de lui qu'il ne traite avec les tiers que l'argent à la main? Ses récoltes ont pu manquer, ses loyers, ses fermages peuvent être en retard et cependant il faut bien qu'il vive et qu'il subvienne aux dépenses quotidiennes de son ménage, de l'entretien et de l'exploitation de son patrimoine. Celui qui administre doit pouvoir s'obliger pour les besoins de son administration. Il n'en saurait être autrement. Le mineur émancipé pouvant faire des baux, s'obligera comme bailleur; pouvant acheter pour les dépen-

(1) Cf. Troplong, *De la vente*, t. 1, n° 167.

ses de sa maison, il s'obligera comme acheteur. Et alors se pose la question de savoir quel sera l'effet des diverses obligations qu'il peut contracter.

On avait d'abord songé à limiter cet effet, dans l'intérêt du mineur émancipé. L'article 85 du projet porte en effet que « le mineur émancipé ne peut valablement s'engager par promesse ou par obligation que jusqu'à concurrence d'une année de ses revenus, et que s'il s'oblige au-delà, ses créanciers n'auront d'action sur ses biens que pour une somme égale à cette année de revenus et par concours entre eux, au marc le franc de leurs créances (1) ».

On reconnut bientôt qu'une telle prescription était impraticable. Comment le fournisseur, le marchand, le tiers quelconque qui traite avec le mineur émancipé pour une somme même très inférieure à ses revenus, auraient-ils su si le mineur n'a pas déjà traité avec d'autres pour des sommes qui les excéderaient de beaucoup. La conséquence certaine d'un tel système aurait été de priver le mineur émancipé du plus petit crédit, du plus nécessaire aux besoins journaliers de la vie.

On y a donc renoncé, et il est certain que les obligations valablement contractées par le mineur émancipé pour les besoins de l'administration de ses biens ou qu'il a contractées même au-delà de ces besoins, mais en dehors de

(1) Fenet, *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, p. 565.

tout emprunt et sauf l'action en réduction pour excès, peuvent être exécutées sur tous les biens mobiliers et immobiliers du mineur émancipé, conformément au principe général posé par les articles 2092 et 2093 : celui qui oblige sa personne, oblige ses biens. Tous les biens mobiliers et immobiliers du mineur émancipé, présents et à venir, seront donc le gage commun de ses créanciers qui pourront les saisir et les faire vendre. On arrive ainsi à permettre au mineur émancipé d'aliéner indirectement même ses immeubles. Or l'article 484 ne l'autorise à faire d'aliénations immobilières que sous certaines conditions très rigoureuses. Il pourrait donc réaliser indirectement ce qui ne lui est pas permis d'accomplir directement. Et cela semble contradictoire.

D'abord le pouvoir du mineur émancipé de s'obliger seul ne doit correspondre qu'aux nécessités de son administration. Des dispositions spéciales régissent l'emprunt (art. 483). Hypothéquer ses biens lui est également interdit, comme nous allons le voir. De plus il peut demander sous certaines conditions la réduction de ses engagements excessifs. Mais il faut reconnaître que dans ces limites le pouvoir de s'obliger dérive nécessairement du pouvoir d'administrer. Et le mineur émancipé ne peut s'obliger sans donner à ses créanciers un droit indirect sur ses biens. Si l'on disait que le principe de l'article 2092 ne s'applique qu'aux capables, il faudrait répondre que le mineur émancipé est précisément capable dans certaines limites, qu'il peut par conséquent s'obliger dans ces limites

et que ses engagements seront sanctionnés comme ceux des majeurs par l'application du principe général contenu dans l'article 2092.

Donc les obligations personnelles contractées par le mineur émancipé sont valables. Mais alors ne faut-il pas conclure que le mineur émancipé pourrait aussi valablement consentir seul une hypothèque sur ses immeubles pour garantie de ces obligations ?

L'affirmative a été très vivement soutenue et voici en résumé à quels arguments elle fait appel.

En permettant au mineur émancipé de s'obliger personnellement pour certaines causes, la loi lui a permis par voie de conséquence d'affecter à la garantie des obligations qu'il aurait contractées tous ses biens, meubles et immeubles, par application de l'article 2092. Or la constitution d'hypothèque lui fournit un mode d'affectation plus direct et plus spécial (art. 2114). Il en résulte que la capacité de s'obliger personnellement emporte par elle-même capacité d'hypothéquer ses immeubles en garantie de ces obligations. C'est pour cette raison que nulle part, dans les textes qui gouvernent la capacité du mineur émancipé, on ne voit formulée la prohibition de consentir une hypothèque (art. 484).

Sans doute on objectera que le mineur émancipé ne peut pas aliéner ses immeubles et que précisément l'hypothèque contient le germe d'une aliénation. Mais c'est l'obligation elle-même et non l'hypothèque qui contient ce germe d'aliénation. C'est elle qui donne au créancier le

droit de saisir et de faire vendre l'immeuble. Si l'on admet que l'obligation personnelle contractée par le mineur est valable, comment ne pas admettre que l'hypothèque qui n'en est que l'accessoire ne le soit aussi, en vertu de l'axiome : *accessorium sequitur principale*.

De plus les articles 2124 et 2126 qu'invoquent les partisans de la négative ne sont pas applicables en l'espèce. L'article 2124 ne saurait être appliqué que dans le cas où celui qui ne peut aliéner, n'est pas non plus débiteur personnel et voudrait par exemple hypothéquer son immeuble à la dette d'un tiers. Quant à l'article 2126, il n'envisage pas non plus le cas où c'est le mineur émancipé lui-même, valablement obligé qui consent l'hypothèque.

Et puis, est-ce que les tiers qui auraient fait au mineur émancipé les fournitures prévues par l'article 2101, § 5, n'auraient pas le privilège attaché à la qualité de leurs créances ?

De même est-ce que les architectes, ouvriers, entrepreneurs que le mineur émancipé aurait employés à la construction ou à la réparation d'un de ses immeubles, n'auraient pas le privilège qui leur est accordé par l'article 2103, § 4 ?

La réponse ne fait pas de doute. Et ils auront ces divers privilèges toujours pour cette raison que l'obligation personnelle étant valable, l'accessoire qui en est le privilège doit l'être également.

De même l'hypothèque judiciaire résultant d'une condamnation prononcée contre le mineur peut venir également frapper ses biens (art. 2123). Alors pourquoi prohi-

ber l'hypothèque conventionnelle, qui, étant spéciale sera certainement moins nuisible au crédit du mineur émancipé que l'hypothèque judiciaire qui est au contraire générale.

D'ailleurs il faut remarquer que l'article 6 du Code de Commerce fait textuellement au mineur émancipé commerçant l'application de ces principes. En lui permettant de s'obliger valablement, il lui a permis par conséquence d'hypothéquer ses immeubles quoiqu'il lui demeure interdit de les aliéner directement. Ce n'est pas du reste le seul cas où l'on puisse hypothéquer sans pouvoir aliéner. C'est ainsi qu'en matière de clause d'ameublement indéterminé ou déterminé jusqu'à concurrence d'une certaine somme, le mari ne peut aliéner l'immeuble ameubli sans le consentement de sa femme, mais qu'il peut l'hypothéquer (art. 1507, 1508).

Enfin, dit-on, l'hypothèque nuit au mineur : elle altère gravement son crédit. Est-ce bien sûr ? c'est plutôt aux autres créanciers qu'elle nuit. Vis à vis du débiteur, elle a cet avantage que le créancier ne peut plus s'adresser indistinctement à celui des biens qu'il voudrait choisir ; il est obligé de discuter d'abord l'immeuble soumis à son hypothèque (art. 2209). Et s'il est vrai que sous un certain rapport l'hypothèque altère le crédit du mineur émancipé, il faut reconnaître que la faculté d'hypothéquer l'augmente en donnant plus de garantie aux tiers (1).

(1) Cf. Duranton, t. III, n° 673 ; t. XIX, n° 347. — Zachariæ, t. I, p. 263. — Chardon, *De la Puiss. tut.*, t. III, n° 579.

Nous croyons que cette doctrine est tout à la fois contraire aux textes, inconciliable avec les principes, profondément nuisible aux intérêts du mineur émancipé.

D'abord les articles 2124 et 2126 sont formels et absolus. Ne peut hypothéquer que celui qui peut aliéner, dit le premier. Or le mineur émancipé ne peut aliéner (art. 484), donc il ne peut hypothéquer. — « Les biens des *mineurs*, dit le second, ne peuvent être hypothéqués que pour les causes et dans les formes établies par la loi ou en vertu de jugements ». Or les mineurs émancipés sont bien des mineurs. Donc ils sont compris dans les termes absolus de l'article 2126. On peut dire, comme Duranton, pour l'article 2124 (1), que les rédacteurs du Code sont partis d'une idée inexacte. Les textes n'en sont pas moins là, formels et clairs. Il importe peu après cela que l'article 484 ne mentionne pas l'hypothèque au nombre des actes que le mineur émancipé ne peut faire sans observer les formes prescrites au mineur en tutelle. D'ailleurs ce même article ajoute que le mineur émancipé ne pourra faire aucun acte autre que ceux de pure administration sans observer les mêmes formes, ce qui comprend bien l'hypothèque, puisqu'elle tend à l'aliénation de l'immeuble. L'article 484 ne mentionne pas non plus la transaction, ni l'acceptation ou répudiation de succession, et l'on n'en conclut pas cependant que le mineur émancipé peut tran-

(1) Duranton, t. XIX, p. 526.

siger seul, peut accepter ou répudier seul une succession.

Si la doctrine de l'affirmative ne tient pas compte des textes, elle méconnaît en outre les principes en venant dire que la validité de l'obligation principale entraîne la validité de l'hypothèque. Certes l'hypothèque ne peut être valable sans que l'obligation principale le soit aussi. Mais la réciproque est fautive. L'obligation personnelle est susceptible de plus et de moins. Elle peut à raison de sa cause, de son importance, des besoins auxquels elle répond, être rangée dans la catégorie des actes de pure administration qui sont considérés par la loi comme pouvant être permis au mineur émancipé sans trop de danger.

Bien différente au contraire est l'hypothèque qui ne saurait jamais être regardée comme un acte d'administration, puisqu'elle a pour conséquence d'établir un droit réel sur l'immeuble. Elle donne ainsi à l'obligation personnelle une gravité particulière que par elle-même celle-ci n'aurait pas et lui fait perdre son caractère d'acte d'administration. Il serait donc bien illogique en même temps que bien dangereux de permettre au mineur émancipé de donner à une obligation plutôt restreinte dans ses effets puisqu'elle a le caractère d'acte d'administration, une garantie aussi démesurée que celle que confère au tiers créancier une hypothèque frappant l'immeuble du débiteur.

Sans doute, il est très vrai que le mineur émancipé,

comme tous les débiteurs, est soumis aux privilèges établis par les articles 2101 et 2103, et à l'hypothèque judiciaire. Mais ni dans l'un ni dans l'autre cas, ce n'est le fait ou la volonté du mineur qui crée le privilège ou l'hypothèque ; au premier cas, c'est la qualité de la créance, au second, le caractère de la décision judiciaire. De plus, le tuteur peut aussi contracter des obligations valables au nom de son pupille. Les obligations qu'il contracte dans les cas prévus par les articles 2101 et 2103 produisent des privilèges comme les jugements rendus contre lui produisent l'hypothèque judiciaire. Néanmoins il est bien certain qu'il ne peut hypothéquer les immeubles de son pupille en garantie des obligations par lui contractées en son nom (art. 457). Donc cette conséquence n'est pas non plus nécessaire à l'égard du mineur émancipé lui-même.

Et c'est précisément parce qu'une telle conséquence est contraire aux principes qu'il a fallu des textes spéciaux pour le mineur commerçant et le mari en matière d'ameublement, textes qui eussent été fort inutiles si telle avait été la règle générale.

Enfin il nous paraît incontestable que l'intérêt bien entendu du mineur émancipé exigeait qu'il ne pût hypothéquer lui-même et seul ses immeubles. S'il est vrai que l'hypothèque nuit aux autres créanciers du mineur, il est encore plus vrai qu'elle nuit profondément au mineur émancipé lui-même, qu'elle altère son crédit, qu'elle entrave la transmission de ses biens. A entendre l'opinion

contraire, on pourrait vraiment croire qu'il est plus avantageux de s'obliger avec hypothèque que de contracter une simple obligation personnelle. Ce serait pousser un peu loin l'amour du paradoxe (1).

(1) Cf. Demolombe, *Minorité*, t. II, n° 290. *Mariage et Séparation de corps*, t. II, n° 462. — Paul Pont, *Traité des Privilèges et Hypothèques*, t. II, n° 643. — Magnin, t. II, n° 1270, etc...

CHAPITRE II

ACTES POUR L'ACCOMPLISSEMENT DESQUELS L'ASSISTANCE DU CURATEUR EST TOUT A LA FOIS NÉCESSAIRE ET SUFFISANTE.

Le rôle du curateur se borne à assister le mineur émancipé dans les cas déterminés par la loi. Il diffère donc profondément de celui du tuteur qui lui au contraire représente le mineur non émancipé dans tous les actes civils. Tandis que le mineur en tutelle n'agit pas par lui-même mais est représenté par son tuteur, le mineur émancipé figure en personne dans tous les actes civils, mais sous l'égide de son curateur dont le rôle se trouve ainsi présenter assez d'analogies avec le tuteur romain *qui auctoritatem interponebat*.

Ce n'est pas la seule différence à signaler entre le curateur et le tuteur. De même que le père, administrateur légal des biens de ses enfants mineurs jusqu'à l'âge de dix-huit ans, le tuteur est administrateur des biens de son pupille. A ce titre, la loi place auprès de lui un surveillant, le subrogé-tuteur, grève ses biens d'une hypothèque légale et l'oblige à rendre compte. Au contraire le curateur n'administre pas ; comme nous l'avons vu c'est le mineur

émancipé lui-même qui administre sa fortune. Aussi ne peut-il être question ni de subrogé-curateur surveillant le curateur, ni d'hypothèque légale grevant les biens du curateur, ni de compte à rendre par le curateur. Dès lors on ne doit pas lui appliquer celles des dispositions par lesquelles la loi a réglé l'obligation imposée au tuteur de rendre compte, c'est-à-dire les articles 472, 475 et 907. Bien entendu, il pourrait gérer *de fait* la fortune du mineur émancipé, mais ce ne pourrait être qu'en vertu d'un mandat ou d'une gestion d'affaires, et alors il se trouverait comptable non en sa qualité de curateur, mais en qualité de mandataire ou de gérant d'affaires. Donc le curateur n'est pas comptable. Mais de ce qu'il ne doit point de comptes, faut-il conclure qu'il n'est pas responsable ?

D'abord il est bien certain qu'il n'est pas responsable d'une gestion qu'il n'a pas. C'est pourquoi dans l'ancien droit, on le déchargeait de toute responsabilité, sauf pourtant dans le cas où il n'aurait pas surveillé l'emploi des deniers remboursés au mineur émancipé (1). Cette exception est grave, car il faut en conclure qu'il existe pour lui une certaine responsabilité. Ce point pourtant a été contesté, car nul texte dans le Code civil ne parle expressément d'une responsabilité quelconque imposée au curateur. Mais s'il y a une règle universelle, c'est bien celle de la responsabilité. Le curateur ne saurait, par une inex-

(1) Cf., Merlin, *Rép. Curateur*, § 1^{er}, n^o 12, t. VII, p. 23.

plicable faveur, en être affranchi. Il reste à déterminer les limites de celle qui lui incombe.

Dans une première opinion on dit que le curateur est responsable du dommage qu'il a pu causer au mineur émancipé dans l'exercice de sa charge, non seulement par dol ou par fraude, mais encore par sa faute si elle est suffisamment grave (1). Et l'on se réfère aux articles 1382, 1383 et 1992. Mais quelle est cette faute grave dont le curateur est responsable? c'est ce que l'on ne précise pas. On cite ensemble des dispositions qui régissent les délits (art. 1382, 1383) et d'autres qui déterminent la responsabilité du mandataire (art. 1992). Il y a incompatibilité de textes, comme nous le démontrerons.

Une autre opinion déclare que la responsabilité du curateur doit être assimilée à celle du mandataire (2). Il ne pourra donc être recherché que pour dol, faute ou négligence grave; et, à l'appui de cette doctrine, l'on cite les articles 1382 et 1383! Il y a là une contradiction évidente et une confusion grave. Si l'on veut déterminer la responsabilité du curateur d'après les principes du mandat, il faut écarter les articles 1382 et 1383 qui régissent la responsabilité résultant de la faute délictuelle ou aquilienne, et invoquer l'article 1992 qui applique au mandataire la responsabilité générale de l'article 1137, c'est-à-dire celle résultant de la faute contractuelle, de la faute légère par conséquent, désignée par les termes de *culpa levis in abs-*

(1) Cf. Demolombe, *Minorité*, t. II, n° 258.

(2) Cf. Duranton, t. III, p. 651. — Marcade, t. II, p. 271.

tracto, sauf à la mitiger puisqu'ici le mandat serait gratuit. Si l'on veut appliquer au contraire les articles 1382 et 1383, alors le curateur sera non seulement responsable de son dol et de la faute que ne commettrait pas un bon père de famille, mais aussi de la faute la plus légère puisque l'article 1383 déclare que « chacun est responsable du dommage qu'il a causé non-seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence ». La loi se montre donc ici plus rigoureuse qu'en matière de contrats. Dans un cas, l'auteur du préjudice répond de la *culpa levis in abstracto* : dans l'autre il répond même de la *culpa levissima*, pour employer l'ancienne terminologie (Cass. 21 janvier 1890) (1). Il faut bien se garder de confondre ces deux responsabilités si différentes comme l'ont fait les deux doctrines précédentes.

Pour déterminer la responsabilité du curateur, voici la distinction que nous proposons.

Si nous n'envisageons que le fait d'avoir prêté ou refusé son assistance au mineur émancipé dans un acte judiciaire ou extra-judiciaire, le curateur n'encourt de responsabilité qu'autant qu'il s'est rendu coupable de dol ou d'une faute grave assimilable au dol. C'est le droit commun. En tant qu'il ne s'agit que de simple assistance, le rôle du curateur est semblable à celui du conseil de tutelle donné à la mère tutrice, et sa responsabilité doit être régie par les mêmes règles.

Mais lorsque la loi impose au curateur l'obligation de

(1) D. P. 91, 4, 380.

prendre par lui-même une mesure quelconque pour la garantie des intérêts du mineur émancipé, (et nous faisons allusion ici au cas où d'après l'article 482 il doit surveiller l'emploi du capital touché par le mineur émancipé avec son assistance), sa responsabilité doit être appréciée par analogie d'après les règles qui régissent la responsabilité du tuteur. Sans doute nous savons quelle est la différence de leurs fonctions. Mais de même que le tuteur doit veiller aux intérêts de son pupille et est responsable s'il ne le fait pas, de même le curateur doit sauvegarder les intérêts du mineur émancipé dans les cas prévus par la loi et encourt une responsabilité s'il n'agit pas ainsi. Reste à savoir d'après quels principes doit être déterminée la responsabilité du tuteur. Nous croyons qu'en matière d'obligations résultant de la loi comme en matière d'obligations résultant de quasi-contrats, on doit appliquer les dispositions relatives à la faute contractuelle, c'est-à-dire l'article 1137 que l'on peut considérer comme constituant le droit commun en matière de fautes. L'article 450 qui dispose que le tuteur « administrera en bon père de famille » corrobore cette manière de voir. C'est la même formule que celle de l'article 1137. Par conséquent nous devons appliquer au tuteur les principes de la faute contractuelle et dire que sa responsabilité est engagée dès qu'il commet une faute légère, c'est-à-dire celle que ne commettrait pas un bon père de famille. Les mêmes règles régissent la responsabilité du père administrateur légal, du mari administrateur des biens de sa femme, et, ajouterons-nous, du curateur

quand la loi lui impose certaines mesures destinées à sauvegarder les intérêts du mineur émancipé, comme celle de surveiller l'emploi du capital reçu (1).

Le rôle du curateur se borne donc à assister le mineur émancipé qui seul agit et se trouve en rapports personnels et directs avec les tiers.

Mais ne peut-il pas arriver que le curateur refuse de prêter son assistance au mineur émancipé? alors ce dernier aura-t-il un recours possible et quel sera-t-il? Il semble d'abord, en pure logique, qu'aucun recours ne doive être ouvert au mineur émancipé, car le droit d'assister implique le droit de refuser l'assistance, sauf pour le curateur à répondre de son refus et à être condamné à des dommages-intérêts si ce refus est préjudiciable aux intérêts du mineur. On répond qu'un pouvoir de protection ne peut tourner contre l'incapable qui a le droit d'être protégé, et il serait étrange en effet que le refus d'assistance de la part du curateur paralyse absolument dans la personne du mineur émancipé l'exercice de ses droits peut-être les plus importants.

Nous admettons donc qu'un recours est possible. Mais quel sera-t-il? On a proposé que le mineur pût se pourvoir devant le conseil de famille qui pourrait soit enjoindre au curateur de prêter son assistance, soit nommer un curateur *ad hoc*, soit même remplacer le curateur récalcitrant. Il nous semble bien hardi de donner ainsi au

(1) Zachariæ, Aubry et Rau, t. I, p. 499. — Demante, t. II, p. 319.

conseil de famille sans aucun texte, le pouvoir de destituer le curateur. Il est pourtant de principe que le conseil de famille n'a qu'une juridiction d'exception. Nous préférons donc accorder au mineur émancipé un recours devant les Tribunaux, par analogie avec la femme mariée qui, en cas de refus d'autorisation de la part du mari, peut s'adresser à la justice, par analogie encore avec l'individu pourvu d'un conseil judiciaire à qui l'on reconnaît le droit de se pourvoir devant les Tribunaux contre un refus d'assistance de la part de son conseil judiciaire. Cette dernière analogie nous paraît décisive pour nous autoriser à accorder le même droit au mineur émancipé. Nous ne pensons pas que le Tribunal puisse autoriser lui-même l'acte pour lequel le curateur refuse de prêter son concours. Tout ce qu'il peut faire, s'il juge le refus du curateur mal fondé, c'est de lui enjoindre de prêter son assistance et, au besoin, de procéder à son remplacement (Liège, 12 juillet 1882) (1) ou de nommer un curateur *ad hoc*. Ce curateur *ad hoc* devra prêter son assistance pour l'acte dont il s'agit. Toutefois si c'est une instance, il demeurera libre de prendre telles conclusions qu'il avisera. Il en a été jugé ainsi, du moins en matière de conseil judiciaire. (Paris, 31 janvier 1888 (2) et 25 mars 1890) (3).

Supposons maintenant que c'est le mineur émancipé lui-même qui ne veut pas agir. Le curateur lui signale par

(1) D. P. 84, 2, 200, S. 82, 4, 47.

(2) S. 88, 2, 191.

(3) S. 90, 2, 107.

exemple une réparation urgente à faire à l'un de ses immeubles, une prescription prête de s'accomplir qu'il faudrait interrompre, dans les cas où la prescription peut courir contre les mineurs (art. 1663, 1676, 2252, 2278). Le mineur émancipé ne veut rien faire. Existe-t-il un moyen pour le curateur de le forcer à agir et de le protéger ainsi contre lui-même ? Nous ne le pensons pas, en l'absence de textes. En effet le curateur n'agit pas, il n'a aucune initiative, il se borne à prêter son assistance quand elle lui est demandée. Où prendrait-il le droit soit d'agir par lui-même, soit de forcer le mineur émancipé à agir ? D'ailleurs, il faut remarquer que cette attitude passive qui est imposée par la loi au curateur ne présente pas autant de dangers qu'on pourrait le croire d'abord. C'est ainsi qu'en général du moins la prescription ne court point contre le mineur émancipé (art. 2252), qu'il ne peut toucher un capital mobilier sans l'assistance de son curateur, qu'il ne peut plaider, soit en matière immobilière, soit relativement à ses capitaux sans cette assistance. Le mineur émancipé est donc protégé dans les actes les plus importants contre les résultats de son inaction et de sa négligence.

Un danger sérieux pourrait pourtant se présenter dans un cas particulier. Supposons qu'au cours d'une instance judiciaire, où il a été assisté de son curateur, le mineur émancipé fasse défaut. S'il ne veut pas faire opposition au jugement par défaut rendu contre lui, ce jugement acquerra irrévocablement l'autorité de la chose jugée. Il y

aurait donc un intérêt considérable à ce que le curateur puisse seul et en son propre nom former opposition. Si l'on appliquait rigoureusement les principes, on devrait dire que le curateur n'ayant figuré en première instance que comme assistant du mineur émancipé, était sans qualité pour former opposition au jugement par défaut rendu contre le mineur. La jurisprudence mue par des considérations pratiques d'un grand poids, en a décidé autrement, du moins pour le conseil judiciaire (Cass. 8 décembre 1841 — Cass. 27 décembre 1843). Nous croyons que cette décision est également applicable au curateur du mineur émancipé, puisque les mêmes motifs de protection pour l'incapable se retrouvent également ici.

Enfin, quelle sera la sanction attachée au fait pour le mineur émancipé d'avoir accompli seul un acte pour lequel était requise l'assistance de son curateur ? Nous l'avons déjà dit. Cet acte n'est pas nul en la forme puisque la loi n'exigeait pas pour son accomplissement certaines formalités spéciales telles que l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du Tribunal. Il donne simplement lieu, conformément à l'article 1305, à l'ouverture de l'action en rescision pour lésion au profit du mineur émancipé.

Ces questions préliminaires étant résolues, nous pouvons entrer maintenant dans l'étude détaillée des actes pour l'accomplissement desquels l'assistance du curateur est tout à la fois nécessaire et suffisante.

§ I. — Réception d'un capital mobilier (art. 482).

Un capital est toute somme qui n'est pas due ni payée à titre d'intérêts, d'arrérages, de fruits ou de jouissance. Faut-il distinguer, comme on le fait quelquefois, selon que le capital représente une somme plus ou moins considérable ? l'assistance du curateur ne serait pas nécessaire si la créance représentait une somme trop minime pour constituer un capital (1). Mais à quels signes certains reconnaîtra-t-on que la somme est suffisante pour constituer un capital ? Cela est essentiellement relatif, dépendant de la fortune du mineur. Une telle distinction aboutirait à établir l'arbitraire absolu du Tribunal. Il faut donc appliquer strictement le texte de l'article 482. Remarquons d'ailleurs que si les capitaux du mineur étaient placés par petites sommes distinctes, il pourrait tout recevoir et tout dépenser sans l'assistance ni la surveillance du curateur. Que deviendrait alors la protection qui lui est accordée ?

On a prétendu que le mineur émancipé, ayant la libre disposition de ses revenus, avait par cela même la libre disposition des capitaux provenant d'économies qu'il aurait réalisées sur ses revenus et qu'il aurait placées, et que par conséquent il pouvait recevoir seul et employer sans sur-

(1) Cf. Ducauvroy, t. I, p. 497, n° 694. — Demolombe, *Minorité*, t. II, n° 298.

veillance les sommes d'argent représentant ces capitaux. Ce serait, ajoute-t-on, un excellent moyen d'encourager chez lui les goûts d'ordre et d'économie (1). Mais le texte de l'article 482 est absolu et ne paraît guère autoriser de telles distinctions. Au fond d'ailleurs tous les capitaux ou peu s'en faut, proviennent d'économies faites sur les revenus ou de bénéfices réalisés dans le commerce et l'industrie par les générations antérieures qui se les ont transmis l'une à l'autre. Le fait que ces économies et ces bénéfices ont été réalisés par le mineur émancipé lui-même n'y change rien. Et puis de tels capitaux ne sont-ils pas aussi précieux que les autres ? Ne méritent-ils pas également d'être protégés ? N'a-t-on pas les mêmes raisons de craindre que le mineur ne les dissipe ou n'en fasse un mauvais placement ? Cela est trop évident, et c'est précisément dans un but d'ordre et d'économie que nous exigeons l'assistance du curateur.

On a également mis en question si le mari mineur pouvait recevoir seul le paiement des débiteurs de la dot ou le remboursement des rentes données en dot à sa femme. Et l'affirmative a invoqué l'article 1990, d'après lequel le mineur émancipé peut être choisi pour mandataire et dès lors faire seul tous les actes compris dans son mandat. Mais l'article 1990, ne nous paraît pas applicable. En effet le mari mineur est réputé majeur en ce qui concerne l'obligation prise par lui de restituer la dot. Dès lors, il faut

(1) Cf. Toullier, t. II, n° 1298. — Taulier, t. II, p. 93.

y veiller, et il n'y a pas de raison pour ne pas appliquer l'article 482 à la réception qu'il peut faire des capitaux constitués en dot par sa femme (1).

Supposons qu'une succession échoie à un mineur émancipé ; peut-il s'emparer seul et sans l'assistance du curateur des capitaux qui se trouveraient dans la caisse du défunt ?

Un cas semblable s'est présenté, mais à l'égard d'un individu pourvu d'un conseil judiciaire, qui, suivant l'article 513, ne peut également recevoir un capital mobilier sans l'assistance de ce conseil. La Cour de Rouen jugea que le conseil n'avait pas le droit de s'ingérer dans les opérations de l'inventaire et de la liquidation, ni de pénétrer dans la maison mortuaire, soit que le prodigue fut seul héritier, soit qu'il eut des cohéritiers, et qu'ainsi le prodigue avait par la force même des choses le pouvoir de disposer des capitaux de la succession (Rouen, 19 avril 1847) (2). Or la capacité du mineur émancipé est à peu près la même à cet égard que celle de l'individu pourvu d'un conseil judiciaire. En outre sous le rapport de la réception d'un capital mobilier, les articles 482 et 513 se ressemblent beaucoup. De plus on peut dire que la décision de la Cour de Rouen est parfaitement conforme aux principes. Quand le capital se retrouve dans la caisse du défunt, il n'est effectivement à recevoir de personne ; le mineur

(1) Cf. Tessier, *De la Dot*, t. II, p. 126, n° 283.

(2) D. P. 48, 2, 33.

émancipé en est saisi de plein droit (art. 724) et aucune décharge n'est à donner.

Pourtant une telle solution quoique juridique, paraît fort dangereuse si on l'envisage au point de vue de l'intérêt du mineur. Aussi devra-t-on la restreindre dans ses plus étroites limites, et devra-t-on exiger l'assistance du curateur pour que le mineur émancipé puisse recevoir non seulement les capitaux dus par des tiers débiteurs de la succession, mais encore les soultes et autres valeurs à lui dues par ses cohéritiers (1).

L'article 482 prescrit formellement au curateur de surveiller l'emploi du capital reçu par le mineur émancipé avec son assistance. Une telle obligation pour le curateur ne paraît pas être toujours chose facile. Car une fois que le mineur tiendra l'argent, comment le curateur pourra-t-il lui imposer d'en faire un emploi utile ? il ne pourra évidemment que lui donner des conseils dans ce sens. Nous répondons que si le curateur a des craintes que le mineur émancipé ne dissipe immédiatement le capital reçu, il ne doit consentir à signer la quittance qu'à condition que les fonds soient immédiatement utilisés de la manière qu'il indiquera, ou qu'ils soient du moins déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations, en attendant l'emploi qui pourra en être fait dans l'avenir.

Comme nous l'avons déjà dit, le curateur pourrait être déclaré responsable s'il ne remplissait pas convenablement

(1) Cf. Demolombe, *Minorité*, t. II, n° 301.

la mission de surveillance dont la loi l'a chargé, mais en tout cas qu'il ait été fait bon emploi de l'argent ou au contraire qu'il ait été dissipé par le mineur, le paiement sera valable à l'égard des tiers débiteurs de bonne foi qui se seraient libérés entre les mains du mineur émancipé assisté de son curateur. L'article 6 *in fine* de la loi du 27 février 1880 qui déclare que « les tiers ne seront en aucun cas garants de l'emploi » nous paraît fortifier encore cette manière de voir.

§ II. — **Exercice des actions immobilières** (art. 482).

Nous connaissons déjà la double différence qui existe, en ce qui concerne les actions immobilières, entre les pouvoirs du mineur émancipé et ceux du tuteur. D'une part, pour intenter une action immobilière au nom de son pupille, le tuteur a besoin de l'autorisation du conseil de famille (art. 464); au contraire cette autorisation est inutile au mineur émancipé, l'assistance de son curateur lui suffit (art. 482). D'autre part le tuteur a plein pouvoir pour défendre seul à une action immobilière (arg. art. 464), tandis que le mineur émancipé a aussi bien besoin de l'assistance de son curateur pour la défense que pour l'attaque.

Si le mineur émancipé peut intenter une action immobilière avec l'assistance de son curateur seulement, en est-il de même de l'acquiescement à une demande immobi-

lière, ou ne lui faut-il pas en outre comme pour le tuteur, l'autorisation du conseil de famille ?

Il faut reconnaître que la majorité des auteurs se prononce pour la nécessité de l'autorisation du conseil de famille. L'article 484 est formel, dit-on ; pour tous les actes autres que ceux de pure administration, le mineur émancipé doit observer les formes prescrites au mineur en tutelle. C'est le principe directeur qu'il ne faut jamais perdre de vue. Il n'y aura d'exceptions à ce principe que celles qui résultent d'un texte. Or, l'article 482 en établit une en ce qui concerne l'exercice actif ou passif des actions immobilières. Mais ni lui ni aucun autre n'en formule en ce qui concerne l'acquiescement à une demande de cette nature. Donc ce cas reste soumis à la règle établie par l'article 484. D'ailleurs acquiescer n'est pas se défendre, c'est bien plutôt renoncer à se défendre. C'est un abandon du droit, pouvant renfermer une aliénation indirecte, l'équivalent d'une transaction, puisqu'il contient un sacrifice des droits du mineur, et qu'en conséquence le législateur a dû soumettre à des formes spéciales pour lui donner de sérieuses garanties (1).

Sans doute une telle solution serait la plus sûre au point de vue des intérêts du mineur émancipé. Mais il est nécessaire de remarquer que la loi, en conférant au mineur émancipé la capacité de plaider en matière immobilière

(1) Cf. Duranton, t. III, n° 690. — De Fréminville, II, 4057. — Aubry et Rau, t. 4, p. 499.

avec la seule assistance de son curateur, lui confère par cela même la capacité de faire en général tout ce que la conduite de l'instance semble exiger, eu égard à l'état du procès, afin par exemple d'éviter les frais (Cass. Req. 27 mars 1832) (1).

Nous pensons donc que l'assistance du curateur est suffisante pour l'acquiescement à une demande immobilière. En effet l'article 464 met sur la même ligne le fait d'intenter une action immobilière et le fait d'acquiescer à cette action. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour le mineur émancipé? l'article 482 en lui donnant le droit d'intenter l'action immobilière avec l'assistance de son curateur, lui donne implicitement le droit d'acquiescer à une demande de cette nature aux mêmes conditions. Le droit d'acquiescer et le droit d'intenter l'action sont donc régis par le même principe (2).

Au fond, tout se résume dans la question de savoir si l'acquiescement soit à une demande immobilière, soit même à une demande mobilière, doit être regardé comme une transaction ou non. La jurisprudence est variable.

En matière de tutelle, des arrêts ont assimilé l'acquiescement à une transaction et ont refusé au tuteur le droit d'acquiescer seul, sans l'autorisation du conseil de famille, à une demande ne concernant que les droits mobiliers du pupille. En effet l'acquiescement, contenant un sacrifice

(1) D. P. 33, 1, 11.

(2) Cf. Laurent, t. 5, n° 227. — Huc, t. III, n° 486.

des droits du mineur et donnant force de chose jugée au jugement, fait acquérir l'hypothèque judiciaire sur les biens du mineur et par là contient une aliénation indirecte (Pau, 9 mai 1834. — Toulouse, 29 décembre 1853) (1). Mais d'autres arrêts, plus nombreux et plus récents, se sont refusés à assimiler l'acquiescement à une transaction et ont déclaré que le tuteur pourrait acquiescer seul, sans l'autorisation du conseil de famille, au jugement intervenu dans une instance qui n'intéresse que les droits mobiliers de son pupille (Pau, 20 décembre 1852 — Cass., 18 août 1863 — Caen, 31 juillet 1876) (2).

Et il est bien vrai en effet que l'assimilation de l'acquiescement à une transaction n'est pas exacte. La transaction est un contrat qui intervient seulement entre les parties contractantes et dans lequel pourraient être sacrifiés les intérêts du mineur, s'ils n'étaient pas suffisamment protégés. Le jugement acquiescé suppose au contraire d'abord un débat contradictoire et au grand jour devant la justice, ensuite la vigilance et la protection du ministère public qui a dû nécessairement être entendu. (C. Pr. Civ., art. 83). Celui qui transige sacrifie une partie de ses droits. Celui qui acquiesce, reconnaît qu'il n'a jamais eu de droits.

Quelle solution devons-nous maintenant adopter en matière de désistement? l'assistance du curateur suffit-elle

(1) D. P. 54, 2, 68.

(2) D. P. 53, 2, 87. — D. P. 70, 5, 367. — D. P. 77, 2, 152.

au mineur émancipé pour se désister d'une action immobilière ?

Nous croyons qu'il faut faire ici la même distinction qu'en matière de tutelle. Pour ce qui est du tuteur, on distingue généralement le désistement de l'instance engagée, ne portant par conséquent que sur la procédure, du désistement qui porte sur le fond même du droit. Le tuteur peut donc se désister, sans autorisation du conseil de famille, de toute demande formée au nom du mineur soit mobilière, soit immobilière, si son désistement n'éteint que l'instance et laisse intacts les droits de son pupille que cette instance avait pour objet de faire valoir. Un tel désistement ne porte en effet aucun préjudice au mineur puisque celui-ci peut toujours intenter une nouvelle action, et doit être regardé comme un acte d'administration (Civ. rej., 21 novembre 1849) (1). Si le désistement porte au contraire sur le fonds même du droit et est de nature à neutraliser ou à compromettre l'exercice ultérieur de l'action, il constitue une renonciation, par suite une aliénation indirecte pour laquelle il faut observer les formes prescrites en matière d'aliénation.

Il en est de même pour le mineur émancipé. Si le désistement ne porte que sur la procédure, le mineur émancipé peut le consentir avec l'assistance de son curateur, car si le droit d'agir emporte le droit d'acquiescer, à plus forte raison emporte-t-il le droit de renoncer à la procé-

(1) D. P. 50, 4, 15.

dure. Mais si le désistement porte sur le fonds même du droit, c'est une véritable renonciation, donc une aliénation indirecte pour laquelle il faut au mineur émancipé l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du Tribunal.

Remarquons enfin que, si le mineur émancipé a irrégulièrement introduit une action immobilière sans l'assistance de son curateur, l'intervention de celui-ci avant le jugement aura pour effet de régulariser la procédure. Toutefois si l'intervention se produisait seulement en appel, elle ne validerait que l'assignation rendue par le mineur émancipé devant les premiers juges et non le jugement rendu sur cette assignation (Poitiers, 27 mai 1880) (1).

§ III. — **Exercice de l'action en partage** (art. 840).

Suivant l'opinion qui prévaut en doctrine et en jurisprudence, l'autorisation du conseil de famille n'est pas nécessaire au mineur émancipé pour procéder au partage définitif d'une succession, d'une communauté conjugale ou d'une société. L'assistance du curateur lui suffit (Bordeaux, 23 janvier 1826. — Paris, 8 mai 1848) (2). C'est ce qui résulte à notre avis de la rédaction de l'article 840, disant que « les partages faits..., soit par les tuteurs avec

(1) D. P. 81, 2, 48.

(2) D. P. 49, 2, 64.

l'autorisation du conseil de famille, soit par les mineurs émancipés assistés de leurs curateurs..., sont définitifs. »

Il y a bien à la vérité l'article 484 avec sa formule générale qui enjoint au mineur émancipé d'observer pour tous les actes autres que ceux de pure administration, les mêmes formes que celles prescrites au mineur en tutelle. Or, d'après l'article 465, le tuteur pour provoquer un partage doit se munir de l'autorisation du conseil de famille. Cette même autorisation serait donc également nécessaire au mineur émancipé (Dunkerque, 30 mai 1856) (1). Répondons que l'article 840 déroge au principe posé par l'article 484, comme l'article 482 y déroge pour l'exercice des actions immobilières, comme le fait encore l'article 935 en matière d'acceptation de donation. Ensuite le partage est une aliénation d'un genre particulier, et, à cause de toutes les formalités de justice qui l'environnent, la loi a pu sans contradiction ne pas exiger l'autorisation du conseil de famille comme dans les autres cas d'aliénation qui offrent au mineur émancipé moins de garanties. Peut-on dire d'ailleurs sans inexactitude que le partage constitue un acte d'aliénation ? Remarquons en effet qu'il eut été naturel que le Code exigeât les formes de l'aliénation s'il avait consacré la théorie du partage translatif de propriété. Or nous savons qu'au contraire le partage est simplement déclaratif. Ce n'est pas parce que le partage constitue un acte d'aliénation que le tuteur a besoin de

(1) D. P. 57, 2, 10.

l'autorisation du conseil de famille, car alors il lui faudrait en outre l'homologation du Tribunal dont ne parle pas l'article 463. Le véritable motif de l'article 463 est qu'on n'a pas voulu permettre au tuteur de décider seul si l'indivision doit être maintenue ou non. La même théorie est applicable au mineur émancipé; le partage étant déclaratif, il n'est pas question d'un acte d'aliénation pour lequel seraient nécessaires l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du Tribunal. Le mineur émancipé n'est pas non plus à même de décider seul si l'indivision doit être maintenue ou non. C'est à ce besoin de conseil et d'aide que répondra l'assistance du curateur qui viendra remplacer ici l'autorisation du conseil de famille nécessaire pour le tuteur.

Mais nous croyons que l'assistance du curateur est toujours nécessaire au mineur émancipé pour qu'il puisse provoquer un partage, lors même qu'il n'y aurait que des biens meubles à partager. On objecterait en vain qu'il peut plaider seul en matière mobilière, qu'il peut même, suivant certains auteurs, vendre seul ses meubles. L'article 840 est général et absolu; il est sage d'ailleurs d'exiger dans tous les cas l'assistance du curateur pour le partage qui est toujours un acte important, qui peut comprendre des universalités de meubles, des capitaux, etc.... Donc, même si l'on admet que le mineur émancipé peut aliéner seul ses meubles corporels, pour partager un mobilier, il lui faudra l'assistance de son curateur. C'est une anomalie flagrante sans doute, où nous voyons précisément un nou-

vel argument pour nous faire rejeter la doctrine qui permet au mineur émancipé d'aliéner seul son mobilier.

Cette assistance du curateur suffit-elle toujours pour habiliter le mineur émancipé à procéder au partage d'immeubles indivis, quand le partage en nature n'étant pas possible, il faut recourir à la licitation ? Ne doit-on pas alors exiger, en outre, comme pour les aliénations d'immeubles, conformément aux articles 457 et 458 auxquels renvoie l'article 484, l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du Tribunal ? La même question se pose pour le tuteur, sauf qu'il ne peut être question pour lui que d'ajouter l'homologation du Tribunal à l'autorisation du conseil de famille. Elle a donné lieu à une controverse que nous allons exposer,

Dans un premier système, l'autorisation du conseil de famille suffit pour le tuteur, et par conséquent l'assistance du curateur pour le mineur émancipé. Nous sommes en matière de partage, et c'est au conseil de famille ou au curateur seulement que la loi confie l'intérêt de l'incapable. La licitation est un équivalent du partage ; c'est une opération qui fait cesser l'indivision quand le partage en nature n'est pas possible. Il n'y a aucune raison pour que ce genre de partage soit entouré de garanties particulières. D'ailleurs les articles 457 et 458 ne concernent que les aliénations volontaires, puisque le conseil de famille ne doit accorder son autorisation qu'en vue d'une nécessité absolue ou d'un avantage évident. Or, la licitation est une vente forcée en ce sens qu'elle est nécessitée par l'im-

possibilité ou les inconvénients graves d'un partage en nature. Il n'y a pas lieu non plus de tirer un argument *a contrario* de l'article 460 qui affranchit des formalités de l'aliénation la licitation ordonnée par un jugement rendu sur la provocation d'un copropriétaire par indivis. La demande en licitation n'est pas en effet un acte d'aliénation proprement dit, c'est une action immobilière. Or, les actions immobilières peuvent être intentées par le tuteur avec la seule autorisation du conseil de famille, et elles sont dispensées de toute autorisation quand le tuteur y défend simplement. L'article 460 a fait application de ce principe à l'hypothèse d'une demande en licitation formée par un tiers, mais l'hypothèse inverse reste régie par l'article 464 qui n'exige que l'autorisation du conseil de famille pour le tuteur, d'où il faut conclure que l'assistance du curateur suffit également au mineur émancipé. — Sans doute la licitation entraîne une aliénation des immeubles indivis, mais le partage comporte aussi une aliénation de la part de chacun des cohéritiers dans les objets attribués aux copartageants. On peut objecter toutefois la fiction légale du partage déclaratif, mais alors la même fiction fera considérer la licitation comme n'ayant aussi qu'un effet rétroactif, au moins quand l'immeuble est adjudgé à un copropriétaire. Il est vrai que lorsque l'adjudication a lieu au profit d'un étranger, la licitation quant à ses effets est régie par les principes de la vente. Pourtant dans son principe la licitation est toujours, comme le partage, un moyen de sortir de l'indivision, et c'est pourquoi la loi

la met sur la même ligne que le partage. D'ailleurs, de quelle utilité peut être une homologation du Tribunal ? Il est bien vrai que sans cette formalité, l'aliénation volontaire échapperait au contrôle du Tribunal. Mais en matière de licitation, une fois faite la demande en justice par le tuteur autorisé par le conseil de famille ou par le mineur émancipé assisté de son curateur, l'aliénation n'aura lieu qu'en vertu d'un jugement et le Tribunal examinera alors s'il y a lieu ou non d'accueillir cette demande. L'homologation ferait donc double emploi avec ce jugement. Il en a été jugé ainsi. (Bordeaux, 23 août 1870) (1).

L'autre système exige que le tuteur et le mineur émancipé observent les formes prescrites pour les aliénations d'immeubles. En effet les articles 457 et 458, tout en ne paraissant concerner que les aliénations volontaires, déterminent en règle générale les conditions auxquelles sera soumise l'aliénation des immeubles appartenant à des mineurs. L'article 460 apporte une exception à cette règle au profit des copropriétaires par indivis du mineur. Ni le texte ni l'esprit de la loi ne permettent de l'étendre, et l'argument *a contrario* tiré de l'article 460 est conforme au droit commun qui régit les aliénations immobilières. — De plus, c'est une erreur que d'assimiler la licitation au partage. Le partage rend le mineur propriétaire en nature d'un lot des biens indivis d'une valeur proportionnelle à ses droits. La licitation au contraire, sauf le cas

(1) D. P. 71, 2, 143.

où l'adjudication a lieu au profit du mineur lui-même, dépouille celui-ci, que l'adjudicataire soit un tiers étranger ou un copartageant, de tous ses droits sur les immeubles indivis, substitue à ceux-ci un capital mobilier et change ainsi l'assiette de la fortune du pupille. La licitation peut donc compromettre gravement les intérêts du mineur si elle est faite en un temps inopportun. Enfin l'homologation du Tribunal n'est pas inutile par ce seul fait que le Tribunal doit nécessairement intervenir pour autoriser la vente. Le juge saisi d'une demande en licitation, qu'elle émane d'un mineur ou d'un majeur, n'a rien à vérifier que l'impossibilité de partager en nature, sans avoir à apprécier l'opportunité de la mesure. Dans la procédure d'homologation au contraire, le juge examine la question d'opportunité pour autoriser ou non le tuteur et le mineur émancipé à introduire la demande en licitation. Il a été jugé en ce sens. (Nancy, 3 juillet 1878, et sur pourvoi, Civ. rej. 20 juin 1880) (1).

Ces deux systèmes nous paraissent tous deux trop absolus, tels du moins qu'ils sont formulés. Il faut remarquer en effet que les arrêts de Nancy et de la Cour de cassation qu'invoque le second système, ne concernent que l'hypothèse d'une demande principale tendant exclusivement à la licitation et formée en dehors d'une instance de partage. Nous sommes aussi d'avis qu'il faut appliquer alors les formes des aliénations d'immeubles, et exiger

(1) D. P. 80, 4, 461.

l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du Tribunal. Mais dans la pratique habituelle, la demande tend à obtenir le partage et subsidiairement à faire prononcer la licitation pour le cas où la masse comprendrait des biens impartageables en nature. Les articles 457 et 458 ne sont pas alors applicables à cette demande en licitation qui ne forme qu'un accessoire, un incident de la demande en partage. L'action est exclusivement régie pour le tuteur par l'article 465, et par conséquent l'autorisation du conseil de famille lui suffit, pour le mineur émancipé par l'article 840 qui n'exige que l'assistance du curateur. C'est ainsi qu'un arrêt de Dijon déclare que le tuteur peut sans nouvelle autorisation du conseil de famille provoquer la licitation des immeubles indivis lorsque cette licitation n'est que la conséquence et l'accessoire d'une demande en partage, et que l'homologation du Tribunal n'est pas nécessaire. (Dijon, 31 décembre 1891 (1) (2)).

Que le mineur soit émancipé ou en tutelle, le partage devra être fait en justice pour obtenir à l'égard du mineur tous les effets qu'il aurait entre majeurs (art. 466, 838). Mais l'expertise dont parle l'article 466 est facultative (art. 970, C. pr. civ.).

(1) D. P. 92, 2, 233.

(2) Malgré l'arrêt de Dijon, MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl exigent l'homologation du Tribunal pour la licitation des offices qui appartiennent pour une portion indivise à des mineurs. Cf. t. 2, n° 2888.

Pour ce qui est du partage d'ascendants, nous admettons que, s'il se trouve un mineur intéressé, l'on n'est pas obligé de faire ce partage en justice. En effet, un acte de cette nature a principalement le caractère de donation et le partage n'est qu'accessoire. On doit donc appliquer les règles des donations plutôt que celles des partages. En tout cas l'assistance du curateur sera toujours nécessaire au mineur émancipé, car nous verrons plus loin que le mineur émancipé, pour accepter une donation, doit être assisté de son curateur.

Conformément à l'article 840, tout partage qui n'est pas fait en justice avec les formalités prescrites n'est considéré que comme provisionnel. Mais sa nullité en tant que partage définitif ne peut être proposée que par le mineur devenu majeur, ou par le mineur émancipé assisté de son curateur, à l'exclusion des parties majeures qui y ont figuré. Bien entendu les parties majeures pourront se prévaloir de la nullité prononcée à la requête du mineur, pour réclamer un nouveau partage (Civ. cass., 5 décembre 1887) (1).

Le partage provisionnel ne peut-il être fait par le mineur émancipé seul sans l'assistance de son curateur ? La même question se pose pour le tuteur ; ne peut-il faire un partage provisionnel sans l'autorisation du conseil de famille ?

Dans la doctrine qui répond affirmativement à ces deux questions, on argumente de l'article 840 dont la rédaction

(1) D. P. 88, 1, 241.

peut faire croire que le tuteur et le mineur émancipé ont pleine capacité pour accomplir seuls un partage provisionnel, et aussi de l'article 818 qui permet au mari à l'égard des objets qui ne tombent pas en communauté, de demander sans le concours de sa femme un partage provisionnel, s'il a le droit de jouir des biens.

Mais l'article 840 suppose que les copartageants ont voulu faire un partage de la propriété ; comme ils n'ont pas accompli les formalités nécessaires, leur partage ne sera que provisionnel. Cela ne veut pas dire que le tuteur ou le mineur émancipé aient le droit de faire seuls un partage provisionnel. Argumenter de l'article 818 en faveur du tuteur est difficile, car le tuteur, à la différence du mari, n'a pas le droit de jouissance. Il est vrai que le mineur émancipé semble être dans un cas analogue à celui du mari ; et même en plus de lui, il est propriétaire. Mais ce n'est pas dans une discussion de textes qu'il faut chercher la solution. De quoi s'agit-il dans notre espèce ? tout simplement de savoir si l'intérêt du mineur est dans un partage de propriété, dans un partage de jouissance ou dans une jouissance indivise. Il est difficile d'admettre que le tuteur ait seul le droit d'en décider ; c'est au conseil de famille qu'il appartient de trouver la solution la plus conforme aux intérêts du mineur. A plus forte raison en est-il de même pour le mineur émancipé. Nous savons qu'il est encore moins à même que le tuteur, par suite de son inexpérience et de sa jeunesse, de décider seul dans des questions graves. Comment donc pourrions-nous donner au

mineur émancipé le droit de demander seul un partage de jouissance quand il peut en résulter pour lui un sérieux préjudice ?

§ IV. — **Exercice des actions concernant l'état.**

Sous quelles conditions le mineur émancipé peut-il exercer les actions d'état, comme par exemple une demande en nullité de son mariage, une action en désaveu d'enfant, une action en divorce, en séparation de corps ?

Les textes nous manquent absolument à cet égard, aussi bien en ce qui concerne le mineur émancipé qu'en ce qui concerne le tuteur.

Nous croyons que si la loi exige l'assistance du curateur pour l'exercice des actions immobilières, à plus forte raison doit-on l'exiger pour les actions concernant l'état où des intérêts moraux considérables peuvent être en jeu. Mais il ne faut pas aller plus loin. Nous n'avons ni textes ni analogies quelconques qui puissent nous amener à exiger l'autorisation du conseil de famille. (Turin, 14 juillet 1809) (1).

Et pourtant on pourrait dire, en ce qui concerne au moins la demande en séparation de corps et l'action en divorce, que celui qui l'intente doit agir en pleine liberté sans qu'il ait besoin ni de l'autorisation du conseil de

(1) Sir. 8, 2, 43.

famille ni même de l'assistance du curateur. Les articles 875 et 890 du Code de Procédure n'ont prescrit aucune de ces formes, et on ne peut les ordonner arbitrairement. Ces deux actions sont en outre deux actions essentiellement personnelles qui peuvent intéresser la sûreté même de l'époux. (En ce sens, Bordeaux 1^{er} juillet 1806, Paris, 21 août 1844) (1).

Néanmoins il nous semble qu'il ne résulte pas de là que l'assistance du curateur ne puisse être infiniment utile et désirable, dans l'intérêt même de l'époux mineur, afin de l'assister dans la direction de sa demande, et à raison de l'importance de l'action et des questions de liquidation, de récompenses, de révocations, de donations qui s'ensuivent. En tout cas dans le doute, le plus sûr pour l'époux mineur sera d'agir avec l'assistance de son curateur. L'action en divorce n'a pas moins d'importance que les actions immobilières, et l'article 482 est trop peu explicite pour qu'on puisse le considérer comme limitatif. Naturellement l'époux mineur qui aurait son conjoint pour curateur, devrait avant d'agir se faire nommer un curateur *ad hoc*. De même l'époux mineur contre lequel est intenté l'action en divorce ou en séparation de corps devra être assisté d'un curateur (2).

Il y a une action qui concerne directement les intérêts pécuniaire des époux et indirectement l'ordre public ;

(1) Sir. 6, 2, 482. — Sir. 44, 2, 488.

(2) Cf. Carpentier, *Traité du divorce*, n° 68.

c'est la demande en séparation de biens. On peut induire de l'article 840 d'après lequel l'assistance du curateur suffit au mineur émancipé pour provoquer un partage, que cette assistance serait également nécessaire et suffisante à la femme mineure pour demander sa séparation de biens contre son mari et pour provoquer ainsi le partage de la communauté ou la restitution de ses biens dotaux. De plus il faut noter que la nécessité pour la femme de demander l'autorisation préalable du Président du Tribunal constitue pour elle une garantie (1). Il n'en est pas moins vrai pourtant qu'il ne s'agit pas seulement ici de partage de biens indivis ; l'action a tout d'abord un but bien autrement grave, la dissolution des conventions matrimoniales qui légitimerait suffisamment l'autorisation du conseil de famille (2). Bien entendu si le mari est le curateur de sa femme, il sera nécessaire de le remplacer par un curateur *ad hoc*.

Quant au mari mineur défendeur à la demande en séparation de biens dirigée contre lui par sa femme, l'assistance du curateur tout au moins lui est également nécessaire s'il est marié sous le régime de la communauté, ou sous le régime dotal, ou sous le régime exclusif de communauté avec dot comprenant des immeubles dont le mari est exposé à perdre l'usufruit. La question serait plus délicate si les époux se trouvant mariés sous l'un ou l'autre

(1) Vazeille, *Du Mariage*, t. II, n° 350.

(2) Demolombe, *Minorité*, t. II, n° 308.

des deux derniers régimes, la dot était purement mobilière, et l'on pourrait soutenir alors dans cette hypothèse tout à fait exceptionnelle, que l'assistance du curateur n'est pas nécessaire.

Enfin le mineur émancipé a encore besoin de l'assistance de son curateur pour défendre à une demande en interdiction dirigée contre lui. Il est vrai qu'il existe dans ce cas des formalités spéciales de protection, telles que l'avis de la famille, la comparution du défendeur devant le Tribunal, l'intervention du ministère public. Mais de telles formalités sont générales pour tous les défendeurs à des demandes d'interdiction, et le mineur émancipé doit toujours jouir de la protection spéciale qui lui est dévolue.

§ V. — **Acceptation de donation** (art. 935).

L'article 935 permet au mineur émancipé d'accepter une donation avec l'assistance de son curateur. Au contraire le même article prescrit au tuteur, dans le même cas, de se munir de l'autorisation du conseil de famille. Pourquoi cette différence? Si la loi exige l'autorisation du conseil de famille à l'égard du tuteur, c'est plus dans un intérêt moral que dans un intérêt pécuniaire; or, l'assistance du curateur suffit pour sauvegarder cet intérêt moral, lorsqu'il s'agit d'un mineur émancipé. L'autorisation du conseil de famille serait superflue et injurieuse puisqu'elle sup-

poserait une eutente entre le donateur, le curateur et l'émancipé. Au contraire le tuteur agit seul ; l'intervention d'un tiers est dès lors nécessaire, et ce sera le conseil de famille.

Que le mineur soit émancipé ou non, ses ascendants pourront accepter pour lui la donation. Cette disposition a été empruntée, comme d'ailleurs la nécessité de l'assistance du curateur, à l'Ordonnance de février 1731 sur les Donations (1), et elle a été introduite dans le Code toujours dans le but de sauvegarder l'intérêt moral et aussi en vue de favoriser les donations. Nous croyons qu'une telle acceptation aura exactement le même effet que si elle était faite par le mineur émancipé assisté de son curateur, c'est-à-dire qu'elle sera également irrévocable. Toutefois on argumente des termes de l'article 463, déterminant l'effet de l'acceptation faite par le tuteur avec l'autorisation du conseil de famille tandis que l'article 935 n'en parle pas, pour déclarer que les tribunaux pourraient déclarer une telle acceptation non avenue.

Si le mineur émancipé accepte la donation sans être assisté de son curateur, nous croyons que cette irrégularité n'est sanctionnée que par une nullité relative. Il en serait de même pour la femme mariée qui accepterait une donation sans l'autorisation de son mari (art. 934). Pourtant des auteurs et avec eux la jurisprudence, ont soutenu que le défaut d'assistance du curateur produisait une nul-

(1) Ord. février 1731, art. 7.

lité absolue, c'est-à-dire rendait la donation inexistante. Ils se fondent sur le caractère solennel de l'acceptation requise pour la validité des donations, et ils en concluent que l'acceptation qui ne satisferait point aux règles prescrites par les articles 934 pour la femme mariée, 935 pour les mineurs, laisserait la donation imparfaite, c'est-à-dire entachée d'une nullité absolue, nullité qui par conséquent pourrait être invoquée par tous ceux qui y auraient intérêt, même par le donateur (Caen, 30 décembre 1878) (1). — (Cass., 16 juillet 1889) (2).

Cette théorie repose sur une confusion entre les conditions de forme et les conditions de capacité. L'authenticité de l'acte qui constate l'acceptation est une condition de forme et son inobservation entraînerait incontestablement l'inexistence de la donation. Mais l'assistance du curateur, l'autorisation maritale sont des conditions de capacité. Or l'absence d'une condition de capacité n'entraîne certainement que la nullité de l'acte et non son inexistence (art. 225, 1125). La donation acceptée par un mineur émancipé sans l'assistance de son curateur sera donc seulement nulle ou annulable, et sa nullité ne pourra être invoquée que par lui (art. 1125).

(1) D. P. 80, 2, 4.

(2) D. P. 90, 4, 400.

§ VI. — Aliénation des meubles incorporels.

A l'égard de ces aliénations, avant la loi du 27 février 1880 relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant à des mineurs et à des interdits, le Code civil ne contenait aucun texte précis. Sous quelles conditions le mineur émancipé pouvait-il alors faire ces aliénations ? On aurait pu, avec raison, exiger l'autorisation du conseil de famille. C'est en effet dans l'article 484 qu'il faut chercher le principe général qui régit la capacité du mineur émancipé. Pour tous les actes autres que ceux de pure administration il doit observer les formes prescrites au mineur resté en tutelle. L'article 482 est venu apporter des exceptions au principe en ce qui regarde l'exercice des actions immobilières et le fait de recevoir un capital mobilier ; alors l'assistance du curateur est suffisante. Mais son texte est limitatif. Or il semble bien certain que l'aliénation des valeurs mobilières ne constitue pas un acte d'administration. Donc l'autorisation du conseil de famille devait être exigée.

Cette opinion ne prévalut pas. De même que la jurisprudence antérieure à la loi de 1880 reconnaissait au tuteur le droit de vendre seul les valeurs mobilières appartenant à son pupille, à l'exception des rentes sur l'État et des actions de la Banque de France, de même elle reconnaissait au mineur émancipé le droit de vendre les mêmes

valeurs, aux mêmes exceptions près, avec l'assistance de son curateur. En exigeant l'autorisation du conseil de famille pour le transfert des rentes sur l'État dépassant 50 francs et pour l'aliénation des actions de la Banque de France quand l'aliénation portait sur plus d'une action, la loi du 24 mars 1806, article 2, et le décret du 25 septembre 1813, donnaient clairement à entendre que cette autorisation n'était pas nécessaire pour l'aliénation des autres valeurs mobilières appartenant au mineur émancipé. L'assistance du curateur était donc regardée comme suffisante.

Nous savons que c'est pour remédier aux abus qui résultaient d'une telle liberté laissée au tuteur que fut promulguée la loi du 27 février 1880. L'article 4 de cette loi soumet le mineur émancipé au cours de la tutelle, même assisté de son curateur, qui veut aliéner ses meubles incorporels, à l'observation des formes prescrites pour de telles aliénations quand elles sont faites par un tuteur au nom de son pupille, c'est-à-dire que l'autorisation du conseil de famille sera toujours nécessaire, et en certains cas l'homologation du tribunal.

Mais la loi du 27 février 1880 ne s'applique ni aux mineurs émancipés par le mariage, ni aux mineurs émancipés pendant le mariage de leurs parents, ni au mineur commerçant.

Que la loi ne vise pas le mineur émancipé par le mariage, cela résulte de l'article 4 qui accorde expressément à ce mineur le droit d'aliéner ses meubles incorporels.

avec l'assistance de son curateur. La condition du mineur marié a paru mériter cette faveur. Il est juste aussi d'observer que c'est presque toujours la femme qui se marie en état de minorité et qu'elle sera suffisamment protégée soit par son contrat de mariage, soit par la nécessité de l'autorisation maritale (1).

Le mineur émancipé pendant le mariage de ses parents est également en dehors de la sphère d'application de la loi de 1880. Cette déduction tirée du texte, car l'article 4 ne parle que du mineur émancipé au cours de la tutelle, est pleinement confirmée par les travaux préparatoires de la loi. De plus, la Circulaire du Ministre de la Justice dit à cet égard : « Le mineur émancipé en dehors du cas de tutelle, c'est-à-dire par le père du vivant de la mère, se trouve relativement au droit d'aliéner dans une situation identique à celle du mineur émancipé par le mariage. » On a sans doute considéré qu'une protection particulière est inutile au mineur émancipé qui a ses protecteurs naturels. De plus ce mineur aura presque toujours son père pour curateur ; des auteurs prétendent même que le père est curateur de droit. Mais la loi semble avoir oublié que le mineur peut devenir orphelin ; alors la protection légale continuera de lui faire défaut bien que le motif qui a empêché de lui accorder cette protection ait cessé d'exister. Nous ajouterons que la loi n'est pas davantage applicable à l'enfant naturel émancipé par la mère exerçant la puissance paternelle. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un mineur

(1) Cf. Deloison, *Traité des valeurs mobilières*, n° 233.

émancipé pendant le mariage, il s'agit d'une émancipation faite hors le cas de tutelle (1).

Quelle est donc la capacité du mineur émancipé par le mariage ou pendant le mariage de ses parents à l'égard des aliénations de valeurs mobilières? Nous étudierons plus loin dans le chapitre III la même capacité qui appartient en cette matière au mineur émancipé au cours de la tutelle.

Étant donnée l'abrogation faite par la loi du 27 février 1880 de la loi du 24 mars 1806 et du décret du 25 septembre 1813, il n'y a plus aucune distinction à faire entre les valeurs mobilières. Quel que soit le montant des inscriptions, quelles que soient la nature et la qualité des valeurs mobilières, le droit et la manière de les aliéner sont les mêmes pour les mineurs émancipés en dehors du cas de tutelle. C'est dire que l'assistance du curateur leur est nécessaire et suffisante. C'est ce qui résulte de l'article 482 qui déclare cette assistance nécessaire et suffisante pour la réception d'un capital mobilier. Or l'aliénation d'un meuble incorporel suppose la réception d'un capital mobilier.

Cependant une autre solution fut d'abord consacrée au lendemain de la loi de 1880 par le Tribunal de Lille. Il jugea que l'aliénation des valeurs mobilières par le mineur émancipé, ne pouvant être considérée comme un acte d'administration, devait être autorisée par le conseil de famille. (Trib. civ. Lille, 6 août 1881).

(1) Cf. Deloison, n° 232.

Mais cette décision est isolée. Le paragraphe 2 de l'article 4 conserve au mineur qui n'était pas en tutelle lors de son émancipation, la même capacité qui lui était accordée par l'unanimité de la jurisprudence avant la loi. « De l'ensemble de l'article 4 ressort la pensée, dit le Ministre de la Justice, que d'après le droit commun, l'aliénation des valeurs mobilières peut être effectuée par le mineur émancipé avec la seule assistance de son curateur. » (Circ. du Garde des Sceaux, 20 mai 1880). Et non-seulement la disposition finale de l'article 4 a pour effet de maintenir le mineur émancipé en dehors du cas de tutelle sous l'empire du droit commun antérieur à la loi de 1880, mais la capacité de ce mineur se trouve plus étendue qu'elle ne l'était avant la promulgation de la loi. La loi de 1806 et le décret de 1813 sont en effet expressément abrogés par l'article 12 de la loi de 1880, et il en résulte que les mineurs émancipés en dehors du cas de tutelle peuvent avec la seule assistance de leur curateur, aliéner tous les meubles incorporels, de quelque nature et de quelque valeur qu'ils soient. La Circulaire du Garde des Sceaux en date du 20 mai 1880 et la Circulaire du Directeur de la Dette Inscrite en date du 10 mars 1880 tirent la même conséquence de l'abrogation de la loi de 1806 et du décret de 1813. Enfin cette solution a été consacrée par la jurisprudence en ce qui concerne le mineur émancipé par le mariage. (Dunkerque 24 novembre 1881, — Civ. rej. 13 août 1883) (1).

(1) D. P. 84, 4, 403.

Puisque les mineurs émancipés en dehors du cas de tutelle peuvent aliéner leurs valeurs mobilières avec la seule assistance de leur curateur, nous en concluons qu'ils peuvent également avec cette assistance convertir leurs titres nominatifs en titres au porteur.

On a voulu aller plus loin et l'on a soutenu que dans ce cas l'assistance du curateur serait inutile au mineur émancipé. En effet la jurisprudence à défaut de textes applicables à la matière, regarde comme un acte de simple administration la conversion des titres nominatifs en titres au porteur. Cette jurisprudence a été maintes fois affirmée notamment par l'arrêt de la Cour de cassation du 4 août 1873 (1), qui déclare que la conversion des titres nominatifs en titres au porteur ne constitue qu'un acte de simple administration que le tuteur ou tout autre administrateur a le pouvoir d'accomplir. On argumente aussi de la Circulaire du Garde des Sceaux du 20 mai 1880 qui dit que les mineurs que ne vise pas la loi du 27 janvier 1880 sont soumis au droit commun. C'est ainsi que, relativement à ces mineurs, l'article 8 de la loi du 23 juin 1857, relative aux actions et obligations des sociétés commerciales et industrielles, notamment des compagnies de chemins de fer, conserve tout l'effet que lui a reconnu la jurisprudence. « Dans les sociétés qui admettent les titres au porteur, tout porteur d'actions ou obligations a toujours la faculté de convertir ses titres au porteur en titres nominatifs et réciproquement. » Donc, le droit de conver-

(1) D. P. 75, 5, 468.

sion, regardé constamment par la jurisprudence comme un acte de pure administration, peut être exercé librement et sans aucune autorisation par ceux des mineurs émancipés qui ne sont pas atteints par les dispositions de la loi du 27 février 1880.

Nous ne partageons pas cette manière de voir. La jurisprudence antérieure à la loi de 1880 s'en tenait plutôt aux apparences qu'à la réalité de l'opération. Si la conversion des titres au porteur en titres nominatifs constitue bien un acte d'administration qui assure la propriété des titres, l'opération inverse produit l'effet tout contraire. Elle ne laisse au propriétaire que « le droit attaché à la possession du titre, transmissible comme la monnaie ou le billet de banque ». (Exposé des Motifs) (1). Cette opération équivaut donc à l'aliénation. En tout cas elle la facilite singulièrement. De plus, même en admettant, comme la jurisprudence, que la conversion d'un titre nominatif en titre au porteur ne constitue qu'un acte d'administration, il faut se rappeler que les pouvoirs d'administration du mineur émancipé sont renfermés dans des limites plus étroites que ceux des tuteurs. Enfin, est-on bien sûr que l'article 10 de la loi de 1880 qui soumet aux mêmes formalités que l'aliénation la conversion des titres nominatifs en titres au porteur, n'ait qu'un intérêt restreint dans les limites de cette loi, et ne doive pas être considéré comme une règle générale définissant la conversion des titres nominatifs en titres au porteur, et assi-

(1) *Journal Officiel*, 27 janvier 1878.

milant dans tous les cas, vis-à-vis de toutes les personnes, les conversions de ce genre à l'aliénation même du titre converti ? Il en résulterait alors que le mineur émancipé en dehors du cas de tutelle, quoique ne tombant pas sous l'application de la loi de 1880, devrait observer pour la conversion les mêmes formes que pour l'aliénation et par conséquent se munir de l'assistance de son curateur. Or cette partie très générale de la loi semble bien résulter des intentions manifestées par ses auteurs dans l'Exposé des Motifs (1) des rapports des commissions (2), des déclarations des ministres au Parlement, de la Circulaire du Directeur de la Dette inscrite aux trésoriers-payeurs généraux (3). De plus, on a fait justement observer que l'article 10 est à peu près inutile au point de vue spécial de la loi de 1880 parce qu'il est difficile d'envisager en dehors du cas de vente, une hypothèse où le mineur aurait intérêt à la conversion de ses titres nominatifs en titres au porteur. Ces considérations ont déterminé les Compagnies de chemins de fer à persister dans l'attitude de résistance qu'elles

(1) « L'article 4 (art. 10) arrêtera tous ceux qui n'ont pas de pouvoirs de disposition absolue en assimilant à une aliénation la conversion des titres au porteur. » (Exposé des Motifs).

(2) Le rapport présenté à la Chambre déclare très explicitement que l'article 10 introduit un principe nouveau qui s'applique quel que soit le propriétaire du titre.

(3) Dans cette circulaire, le Directeur de la Dette inscrite pose en principe que l'article 10 a eu pour objet de réagir législativement contre l'arrêt du 4 août 1873. « L'article 10 ne fait que généraliser pour toutes les valeurs mobilières la théorie déjà mise en pratique pour les rentes sur l'État. »

avaient prise en face de la jurisprudence antérieure à la loi de 1880 et à n'autoriser d'une façon *absolument générale, sans distinctions*, les conversions au porteur que dans les conditions où le propriétaire du titre pourrait réaliser l'aliénation.

Dans ce qui précède, nous n'avons envisagé que les valeurs mobilières autres que les rentes sur l'État. En effet, déjà avant la loi de 1880, le législateur avait essayé de réagir contre la jurisprudence dont nous avons parlé. La loi de finances du 23 juin 1857 assujettit toute conversion de titres au droit de transmission, considérant comme un achat la conversion du titre au porteur en titre nominatif et comme une vente la conversion du titre nominatif en titre au porteur. Précédemment l'Ordonnance du 29 avril 1831, dans son article 9, avait prohibé d'une manière absolue la conversion au porteur des inscriptions de rentes appartenant à des incapables. Or cet article n'est pas compris dans l'abrogation prononcée par l'article 12 de la loi de 1880. Alors se pose la question de savoir s'il ne reste pas applicable aux mineurs émancipés en dehors du cas de tutelle ?

Précisément le Garde des Sceaux s'est posé la même question dans sa Circulaire du 20 mai 1880 : « On peut se demander en ce qui les concerne (les mineurs émancipés en dehors du cas de tutelle), si l'article 9 de l'Ordonnance du 29 avril 1831....., ne doit pas encore être considéré comme resté en vigueur. » Et la Circulaire constate que cette disposition ne saurait être considérée comme

contraire au texte de la loi de 1880, puisque l'article 4 place les mineurs émancipés par le mariage ou pendant le mariage de leurs parents en dehors de la classe de personnes auxquelles il s'applique et les laisse ainsi dans la situation juridique où ils se trouvaient antérieurement.

De son côté le Ministre des Finances a résolu la question affirmativement dans sa Circulaire du 10 mars 1880. « En résumé, l'Ordonnance du 29 avril 1831 et le décret du 18 juin 1864, art. 1^{er}, concernant les rentes mixtes, restent en vigueur (1). »

L'exactitude de cette solution peut être mise en doute. Il est contradictoire de frapper d'une incapacité absolue de convertir les rentes sur l'État, des mineurs émancipés que la loi de 1880 ne soumet à aucune des formalités qu'elle établit pour l'aliénation de ces rentes. C'est pourtant ce qui résulterait de l'application de l'Ordonnance du 29 avril 1831. En outre on maintient entre la conversion des rentes sur l'État et celle des autres valeurs mobilières une distinction que repousse l'ensemble des dispositions de la loi de 1880 (2).

§ VII. — Cession de créances.

Avec l'assistance de son curateur, le mineur émancipé peut faire également toutes cessions de créances (loi du

(1) Duvergier, *Collect. des Lois*, 1880, p. 57.

(2) Cf. Bressoles, p. 46,

27 février 1880, art. 1^{er}). C'est ainsi qu'il a été jugé que le mineur émancipé peut valablement aliéner une créance mobilière, par exemple un prix de vente, avec l'assistance de son curateur, sans que l'autorisation du conseil de famille soit nécessaire. Peu importe d'ailleurs que cette créance soit garantie par une hypothèque ou non. Par suite l'acquéreur des biens d'un mineur émancipé ne peut voir une cause de trouble qui l'autorise à suspendre le paiement du prix, dans la cession de ce prix faite par le mineur émancipé avec l'assistance de son curateur. (Cass. Req. 13 janvier 1840).

Mais s'il résulte de l'article 482 que le mineur émancipé peut avec l'assistance de son curateur aliéner ou céder ses capitaux mobiliers, l'article 484 par son principe général et l'article 483 par un texte exprès et formel l'oblige à observer les formes prescrites au mineur en tutelle quand il veut contracter un emprunt. De là souvent pour les Tribunaux la nécessité de déterminer avec soin le caractère du contrat passé par le mineur émancipé avec l'assistance de son curateur, contrat sous lequel un emprunt pourrait être déguisé. Il appartient donc au juge du fait de constater souverainement que de l'ensemble des clauses d'un acte résulte l'existence non pas d'un simple transport de créance, mais d'un prêt et d'un transport de créance consenti accessoirement pour la garantie de ce prêt. (Cass. Civ. rej. 28 juillet 1868) (1).

(1) D. P. 68, 4, 403.

Aussi a-t-il été décidé d'une part que l'acte par lequel un mineur émancipé, en empruntant une somme d'argent, cède et transporte au prêteur pour sûreté de l'emprunt, pareille somme à prendre dans une de ses créances avec subrogation de l'hypothèque qui y est attachée, ne constitue pas une simple cession mobilière, mais a le caractère d'un emprunt qui doit à peine de nullité être précédé des formalités prescrites par l'article 483 (Cass. Req. 19 juin 1850) (1).

D'autre part il a été jugé qu'un acte qualifié de cession de créance a pu être en effet considéré comme constituant un véritable transport et non pas un emprunt avec nantissement, quoique la cession ait eu lieu moyennant un prix égal au montant de la créance cédée, que cette somme ait été versée en tout ou en partie avant l'acte de cession, que le cédant ait garanti la solvabilité actuelle et future du débiteur cédé et qu'enfin il se soit obligé à payer lui-même le cessionnaire pour le cas où le débiteur cédé auquel le transport n'était pas signifié, se libérerait entre ses mains ; que par suite cet acte, s'il émane d'un mineur émancipé, n'est pas soumis aux formalités de l'article 483, mais qu'il ne peut comme toute cession de créances être consenti par le mineur émancipé sans l'assistance de son curateur. (Cass. Req. 4 février 1868) (2).

Ces deux décisions, qui semblent d'abord contradictoires,

(1) D. P. 50, 4, 308.

(2) D. P. 68, 4, 393.

peuvent pourtant être conciliées. Dans la première, il s'agissait d'un emprunt avec nantissement fait sous la forme d'un transport, mais l'acte litigieux n'offrait pas le caractère de ce second contrat, à défaut par le mineur émancipé de s'être dessaisi de la créance transportée. L'observation des formalités prescrites par l'article 483 est donc nécessaire pour sa validité.

Dans la seconde espèce, au contraire, il s'agissait bien d'un transport de créance opérant le dessaisissement du cédant, et par suite, aucune des clauses de l'acte ne suffisait à le faire considérer comme un nantissement.

Cependant l'arrêt du 4 février 1868 n'a pas eu à se prononcer sur le point de savoir si le mineur émancipé capable de faire un transport de créance avec la seule assistance de son curateur, peut, sans l'observation des formes prescrites par les articles 483 et 484, garantir la solvabilité actuelle et future du débiteur cédé ?

On pourrait soutenir pour l'affirmative que la stipulation dont il s'agit est l'accessoire du transport et qu'elle ne peut pas être soumise à des conditions d'habilitation plus rigoureuses que celles qui sont exigées pour la validité du transport lui-même. (Poitiers, 18 juillet 1866) (1).

Mais cette clause sort des conditions ordinaires du transport et comme en principe il est interdit au mineur émancipé de contracter un cautionnement avec la seule

(1) D. P. 68, 4, 394.

assistance de son curateur, on doit reconnaître qu'une telle stipulation de garantie est assujettie aux formes de l'article 483. En effet garantir la solvabilité actuelle et future du débiteur cédé constitue un véritable cautionnement. Or, comme nous le verrons plus loin, le mineur émancipé ne peut cautionner sans l'autorisation du Conseil de famille.

Du moins le mineur émancipé reste tenu de la garantie de l'existence de la créance, considérée comme une suite légale du transport, et aussi suivant le droit commun, de ses faits personnels. C'est pourquoi le même arrêt a jugé qu'en tout cas le mineur émancipé doit tenir compte au cessionnaire du montant de la créance cédée, si le débiteur cédé s'est libéré dans ses mains en l'absence d'une signification du transport et qu'on doit lui appliquer la maxime que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui.

§ VIII. — Compte de tutelle (art. 480).

« Le compte de tutelle, dit l'article 480, sera rendu au mineur émancipé, assisté d'un curateur qui lui sera nommé par le conseil de famille. »

D'après le projet d'abord adopté au Conseil d'État, le compte de tutelle ne devait être rendu qu'à la majorité du mineur. Pourquoi l'article 480 modifia-t-il sur ce point le projet ? On ne le sait pas exactement. D'ailleurs ce changement fut heureux. Puisque le mineur doit gérer, il est

naturel qu'il connaisse sa fortune. Comme probablement il n'est pas capable d'examiner un compte et de l'apurer, on lui a adjoint le curateur. Rien de plus raisonnable. Au fond un compte n'est qu'un acte d'administration.

Des auteurs pourtant l'ont contesté et ont pensé que lorsque la tutelle n'a pas pris fin par la majorité du mineur, le compte doit être rendu en justice. L'apurement du compte de tutelle n'est pas seulement, disent-ils, un acte d'administration ; c'est un contrat de la plus haute importance ; c'est une sorte de transaction qui dépasse par conséquent les pouvoirs du mineur émancipé, même assisté de son curateur (1).

Mais d'abord c'est méconnaître l'article 480 qui n'exige que l'assistance du curateur, sans aucune autre condition, et l'on ne peut sans ajouter au texte décider que le compte devra être rendu en justice, ou bien que le traité qui interviendra entre le mineur émancipé et son ancien tuteur devra être approuvé par le conseil de famille et homologué par le Tribunal. On a prétendu alors, il est vrai, que le mineur émancipé devait observer les formes prescrites par l'article 467 en ce qui regarde la transaction. Mais la reddition d'un compte de tutelle ne constitue pas par elle-même une transaction, dans le sens spécial du mot. Il peut s'y élever sans doute des difficultés sur lesquelles les parties pourraient vouloir transiger ; certainement alors le mineur émancipé devrait observer les formalités prescrites

(1) Cf. Toullier, t. II, n° 430.

par l'article 467 (art. 484), mais s'il ne s'élève point de difficultés de ce genre, le mineur émancipé qui arrête son compte de tutelle, ne fait pas une transaction proprement dite. C'est donc seulement l'article 480 qui est applicable. D'ailleurs le mineur émancipé peut avec la seule assistance de son curateur recevoir un capital mobilier et en donner décharge. Et qu'est-ce que la quittance donnée par lui au tuteur du reliquat de son compte, sinon la réception d'un capital mobilier ? (1).

(1) G. Demolombe, *Minorité*, t. II, n° 55. — Magnin, *Des Minorités*, t. I, n° 758.

CHAPITRE III

DES ACTES POUR LESQUELS LE MINEUR ÉMANCIPÉ EST SOUMIS
AUX MÊMES CONDITIONS DE FOND ET AUX MÊMES FORMES
QUE LE MINEUR EN TUTELLE.

L'article 484 est le texte qui gouverne ce chapitre. Nous pouvons même dire qu'il renferme le principe général qui régit la capacité du mineur émancipé. En effet, à part les actes de pure administration qu'il peut accomplir seul et les actes pour lesquels, exceptionnellement, l'assistance du curateur est suffisante d'après l'article 482, il lui faut pour agir, conformément à l'article 484, « observer les formes prescrites au mineur non émancipé » et se munir par conséquent de l'autorisation du conseil de famille et même s'il y a lieu, de l'homologation du Tribunal.

Et alors se pose la question préliminaire de savoir si, lorsque le mineur émancipé a observé les conditions de fond et les formes prescrites par les textes, s'est muni de l'autorisation du conseil de famille et de l'homologation du Tribunal, il peut agir désormais seul, ou si néanmoins il doit se faire assister de son curateur ?

Nous ne croyons pas que l'assistance du curateur soit

nécessaire dans un tel cas. D'abord la loi ne la prescrit pas formellement. De plus elle est inutile puisque le conseil de famille et le Tribunal auront à intervenir. Si l'on objecte que l'assistance du curateur doit être requise à plus forte raison dans les actes les plus importants lorsqu'elle l'est dans les actes d'une importance moindre, il est facile de répondre que précisément pour cette dernière catégorie d'actes, l'assistance du curateur est la seule garantie qui existe, tandis qu'en notre matière, elle est inutile puisqu'il y a d'autres garanties encore plus efficaces et plus sûres. A quoi bon par exemple faire intervenir le curateur dans une vente quand elle a été autorisée par le conseil de famille et le Tribunal pour nécessité absolue et que les conditions sous lesquelles l'aliénation se fera ont été nettement et rigoureusement déterminées ? (1)

Un autre argument, historique cette fois, vient à l'appui de notre opinion. Le Tribunat, à la demande duquel le premier alinéa de l'article 484 a été inséré dans le Code, avait proposé la rédaction suivante : « Tous autres actes etc... qui ne seront pas de pure administration, ne pourront être faits que sous l'assistance du curateur et suivant les formes prescrites à l'égard du mineur non émancipé. » Or ces mots : « sous l'assistance du curateur », ont été supprimés dans la rédaction définitive de l'article 484. Il résulte bien évidemment de la disparition de ces mots, quoiqu'aucune explication ne paraisse en avoir été

(1) En sens contraire, v. Demante, t. II, n° 238 bis VI.

fournie, que le législateur se rendit compte de l'inutilité de l'assistance du curateur, qui serait en effet sans objet en présence de l'autorisation du conseil de famille et, selon les cas, de l'homologation du Tribunal.

On a voulu encore argumenter, dans l'opinion adverse, de la rédaction de l'article 4 de la loi du 27 février 1880 qui semblerait en effet exiger l'assistance du curateur pour l'aliénation des valeurs mobilières, autorisée par le conseil de famille, et même par le Tribunal, s'il y a lieu. Cet article ferait ainsi application à un cas particulier d'aliénation du principe général de la nécessité de l'assistance du curateur pour tous les actes qui ne sont pas de pure administration. Voici ce que dit ce texte : « Le mineur émancipé au cours de la tutelle, *même assisté de son curateur*, devra observer pour l'aliénation de ses meubles incorporels, les formes ci-dessus prescrites à l'égard du mineur non émancipé. » Nous ne voyons pas cependant dans cet article ce que des commentateurs trop ingénieux y ont trouvé. Il se borne à dire, croyons-nous, que jamais l'assistance du curateur n'est suffisante au mineur émancipé au cours de la tutelle pour pouvoir aliéner ses meubles incorporels et que toujours il doit se munir de l'autorisation du conseil de famille, et en certains cas de l'homologation du Tribunal. C'est une garantie de plus assurée au mineur émancipé pour la protection de sa fortune mobilière que le Code civil laissait exposée à des entreprises aventureuses. Mais l'article 4 de la loi du 27 février 1880 ne s'occupe pas de la question de savoir si le mineur éman-

cipé est obligé, après avoir accompli les formalités ordonnées au mineur en tutelle, de se munir de l'assistance du curateur. Il faut résoudre cette question par le raisonnement et l'étude historique des textes, et c'est pourquoi nous avons conclu à la négative, du moins en théorie, car il faut bien reconnaître que la pratique est constante en sens contraire, et que par conséquent le plus sage pour un mineur émancipé, afin de se mettre à l'abri de toute contestation, est de n'agir jamais en dehors des actes de pure administration sans l'assistance de son curateur.

Étudions maintenant en détail les actes qui tombent sous l'application du principe général édicté par l'article 484, en commençant par l'emprunt, auquel par exception, est consacré un texte spécial, l'article 483.

§ 1^{er}. — **Emprunts** (art. 483).

L'article 483 interdit au mineur émancipé de contracter des emprunts, sous aucun prétexte, sans une délibération du conseil de famille homologuée par le Tribunal. On pourrait d'abord s'étonner de voir une disposition spéciale consacrée à cet effet, puisque la défense d'emprunter aurait pu être réunie, dans l'article 484, comme elle l'est dans l'article 457, à la défense de vendre et d'aliéner qui résulte également du même principe.

Mais l'article 483 s'explique par une raison historique qui se rattache à la rédaction de ce chapitre. Le projet ne

renfermait primitivement que la disposition de l'article 483, alors article 94, et il n'exigeait par conséquent que pour le cas d'emprunt l'accomplissement des formes prescrites au mineur non émancipé (1). De là on aurait pu conclure que ces formes n'étaient pas également nécessaires pour les autres actes, même les plus importants, comme la vente d'un immeuble, et ce fut afin de prévenir une telle interprétation qui aurait été si fâcheuse pour la protection des intérêts du mineur émancipé, que l'on ajouta sur la demande du Tribunal la disposition de l'article 484, § 1^{er}, qui dans sa généralité comprenait l'emprunt et rendait ainsi inutile l'article 483 que l'on aurait dû supprimer et qu'on laissa néanmoins subsister.

Et pourtant ce n'est pas bien sûr qu'il ne faille voir dans le maintien de l'article 483 que le résultat d'un oubli des rédacteurs du Code. Peut-être n'est-ce pas sans dessein qu'ils laissèrent subsister ce texte relatif aux prêts, « ce fléau de l'inexpérience qui ne doit pas exister même pour un mineur émancipé », comme a dit Berlier, l'orateur du Gouvernement. On a voulu qu'il fut bien entendu par une rédaction formelle et expresse, que le mineur émancipé ne peut jamais emprunter, en aucun cas, « sous aucun prétexte », dit l'article 483, pas même pour faire face à ses dépenses de pure administration, pas même jusqu'à concurrence d'une année de ses revenus quoi qu'il soit capable d'en disposer. Cela est d'autant plus certain que

(1) Cf. Loqué, *Législat. civ.*, t. VII, p. 210.

le législateur a retranché du projet un article qui aurait autorisé le mineur émancipé à emprunter jusqu'à concurrence d'une année de ses revenus (1).

Ajoutons que le mineur émancipé ne peut pas également emprunter par des moyens indirects ni par des combinaisons quelconques qui aboutiraient finalement au même résultat. Nous avons déjà traité cette question de l'emprunt indirect ou déguisé sous une cession de créances.

Si le mineur émancipé avait contracté un emprunt sans autorisation du conseil de famille, ni homologation du Tribunal, il ne serait tenu que jusqu'à concurrence de ce dont il aurait profité, et le prêteur n'aurait d'action contre le curateur qu'autant que celui-ci aurait promis garantie (Art. 1997).

Aux termes de l'article 457, l'autorisation d'emprunter, d'aliéner ou d'hypothéquer les immeubles du mineur en tutelle, ne doit être accordée par le conseil de famille au tuteur que pour cause d'une nécessité absolue ou d'un avantage évident. Comme les articles 483 et 484 ne reproduisent pas textuellement cette condition, on a soutenu qu'elle n'était pas exigée pour le mineur émancipé et que par conséquent le conseil de famille pouvait prendre en considération les chances de succès de l'entreprise en vue de laquelle l'autorisation d'emprunter serait demandée (2).

(1) Cf. Fenet, t. X, p. 565.

(2) Cf. Toullier, t. II, n° 1298.

Cette opinion nous semble erronée. Nous croyons qu'il a été certainement dans l'intention des rédacteurs du Code de se référer de tous points, par les articles 483 et 484, aux conditions prescrites par les articles 457 et suivants. Remarquons également la rédaction de l'article 2206 qui, en matière d'expropriation forcée, proscriit même textuellement toute distinction entre le mineur émancipé et le mineur en tutelle. D'ailleurs la différence que l'on prétendrait établir entre l'emprunt contracté par un mineur émancipé et celui contracté par un mineur en tutelle n'aurait vraiment aucune raison d'être. Le mineur émancipé est toujours mineur et a toujours besoin d'être garanti de toute entreprise risquée ou même incertaine.

Faut-il aussi un compte sommaire constatant que les deniers, effets mobiliers et revenus du mineur émancipé sont insuffisants ? Ce compte, à notre avis, est exigé pour le tuteur par l'article 457, car ce texte s'applique aussi bien à l'emprunt qu'à l'aliénation. C'est précisément pour prouver la nécessité absolue de l'emprunt que la loi l'exige, et comme nous admettons que les articles 483 et 484 se réfèrent à l'article 457, le compte sommaire est également nécessaire pour prouver la nécessité absolue de l'emprunt contracté par le mineur émancipé. Tout ce que l'on pourrait soutenir, c'est que l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du Tribunal le font présumer (Gand, 27 mars 1857) (1). Le Code n'exigeant pas que la

(1) Cf. Pasierisic, 38, 2, 200.

délibération du conseil de famille constate que le compte sommaire a été rendu, ce serait donc à celui qui soutiendrait que cette formalité n'a pas été remplie, à le prouver.

N'y a-t-il pas des cas cependant où, quoiqu'il y ait emprunt, l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du Tribunal ou cette dernière forme seulement, ne seraient pas exigées par exception ? C'est ainsi que l'on se demande, aussi bien pour le tuteur que pour le mineur émancipé, si les formalités prescrites par l'article 457 sont nécessaires même quand il s'agit d'un emprunt contracté pour rembourser une dette certaine et exigible. En effet, dans ces conditions, l'emprunt peut être un excellent acte d'administration, et les restrictions qu'impose l'article 457, les formalités qu'il prescrit, semblent bien superflues. Aussi des auteurs ont-ils prétendu qu'alors, s'il s'agit d'un emprunt sans hypothèque, l'homologation du Tribunal n'est pas rigoureusement nécessaire ; d'autres, allant encore plus loin, déclarèrent que le tuteur pour contracter de tels emprunts n'avait même pas besoin de l'autorisation du conseil de famille (1).

Nous ne sommes pas de cet avis. Les articles 457 et 458 disposent d'une manière tellement générale qu'il est difficile d'y admettre des exceptions. Sans doute si l'emprunt est fait à des conditions meilleures que le précédent et porte par exemple un intérêt moins élevé, on ne peut

(1) Cf. Toullier, t. 2, n° 1223. — Chardon, *De la Puissance tutélaire*, t. III, n° 410.

reprocher au mineur émancipé d'avoir mal compris ses intérêts. Mais sous une apparence plus favorable, l'emprunt peut renfermer des conventions qu'il est très utile que le conseil de famille et le Tribunal apprécient. Il pourrait par exemple contenir des conditions nouvelles, et dès lors il est manifeste qu'une telle opération non autorisée par le conseil de famille ni homologuée par le Tribunal, ou même simplement autorisée par le conseil de famille sans que l'homologation ait été demandée, constituerait une violation flagrante de la loi.

La même question se pose pour un emprunt contracté en vue de rembourser une dette hypothécaire et exigible, avec subrogation au profit du prêteur? Encore ici des auteurs enseignent que dans ce cas l'homologation du Tribunal n'est pas nécessaire (1). Il semble en effet qu'il serait bien rigoureux de l'exiger. Pourtant nous croyons qu'il vaut mieux respecter le principe : pas d'exceptions sans texte.

Enfin il est certain que le prêteur n'est pas obligé de surveiller l'emploi des fonds empruntés par le mineur émancipé ou par le tuteur, pas plus qu'en matière de vente immobilière, l'acheteur n'est tenu de surveiller l'emploi du prix qu'il a versé entre les mains du mineur émancipé ou du tuteur (2) (Alger, 15 juin 1866). Pourtant, puisque

(1) Cf. Marchand, *Code de la Minorité*, p. 301, n° 39; *Encyclopédie des Juges de Paix*. Tutelle, § 2.

(2) Cette question était agitée sous l'empire de l'ancien droit. Cf. Pothier, *Traité des obligations*, n° 504.

l'article 457 permet au conseil de famille de déterminer en autorisant l'emprunt « toutes les conditions qu'il jugera utiles », ne pourrait-on admettre que le conseil de famille a le droit, en vertu de cette disposition, d'ajouter la condition que le prêteur aurait à surveiller l'emploi des fonds empruntés? Si cette question pouvait être résolue par l'affirmative, avant la loi du 27 février 1880, il est certain que maintenant le conseil de famille n'a plus, ni en matière d'emprunt, ni en matière de vente immobilière, le droit d'imposer une semblable condition. C'est ce qui résulte formellement de l'article 6 de la loi du 27 février 1880, suivant lequel « les tiers ne seront en aucun cas garants de l'emploi » (1). Cette disposition finale de l'article 6 fut introduite dans le but d'éviter toute assimilation possible avec ce qui a lieu en cas de constitution dotale pour le emploi des propres de la femme en titres nominatifs. Il est en effet de jurisprudence que les établissements débiteurs doivent surveiller l'emploi.

De ce que le mineur émancipé ne peut emprunter, on a déduit qu'il ne peut également cautionner. Pourtant le cautionnement n'est pas complètement assimilable à l'emprunt en ce sens qu'en cautionnant, le mineur émancipé ne reçoit rien. Cette prohibition dériverait plutôt d'un autre principe. Le mineur émancipé, en cautionnant un tiers, s'oblige pour une cause étrangère à l'adminis-

(1) M. Jozon, dans son rapport à la Chambre des Députés, le précisait en ces termes : « Les tiers ne pourront être rendus responsables ni de l'utilité ni même de l'existence de l'emploi. »

tration de sa fortune ; en s'obligeant, par une conséquence inévitable, il aliène indirectement ses biens. Or il ne peut s'obliger et, par voie de conséquence, engager ses biens que dans les limites de son droit d'administration ; autrement, c'est une aliénation indirecte. Il a été jugé en ce sens que la femme mineure émancipée par son mariage ne peut s'obliger solidairement avec son mari pour des actes autres que ceux qui répondent à des besoins d'administration, par exemple des actes de commerce, sans l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du Tribunal. Il faut donc au mineur émancipé, pour qu'il puisse contracter un cautionnement valable et l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du Tribunal (Req. 4 février 1868) (1).

§ II. — Aliénations d'immeubles (art. 484).

Nous savons que le mineur émancipé est soumis pour ses aliénations d'immeubles aux mêmes conditions de fond et aux mêmes formes que celles prescrites au tuteur. Quelques auteurs enseignent cependant qu'il pourrait aliéner seul, sans aucune condition ni formalité, l'immeuble qu'il aurait acheté avec le produit de ses économies. Déjà nous nous sommes expliqués sur la question très analogue de savoir si le mineur émancipé peut

(1) D. P. 68, 4, 393.

recevoir, sans l'assistance de son curateur, un capital provenant des économies faites sur ses revenus (1), et par les mêmes motifs qui nous ont décidés alors à exiger l'assistance du curateur, nous exigerions ici, pour l'aliénation de l'immeuble, l'accomplissement des formalités ordonnées par l'article 484 (2).

C'est donc dans la tutelle qu'il faut chercher la solution des questions diverses qui peuvent se poser en cette matière. C'est ainsi que pour le mineur émancipé comme pour le tuteur, le conseil de famille devra indiquer les immeubles à vendre de préférence et toutes les autres conditions qu'il jugera utiles (art. 457). L'article 953 du Code de Procédure autorise le conseil de famille à fixer la valeur approximative des biens à vendre. Il peut en outre déterminer l'emploi qui sera fait du prix. Il peut enfin indiquer comment on conservera les deniers provenant de la vente en attendant l'emploi, notamment laisser ces deniers entre les mains de l'acquéreur à raison du privilège du vendeur appartenant au mineur. C'est une dérogation au principe que le tuteur peut toucher seul et employer sous sa responsabilité personnelle les capitaux de son pupille, comme c'est aussi une dérogation au principe d'après lequel le mineur émancipé peut recevoir ses capitaux avec l'assistance de son curateur qui a seul à en surveiller l'emploi.

(1) Voir p. 99.

(2) Toullier, t. II, n° 1295.

De même pour que toutes les formalités prescrites par l'article 457 soient nécessaires, il faut que la vente soit réellement l'acte du mineur, qu'il soit émancipé ou encore en tutelle. Si la vente a été consentie par l'auteur du mineur, le contrat est parfait et sa réalisation par le mineur en sa qualité d'héritier n'exige plus aucune formalité spéciale. Ainsi la réalisation par acte notarié d'une vente d'immeubles consentie par un majeur n'est pas soumise à l'égard des héritiers mineurs du vendeur aux formalités requises pour l'aliénation des biens de mineur (Req. 8 mars 1852) (1).

Mais dès que les mineurs sont vendeurs par eux-mêmes, les formalités doivent être observées, quand même la vente se ferait pour remplir les conditions d'une donation dûment acceptée par le tuteur ou par le mineur émancipé assisté de son curateur (Civ. Cass. 25 mars 1861) (2).

Ni l'autorisation du conseil de famille ni l'homologation du Tribunal ne sont exigées, pas plus pour le mineur émancipé que pour le tuteur, quand il s'agit d'une vente forcée. La question a été tranchée par l'article 460 pour le cas où un jugement aurait ordonné la licitation sur la provocation d'un copropriétaire par indivis. De même lorsque le créancier du mineur poursuit l'expropriation forcée de ses immeubles ou lorsqu'il s'agit d'une expropriation pour cause d'utilité publique, l'aliénation, étant nécessaire, est

(1) D. P. 52, 1, 73.

(2) D. P. 61, 1, 2.

consacrée forcément dans ces deux cas par un jugement. A quoi bon dès lors exiger l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du Tribunal? Il faut dire avec Pothier que ces formes n'ont une raison d'être que pour les aliénations volontaires (1). Quant à la question de savoir si l'autorisation du conseil de famille homologuée par le Tribunal est nécessaire au mineur émancipé pour poursuivre la licitation d'immeubles indivis, nous l'avons traitée et résolue dans le paragraphe consacré à l'action en partage (2).

Comme le tuteur, le mineur émancipé peut avec l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du Tribunal, mais sans les formalités exigées par l'article 459 ni celles du Code de Procédure, consentir la prorogation du délai fixé pour l'exercice de la faculté de réméré réservée au vendeur d'un immeuble acheté par le mineur, pourvu toutefois que le délai ne soit pas expiré. En effet, le mineur acquéreur avec pacte de réméré, est propriétaire sous condition résolutoire. La prorogation du délai avant son expiration constitue une aliénation d'un droit immobilier qui par conséquent doit être autorisée par le conseil de famille et homologuée par le Tribunal. Mais la nature même de ce droit et le caractère du contrat qui intervient au profit du vendeur, ne comportent pas l'observation des formes prescrites pour la vente des biens des mineurs. Au

(1) Cf. *Des Personnes*, partie I, tit. 6, art. 3, § 2.

(2) Voir plus haut, p. 112.

contraire si le délai accordé pour l'exercice du pacte de réméré se trouve expiré, le mineur est devenu propriétaire incommutable. La prorogation du délai constituerait alors une véritable revente de l'immeuble désormais acquis au mineur, revente qui ne pourrait avoir lieu que dans les formes prescrites par la loi. (Civ. cass. 18 mai 1813).

L'autorisation du conseil de famille homologuée par le Tribunal est également nécessaire au mineur émancipé et au tuteur pour consentir un usufruit, un bail emphytéotique, une servitude passive sur les biens du mineur ou pour renoncer à une servitude active. Mais en ce qui concerne les servitudes concédées à des héritages voisins, il sera souvent impossible d'observer toutes les formalités prescrites pour l'aliénation des biens des mineurs, par exemple l'adjudication publique aux enchères, la concurrence ne pouvant en effet exister en pareil cas. Cependant comme cette concession peut être l'occasion d'un préjudice ou d'un bénéfice pour le mineur, augmenter ou diminuer la valeur de sa propriété, l'aliénation n'en devra pas moins être précédée de la délibération du conseil de famille homologuée par le Tribunal.

Il en est de même pour l'échange d'un immeuble du mineur contre un autre immeuble. En effet le Code ayant autorisé l'échange en ce qui concerne les immeubles dotaux (art. 1559), il est difficile d'admettre que la même faculté ne soit pas accordée aux mineurs. Mais les formalités légales exigées pour l'aliénation n'étant pas toutes possibles lorsqu'il s'agit d'un échange, par exemple les affiches

et les enchères ne pouvant avoir lieu dans ce cas, il suffit d'examiner avec le plus de soin possible si l'échange présente pour le mineur un avantage évident.

§ III. — Aliénations de meubles incorporels.

L'article 4 de la loi du 27 février 1880 dispose ainsi : « Le mineur émancipé au cours de la tutelle, même assisté de son curateur, devra observer pour l'aliénation de ses meubles incorporels, les formes ci-dessus prescrites à l'égard du mineur non émancipé. — Cette disposition ne s'applique pas au mineur émancipé par le mariage. » Nous avons vu plus haut qu'elle ne visait pas non plus le mineur émancipé pendant le mariage de ses parents, et que ces deux catégories de mineurs émancipés étaient capables de disposer de leurs valeurs mobilières avec la seule assistance de leur curateur.

Le mineur émancipé au cours de la tutelle est donc soumis pour l'aliénation de ses meubles incorporels aux mêmes conditions que le tuteur pour l'aliénation des meubles incorporels appartenant à son pupille, c'est-à-dire que le mineur émancipé ne peut en aucun cas aliéner ses valeurs mobilières sans une autorisation du conseil de famille, et au-dessus d'un certain taux fixé à quinze cents francs en capital, sans l'homologation du Tribunal (art. 1, 2).

Donc toutes les aliénations de valeurs mobilières quelque minime qu'en soit leur valeur, sans aucune exception,

sont soumises à l'autorisation préalable du conseil de famille. Cette obligation est imposée au mineur émancipé aussi bien qu'au tuteur. Un amendement proposant que le tuteur, et par suite le mineur émancipé, put aliéner seul les valeurs ne représentant pas plus de 1,200 francs en capital, fut repoussé sur les observations de M. Jozon. Une telle rigueur a été fort justement critiquée. « Le motif que le tuteur pourrait tourner la loi en faisant successivement des aliénations minimales, a si peu de valeur que plus loin, lorsqu'il s'agira de décider si l'homologation du Tribunal sera toujours nécessaire, cette raison n'arrêtera pas le même législateur qui établira une démarcation entre les grosses et les petites aliénations (1). » Il est certain en effet que cette nécessité de convoquer le conseil de famille pour autoriser la plus petite aliénation est singulièrement onéreuse pour les mineurs, au grand détriment des intérêts que la loi de 1880 voulait défendre.

Bien entendu, pour la perception du prix des valeurs mobilières aliénées, le mineur émancipé devra être assisté de son curateur, car il s'agit ici de la réception d'un capital mobilier (art. 482).

Il faut observer aussi que le conseil de famille ne peut pas autoriser l'aliénation de valeurs mobilières qui sont indivises, parce que ces valeurs n'appartiendront au mineur émancipé et ne seront mises à sa disposition que le jour où, par l'effet d'un partage, elles tomberont dans son lot.

(1) Cf. Deloison, n° 206, p. 203.

Tout partage dans lequel un mineur est intéressé, ne peut avoir lieu que suivant les formes prescrites par les articles 838 et suivants, et la loi du 27 février 1880 n'a pas abrogé ces dispositions. C'est ainsi qu'il a été jugé, en matière de tutelle, que tant que le partage n'est pas fait, l'aliénation des valeurs mobilières et spécialement des titres au porteur dépendant d'une succession indivise entre mineurs et majeurs, ne peut pas être autorisée par le conseil de famille (Trib. Seine, 23 juin 1880 (1) — 7 décembre 1883).

Toutefois il a été décidé que, si les articles 1 et 2 de la loi du 27 février 1880 ont exigé l'autorisation du conseil de famille et à partir de 1500 francs l'homologation du Tribunal pour vente de valeurs mobilières appartenant à des mineurs, ces mêmes articles n'ont pas exigé, lorsque ces valeurs font partie d'une masse encore indivise, que cette masse soit partagée préalablement à toute aliénation, que par suite le conseil de famille peut autoriser l'aliénation de ces valeurs indivises, à condition néanmoins que ce ne soit pas là un moyen indirect de procéder au partage en dehors des formalités établies par les articles 838 et suivants du Code Civil et 966 du Code de Procédure, que spécialement, l'aliénation peut être autorisée à la charge de remplacer les valeurs indivises entre les mineurs et leur père, par exemple, par d'autres valeurs devant être immatriculées indivisément au nom de ce père et de

(1) D. P. 81, 3, 70.

ses enfants, l'indivision continuant ainsi sur les titres substitués, et qu'enfin, dans ces conditions, le Tribunal qui refuse d'homologuer la délibération du conseil de famille sous le prétexte qu'un partage eut été nécessaire préalablement à l'aliénation, ajoute à la loi et en méconnaît les dispositions (Civ. Cass., 15 juillet 1890) (1).

Il faut remarquer que ce dernier arrêt ne détruit pas l'autorité du principe qu'ont successivement formulé les arrêts de 1880 et de 1883. Il lui apporte simplement un tempérament et en précise nettement la portée pratique. La Circulaire du 20 mai 1880 du Garde des Sceaux, que nous avons déjà plusieurs fois invoquée, a fait application de ce principe en décidant, sur une question du Ministre des Finances, « que dans le cas où un titre de rente d'une valeur de quinze cents francs serait indivis sans attribution de parts, une délibération du conseil de famille ne pourrait pas déclarer que la part revenant à l'incapable représente un capital inférieur à quinze cents francs. Une pareille déclaration équivaldrait à un partage. Les transferts demandés sans justification du partage lui-même devraient être refusés. »

D'ailleurs la solution consacrée par le Tribunal de la Seine (23 juin 1880 — 7 décembre 1883) et par la Circulaire du Garde des Sceaux n'est applicable qu'aux valeurs indivises entre mineurs et majeurs après décès de leur auteur commun. Il est nécessaire alors de procéder au partage

(1) D. P. 90, 4, 361.

judiciaire avant d'arriver à l'aliénation des titres. Mais dans le cas où il y a eu un partage anticipé, effectué par un ascendant entre ses descendants majeurs et mineurs, ce partage suffit à fixer définitivement la propriété des biens sur la tête de chacun des mineurs. En conséquence le mineur émancipé, s'il s'en trouve, et le tuteur, sans être obligés de recourir aux formalités du partage judiciaire, pourront effectuer les aliénations de valeurs mobilières jusqu'à concurrence de quinze cents francs avec l'autorisation du conseil de famille, et, au-dessus de ce chiffre, avec l'homologation du Tribunal.

Dans le cas où la demande en partage de valeurs indivises provenant d'une succession ou d'une donation, aurait été formée par les cohéritiers majeurs contre le mineur, le tuteur, suivant l'article 465, peut répondre à cette action sans l'autorisation du conseil de famille. Il en est de même à plus forte raison pour le mineur émancipé, puisque nous avons admis qu'il n'a besoin que de l'assistance du curateur, même pour intenter l'action. Mais le partage venant à être ordonné par jugement et comportant le transfert de la rente ou l'aliénation des autres valeurs indivises à titre de licitation, le mineur émancipé devra-t-il pour opérer ce transfert ou cette aliénation relativement à sa part, se faire autoriser spécialement à cet effet par le conseil de famille et se pourvoir de l'homologation du Tribunal si sa part représente un capital supérieur à quinze cents francs? La même question se pose exactement dans les mêmes termes pour le tuteur. Nous consi-

dérons l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du Tribunal comme inutiles. La loi du 27 février 1880 ne concerne en effet que les aliénations volontaires. L'aliénation dont il s'agit ici est forcée puisqu'elle équivaut à un partage dont l'article 815 oblige le mineur émancipé à subir la loi, ses cohéritiers n'étant pas tenus de demeurer dans l'indivision. A quoi bon dès lors demander au conseil de famille une autorisation et au Tribunal une homologation qu'ils ne pourraient pas refuser ou dont le refus n'affranchirait pas le mineur émancipé de la nécessité de procéder au partage et à la licitation ordonnés par le jugement rendu contre lui (1).

Nous arrivons maintenant à la discussion d'une question particulièrement délicate et obscure que nous formulerons ainsi : Si les valeurs mobilières que le mineur émancipé doit aliéner dépendent d'une succession bénéficiaire, l'aliénation ne sera-t-elle pas soumise *dans tous les cas* à l'autorisation de justice en même temps qu'à l'observation des règles tracées par la loi du 27 février 1880 ?

Nous savons que l'article 796 du Code civil exige que l'héritier bénéficiaire soit autorisé par justice pour vendre les meubles de la succession sujets à dépérissement. De plus un avis du Conseil d'État des 17 novembre 1807, 11 janvier 1808, impose à l'héritier bénéficiaire l'obligation

(1) Cf. Bonnel, *Commentaire de la loi du 27 février 1880*, p. 19 et suivantes.

de se munir de l'autorité de justice pour vendre les rentes supérieures à 50 francs. On sait aussi que le mineur même émancipé ne peut jamais accepter une succession que sous bénéfice d'inventaire.

D'autre part, avant la loi du 27 février 1880, la loi du 24 mars 1806 prescrivait pour les aliénations de rentes supérieures à 50 francs, l'autorisation du conseil de famille mais sans exiger l'homologation du Tribunal. En supposant l'héritier bénéficiaire mineur même émancipé, devait-il donc pour aliéner ces rentes supérieures à 50 francs, satisfaire tout à la fois à l'avis du Conseil d'État de 1808 et à la loi de 1806, c'est-à-dire se munir toujours de l'autorisation de justice en plus de l'autorisation du conseil de famille ?

La négative était généralement enseignée. On admettait avec raison, croyons-nous, que l'autorisation de justice exigée par l'avis de 1808, était remplacée pour le mineur émancipé assisté de son curateur ou pour le tuteur, par l'autorisation du conseil de famille (Paris, 24 décembre 1860) (1).

Maintenant la loi de 1806 a été abrogée par la loi du 27 février 1880, d'où il faut tirer immédiatement cette conséquence que le mineur émancipé au cours de la tutelle et le tuteur devront obtenir l'autorisation du conseil de famille pour aliéner les rentes même inférieures à 50 francs

(1) D. P. 61, 5, 513. — Cf. aussi Mollot, *Traité des bourses de commerce*, t. I, n° 283.

et que l'homologation du Tribunal sera nécessaire si le capital représente une valeur supérieure à 1,500 francs.

Alors dans le cas où les rentes qu'il s'agit d'aliéner dépendent d'une succession bénéficiaire, l'avis du Conseil d'État de 1808 doit-il recevoir encore son application ?

La Cour de Cassation dans un arrêt célèbre, a jugé que la loi du 27 février 1880, en abrogeant la loi du 24 mars 1806, n'a pas détruit en principe l'autorité de l'avis de 1808 qui, s'appuyant sur les dispositions de la loi de 1806, interdit à l'héritier bénéficiaire d'aliéner sans l'autorisation de justice les rentes sur l'État dépendant de la succession qu'il administre et dépassant 50 francs. Toutefois, la loi de 1880 a eu pour effet de faire disparaître la distinction empruntée à la loi de 1806 entre les rentes supérieures et inférieures à 50 francs, et par suite l'héritier bénéficiaire a *toujours* besoin d'une autorisation de justice pour aliéner des rentes sur l'État, quelle que soit la quotité de la rente inscrite, même si elle est inférieure à 50 francs. (Civ. Cass. 4 avril 1881) (1).

Cette décision est très contestable. La loi du 27 février 1880 en abrogeant la loi de 1806 n'a statué qu'à l'égard des tutelles ; elle ne s'est pas occupé de l'héritier bénéficiaire. Sans doute, l'avis du Conseil d'État de 1808 se référerait à la loi de 1806 quand il imposait à l'héritier bénéficiaire, considéré comme administrateur comptable, la nécessité de l'autorisation de justice pour l'aliénation des

(1) D. P. 81, 1, 241.

rentes supérieures à 50 francs que le mineur émancipé ou le tuteur ne pouvaient aliéner sans l'autorisation du conseil de famille. Mais l'abrogation de la loi de 1806 ne peut avoir pour effet que d'empêcher toute application de l'avis de 1808 ; sinon, l'autorité de cet avis doit subsister toute entière, et en l'absence d'un texte abrogeant expressément quant à l'héritier bénéficiaire la distinction empruntée à la loi de 1806, il faudra reconnaître que l'autorisation de justice n'est exigée de l'héritier bénéficiaire, mineur ou majeur, que pour l'aliénation de rentes dépassant 50 francs.

Autrement dit, la question peut se poser ainsi : en abrogeant la loi de 1806, la loi du 27 février 1880 a-t-elle rendu également inapplicable l'avis du Conseil d'État de 1808 qui prévoyait une aliénation faite par un héritier bénéficiaire ? Non, répond l'arrêt du 4 avril 1881. La loi de 1880 a fait simplement disparaître la distinction établie par la loi de 1806 entre inscription de rentes inférieures ou supérieures à 50 francs. Elle a aussi assujetti les tuteurs et les mineurs émancipés au cours de la tutelle à obtenir l'autorisation du conseil de famille pour tout transfert de rente quelle qu'en soit la quotité. Mais elle a respecté le principe posé par l'avis de 1808, d'après lequel l'héritier bénéficiaire ne peut aliéner de rentes faisant partie d'une succession sans une autorisation de justice. Et comme la distinction établie par la loi de 1806 entre inscriptions de rentes inférieures ou supérieures à 50 francs, a été supprimée par la loi de 1880, il en résulte clairement que l'au-

torisation de justice sera toujours nécessaire pour l'aliénation.

Et voici ce que nous répondons. Il est bien vrai que l'avis de 1808 se réfère à la loi de 1806 et qu'il impose à l'héritier bénéficiaire les mêmes obligations qu'au tuteur. Si l'un a le devoir de se munir d'une autorisation du conseil de famille pour vendre des inscriptions de rente, l'autre doit dans les mêmes conditions se munir d'une autorisation de justice. En abrogeant la loi de 1806 qui distinguait entre les inscriptions de rentes inférieures ou supérieures à 50 francs, le législateur de 1880 aurait statué à la fois pour le tuteur ou pour le mineur émancipé au cours de la tutelle et pour l'héritier bénéficiaire. Et de même que les premiers ont toujours besoin de l'autorisation du conseil de famille pour l'aliénation de rentes, quelle qu'en soit la quotité, de même l'héritier bénéficiaire aurait toujours besoin de l'autorisation de justice pour ces mêmes aliénations. Mais encore une fois précisément où a-t-on vu que le législateur de 1880 se soit préoccupé de ce dernier? Nulle part il n'en est parlé. La loi de 1880 est une loi exclusivement de tutelle. Et même en ce qui concerne le tuteur et le mineur émancipé, elle semble faire une distinction entre l'aliénation des valeurs minimales et celles plus importantes, puisqu'elle exige l'homologation du Tribunal pour l'aliénation des valeurs dépassant 1,500 francs. Cette distinction se rapproche beaucoup de celle établie par le Conseil d'État en 1808. En l'absence d'un texte positif qui déclare abrogé le tempérament établi

par l'avis de 1808, il faut respecter ce tempérament essentiellement fondé sur des raisons que le législateur de 1880 a lui-même pesées et reconnues sérieuses puisqu'il les a consacrées dans l'article 2 de la loi du 27 février.

Donc l'avis de 1808 doit être accepté ou rejeté en son entier. S'il est complètement repoussé, il n'y a pas de doute que l'héritier bénéficiaire ne doive, pour aliéner les rentes, se conformer aux prescriptions de l'article 796 et suivants. Mais s'il est accepté, il faut en admettre l'application à la fois dans son principe et dans ses exceptions, quoique ces exceptions soient empruntées à une loi abrogée (1).

Quoiqu'il en soit, la thèse consacrée en principe par l'arrêt de la Cour de cassation du 4 avril 1881, devrait logiquement conduire aux conséquences suivantes :

I. — L'héritier bénéficiaire majeur est tenu d'obtenir l'autorisation de justice, si minime que soit la valeur de la rente qu'il veut aliéner.

II. — Le mineur émancipé au cours de la tutelle et le tuteur ont besoin de se pourvoir de l'autorisation de justice, outre l'autorisation du conseil de famille, pour l'aliénation de rentes dont le capital ne dépasse pourtant pas 1,500 francs, quand ces rentes font partie d'une succession échue au mineur, et par conséquent acceptée bénéficiairement.

III. — L'autorisation de justice est encore toujours né-

(1) Cf. Bonnet, p. 41.

cessaire, quelle que soit la valeur des rentes qu'il s'agit d'aliéner, pour le mineur émancipé par le mariage ou pendant le mariage de ses père et mère, quand ces rentes font partie d'une succession acceptée par le mineur assisté de son curateur. Il en est de même pour le père administrateur légal.

Cependant la Cour de Cassation a reculé devant la mise en pratique intégrale du principe qu'elle posait dans l'arrêt du 4 avril 1881 et elle en a restreint l'application à l'héritier bénéficiaire majeur. Elle a jugé en effet que le mineur émancipé par le mariage n'était point tenu de demander l'autorisation de justice pour l'aliénation des meubles incorporels et spécialement des rentes sur l'État, qui lui appartiennent à titre d'héritier bénéficiaire, et qu'il peut aliéner ces meubles avec la seule assistance de son curateur (Civ. rej., 13 août 1883) (1).

Cette décision invoque deux motifs principaux. D'abord l'article 4, § 2, de la loi du 27 février 1880, ne distingue point entre les valeurs mobilières qui proviennent au mineur d'une succession acceptée bénéficiairement, et celles qui lui appartiennent en vertu d'une autre cause d'acquisition. Les lois sur la tutelle et sur la curatelle forment un ensemble de garanties qui se suffit à lui-même. On ne pourrait les compléter ou les modifier, en y ajoutant ou en y substituant celles qui régissent le bénéfice d'inventaire, qu'à raison de la volonté clairement manifestée du légis-

(1) D. P. 84, 4, 403.

lateur. D'un autre côté l'avis de 1808 ne concerne que les héritiers bénéficiaires qui sont en même temps des administrateurs comptables. Par suite il ne s'applique pas aux mineurs et aux interdits au nom desquels une succession a été acceptée bénéficiairement. L'autorisation de justice n'est exigée pour l'aliénation de valeurs mobilières que dans le cas d'une acceptation bénéficiaire volontaire, et non dans le cas où la succession échue à des mineurs ne pouvait être acceptée que bénéficiairement (1).

On voit que l'arrêt de la Cour de Cassation du 13 août 1883 repose sur une distinction fondamentale entre l'acceptation bénéficiaire volontaire et l'acceptation bénéficiaire forcée. Il en résulte donc que, dans la pensée de la Cour de Cassation, le mineur émancipé au cours de la tutelle et le tuteur n'ont pas besoin de se pourvoir de l'autorisation de justice, outre l'autorisation du conseil de famille, pour l'aliénation des rentes dont le capital ne dépasse pas 4,500 francs, comme le mineur émancipé par le mariage ou pendant le mariage de ses parents peut aliéner les rentes qui lui adviennent par succession, sans autorisation de justice, avec la seule assistance de son curateur.

Le système adopté par la Cour de Cassation dans son arrêt du 13 août 1883 a été vivement combattu (2). Cette distinction, dit-on, qu'établit la Chambre Civile entre le bénéfice d'inventaire volontaire et le bénéfice d'inventaire

(1) Conclusions de l'Avocat Général M. Desjardins.

(2) Voir M. Lyon-Caen. — Note sur l'arrêt du 13 août 1883.

forcé est arbitraire. Il n'y a qu'un bénéfice d'inventaire tantôt volontaire, tantôt forcé, mais toujours en principe soumis aux mêmes lois. C'est ainsi que d'après la doctrine, l'article 2146 qui prohibe toute inscription d'hypothèque ou de privilège sur les immeubles d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire, est applicable au cas d'une succession dévolue à un mineur (1). D'autre part l'acceptation bénéficiaire forcée n'est pas imposée seulement aux mineurs et aux interdits. Les articles 781 et 782 l'imposent encore aux successibles d'un héritier mort sans avoir pris parti quand ces héritiers ne sont pas d'accord pour accepter ou répudier la succession. Or en ce cas de bénéfice d'inventaire qui est pourtant forcé, l'aliénation des valeurs mobilières est soumise entièrement à l'autorisation de justice. Et puis en quoi ce motif que l'acceptation bénéficiaire est forcée, légitime-t-il la dispense accordée aux incapables de se munir de l'autorisation de justice ? Sans doute il y a des différences juridiques entre la situation de l'héritier bénéficiaire majeur et la situation de celui qui est mineur. Mais ces différences résultent ou d'un texte formel de la loi ou des principes généraux du droit. Ainsi le fait de vendre les biens de la succession sans observer les formalités requises par la loi, entraîne la déchéance du bénéfice d'inventaire (art. 988 C. Pr. Civ.) ; mais cette déchéance ne peut atteindre que l'héritier bénéficiaire majeur, car l'acceptation pure et simple étant prohibée pour le mineur, ni

(1) Cf. Paul Pont, t. II, n° 917.

le mineur ni le tuteur ne peuvent faire indirectement ce que la loi leur défend de faire directement. Or la différence entre l'héritier bénéficiaire majeur et l'héritier bénéficiaire mineur relativement à l'aliénation des valeurs mobilières n'est fondée ni sur un texte ni sur un principe général du droit. L'article 4, § 2, de la loi du 27 février 1880 en établissant les formalités nécessaires à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant à un mineur, ne distingue pas, ainsi que le constate d'ailleurs la Cour de Cassation, entre les meubles incorporels provenant d'une succession et ceux ayant une autre origine. Mais cet article n'a pas envisagé l'hypothèse tout à fait spéciale où ce mineur aurait également la qualité d'héritier bénéficiaire. Le mineur qui devient héritier bénéficiaire subit une double restriction à sa capacité d'aliéner les valeurs mobilières comprises dans la succession. En sa qualité de mineur d'abord, il ne peut aliéner ces valeurs que dans les conditions déterminées par la loi du 27 février 1880. En sa qualité d'héritier bénéficiaire ensuite, il doit obtenir en outre et dans tous les cas l'autorisation de justice. Si donc le mineur a été émancipé au cours de la tutelle, il est tout à la fois soumis à l'observation de la loi de 1880 et des règles restrictives imposées à l'héritier bénéficiaire. Si au contraire, il a été émancipé par le mariage ou pendant le mariage de ses père et mère, il échappe à la loi de 1880, mais il tombe sous l'application des règles imposées à l'héritier bénéficiaire.

Il existe d'ailleurs une raison juridique à cette manière

de voir. C'est dans l'intérêt du mineur lui-même que sont établies les règles qui restreignent sa capacité, mais c'est dans l'intérêt des créanciers de la succession que la loi restreint la capacité de l'héritier bénéficiaire. Par l'effet de l'acceptation sous bénéfice d'inventaire, il n'y a pas confusion de patrimoines. Les créanciers n'ont pour gage que les biens héréditaires et non pas ceux de l'héritier. Par compensation, la loi veut que les biens héréditaires soient administrés de la façon la plus avantageuse possible pour les créanciers de la succession. C'est ainsi que l'arrêt du 4 avril 1881 interdit à l'héritier bénéficiaire d'aliéner sans l'autorisation de justice les rentes sur l'État, quelque minime qu'en soit la valeur. Or l'intérêt des créanciers est identique que l'héritier sous bénéfice d'inventaire soit mineur ou majeur. Identique aussi est leur droit de gage, restreint aux seuls biens héréditaires. La protection du mineur est assurée par la loi du 27 février 1880. La protection des créanciers de la succession doit être sauvegardée par la nécessité de l'autorisation de justice (1).

Cependant on peut admettre que, lorsqu'il s'agira d'aliéner des valeurs mobilières supérieures à 1,500 francs dépendant d'une succession bénéficiaire échue à un mineur, l'autorisation du conseil de famille homologuée par le Tribunal sera suffisante, l'homologation pouvant tenir lieu de l'autorisation de justice requise par l'article 796

(1) Voir Buchère, *Traité des opérations de Bourse*, n° 209.

du Code Civil et l'avis du Conseil d'État de 1808 (1).

Telle est la discussion de cette difficile question de l'aliénation par un mineur des meubles incorporels faisant partie d'une succession qu'il ne peut accepter que sous bénéfice d'inventaire. Quelle que soit la solution qu'on préfère lui donner en théorie, il est en tout cas plus sûr en pratique pour un mineur quelconque de n'aliéner les rentes sur l'État et même les autres valeurs mobilières faisant partie de la succession, qu'avec l'autorisation de justice.

Avant d'aller plus loin, remarquons que le mineur émancipé au cours de la tutelle, astreint par l'article 4 de la loi du 27 février 1880 à se conformer pour l'aliénation de ses valeurs mobilières aux mêmes règles que celles imposées au tuteur, peut, comme ayant l'administration de son patrimoine, provoquer seul et sans l'assistance de son curateur la réunion du conseil de famille, à l'effet d'obtenir l'autorisation qui lui est nécessaire et poursuivre s'il y a lieu l'homologation du Tribunal. Mais une fois pourvu de l'autorisation du conseil de famille et au besoin de l'homologation du Tribunal, il ne pourra procéder à la vente qu'avec l'assistance de son curateur chargé par l'article 482 de concourir à la quittance et à l'encaissement du prix et de surveiller l'emploi des fonds. Sans doute l'observation des formes prescrites par la loi pourra être facilement éludée en ce qui concerne les valeurs au

(1) Cf. Buchère, n° 210.

porteur ; cependant elle est garantie jusqu'à un certain point par la responsabilité des agents de change et autres intermédiaires qui se prêteraient à une négociation irrégulière (1).

Mais il faudrait prouver, ce qui ne serait pas toujours aisé, que l'agent de change, en aliénant un titre au porteur, savait qu'il appartenait à un mineur émancipé, et que par conséquent l'assistance du curateur était nécessaire. Pourtant il nous semble que le Tribunal pourrait déduire la responsabilité de l'agent de change de certaines circonstances de fait qu'il serait d'ailleurs libre d'apprécier, comme par exemple l'aspect évident de jeunesse et d'inexpérience du mineur émancipé qui s'est présenté aux bureaux de l'agent de change pour faire négocier le titre.

Nous arrivons maintenant à la question de savoir si les articles 5, 6 et 10 de la loi du 27 février 1880 sont applicables au mineur émancipé au cours de la tutelle.

L'article 5 impose au tuteur l'obligation de convertir en titres nominatifs les titres au porteur appartenant au mineur, dont le conseil de famille n'a pas jugé l'aliénation utile ou nécessaire, aussi bien les titres au porteur se trouvant dans le patrimoine du mineur au moment de l'ouverture de la tutelle, que les titres au porteur advenant par succession, par dispositions entre-vifs ou testamentaires pendant le cours de la tutelle. Cet article a pour objet de donner au mineur une garantie efficace contre

(1) Cf. Deloison, n° 237, p. 260.

son tuteur, en ne laissant pas à la disposition de celui-ci des valeurs appartenant à son pupille sous une forme qui permet d'en transférer la propriété par une simple tradition. Est-ce que cet article 5 est applicable au mineur émancipé ?

Nous ne le pensons pas (1). L'article 4 visant le mineur émancipé au cours de la tutelle ne se réfère qu'aux dispositions des trois premiers articles relatives à l'aliénation des valeurs mobilières. Au contraire l'article 5 ne vise que le mineur en tutelle. Quand le mineur émancipé reçoit de son tuteur, lors de la reddition du compte de tutelle, ou recueille par succession ou autrement des valeurs mobilières représentées par des titres au porteur, rien ne l'oblige à les convertir en titres nominatifs. Le conseil de famille n'est pas appelé à décider s'il y a lieu de les aliéner avec emploi ou de les conserver en les déposant entre des mains tierces. Pour empêcher le mineur émancipé d'aliéner ses titres au porteur, il n'existe qu'un moyen, l'article 482. L'assistance du curateur doit être exigée du mineur émancipé, quand il reçoit des titres au porteur soit du tuteur lors de la reddition du compte de tutelle, soit de l'héritier qui lui paie un legs, soit de ses cohéritiers partageant une succession avec lui. Mais il est vrai que l'article 482 n'est pas applicable au cas où le mineur émancipé est nanti de titres au porteur faisant partie d'une succession, soit comme seul héritier ab intestat, soit en

(1) Cf. en sens contraire, *Huc*, t. III, n° 407.

qualité de seul légataire universel investi de la saisine à défaut d'héritier à réserve (1).

Pour la même raison que nous venons d'exposer, nous ne croyons pas que l'article 6 qui impose au tuteur l'obligation de faire emploi dans un délai de trois mois des capitaux appartenant au mineur et à l'interdit, soit applicable au mineur émancipé. Reste l'article 482. Il est suffisant pour les capitaux payés au mineur émancipé en remboursement de créances, pour ceux provenant d'économies faites sur les revenus, et pour ceux payés en acquit d'un legs.

Cette double omission du législateur de 1880 peut s'expliquer par cette raison que la plupart des capitaux et des titres appartenant au mineur émancipé auront subi l'application de la loi du 27 février 1880 pendant le cours de la tutelle. Quant aux fonds advenant au mineur émancipé après la fin de la tutelle, n'y a-t-il pas l'article 482 pour en assurer l'emploi? Cependant on est obligé de constater qu'il n'y a aucune mesure de conservation prise relativement aux titres au porteur qui peuvent advenir au mineur émancipé au cours de l'émancipation. La négociation irrégulière de ces titres ne sera donc empêchée que par la responsabilité des intermédiaires qui se prêteraient à leur aliénation, sous les réserves que nous avons formulées plus haut.

Par contre nous admettons que l'article 10 qui soumet

(1) Cf. Bressoles, p. 54.

aux mêmes conditions et formalités que l'aliénation, la conversion de titres nominatifs en titres au porteur, est applicable au mineur émancipé au cours de la tutelle. Il ne pourra donc convertir ses titres nominatifs en titres au porteur sans observer les règles prescrites au mineur en tutelle. En effet l'article 10 est applicable à toutes personnes placées sous le régime de la loi du 27 février 1880, par conséquent au mineur émancipé au cours de la tutelle.

§ IV. — **Transactions** (art. 467).

La transaction est également comprise dans les actes que le mineur émancipé ne peut faire sans observer les formes prescrites au mineur en tutelle (art. 467). Cependant on admet généralement qu'il peut transiger seul sur les contestations relatives aux actes de pure administration et aux objets dont il a la libre disposition comme ses revenus. D'abord Bigot-Préameneu l'a dit positivement dans l'*Exposé des Motifs du Titre des Transactions*. On y lit en effet : « Le mineur émancipé peut transiger sur les objets d'administration qui lui sont confiés et ceux dont il a la disposition » (1), ce qui comprend les revenus. De plus il remplit la condition imposée par l'article 2045 qui dit que : « Pour transiger, il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la

(1) Locré, t. VII, p. 458.

transaction. » Il a bien en effet la libre disposition de l'objet compris dans la transaction puisque la loi lui donne pleine capacité en matière d'actes d'administration.

Cette opinion dominante a été contestée par M. Laurent (1). Il constate que le droit de transiger même sur des actes de pure administration est certainement refusé au tuteur. Et cependant il a, lui aussi, capacité pour accomplir des actes d'administration, et une capacité plus large, plus étendue que celle reconnue à cet égard au mineur émancipé. Comment alors permettre au mineur émancipé de transiger quand ce droit est refusé au tuteur ?

Il y en a pourtant une raison bien simple. C'est que le mineur émancipé a la libre disposition de ses revenus ; il peut en faire ce qu'il veut, sans aucune indication qu'il ait à suivre. Au contraire le tuteur n'a pas la libre disposition des revenus de son pupille. On comprend donc que le mineur émancipé puisse faire une transaction qui ne menace en résumé que son revenu, tandis qu'on refuse ce droit au tuteur.

Nous ne croyons pas cependant que le mineur émancipé par le mariage puisse, avec la seule assistance de son curateur, transiger sur ses meubles incorporels quoique nous ayons admis qu'il puisse les aliéner avec cette seule assistance. La loi en effet a soumis la transaction à d'autres formalités que l'aliénation (2).

(1) Voir Laurent, t. V, n° 233.

(2) Cf. Troplong, *Transactions*, n° 446.

Ainsi le mineur émancipé est soumis en ce qui regarde la transaction, sauf exceptions, à l'observation de l'article 467. Comme la transaction comporte l'abandon d'une partie des droits de celui qui transige, parfois même de droits certains, dans le but d'acheter le repos et d'éviter des frais souvent considérables, l'autorisation du conseil de famille ne doit être accordée que sur l'avis de trois jurisconsultes désignés par le Procureur de la République. Nous ajouterons qu'il ne suffit pas au conseil de famille de prendre seulement leur avis. Il ne pourrait pas donner l'autorisation si l'avis était défavorable. L'autorisation ne doit être donnée que sur leur avis conforme.

D'ailleurs l'avis des jurisconsultes n'a pas besoin d'être unanime. Il suffit que la majorité soit favorable à la transaction. Toutefois cette opinion a été combattue sur ce motif qu'il ne s'agit pas ici de la délibération d'un corps constitué, mais de l'approbation que la loi demande à trois hommes compétents.

Les règles de l'article 467 sont applicables non-seulement aux transactions extra-judiciaires mais encore aux transactions faites par justice sous forme de jugements convenus. Les jugements doivent être précédés de l'avis des trois jurisconsultes et de l'autorisation du conseil de famille.

Dans la pratique, la forme de transaction est quelquefois employée en matière de partage. Les partages intéressant des mineurs en tutelle ou émancipés doivent être faits en justice, de sorte qu'en principe le partage tran-

sactionnel n'est possible que s'il y a réellement lieu à transaction. En supposant ce cas, rien n'interdit au mineur émancipé de transiger avec ses copartageants, en matière de partage de biens meubles et immeubles, pour mettre fin à une contestation déjà née ou prévenir une contestation à naître. Alors si l'indivision prend fin par suite d'une vente transactionnelle, l'accomplissement des formalités requises par l'article 467 rend inutiles celles qui sont édictées pour des partages et licitations dans lesquelles des mineurs sont intéressés. — Par conséquent la vente transactionnelle est valable alors même que l'expertise qui l'a précédée n'a pas été faite par des experts nommés par le Tribunal conformément à l'article 466 (Angers, 7 août 1874 — Angers, 29 août 1884 — Civ. rej. 3 décembre 1887) (1).

L'appréciation du juge qui, après avoir précisé les causes diverses et sérieuses du litige que présentait le partage des biens dont le mineur était copropriétaire, déclare qu'elles motivaient réellement le recours à la transaction pour faire cesser l'indivision, est souveraine (Arrêt précit. 1887).

En principe une transaction doit être considérée comme un tout indivisible. Les juges ne peuvent donc pas maintenir certaines clauses de la transaction, tandis qu'ils en annulent d'autres. Si la transaction ne peut pas être maintenue pour le tout, elle doit donc être annulée pour le

(1) D. P. 73, 235; D. P. 88, 4, 24.

tout. Mais que décider par application de ce principe, si la transaction, intervenue entre une partie majeure d'une part, et d'autre part des co-intéressés, les uns majeurs, les autres mineurs, émancipés ou en tutelle, est annulée dans l'intérêt des mineurs, pour inobservation des formalités prescrites par la loi? La nullité prononcée s'étendra-t-elle aussi aux co-intéressés majeurs?

D'abord le principe de l'indivisibilité existe-t-il à l'égard des personnes qui ont pris part à la transaction comme à l'égard des choses qui en ont fait l'objet? La question est douteuse. On enseigne généralement que la transaction déclarée nulle à l'égard d'un des contractants n'est pas nécessairement nulle à l'égard des autres (1).

Ni les textes du Code ni les travaux préparatoires n'ont envisagé une telle hypothèse. Il faut, croyons-nous, résoudre la question d'après l'intention probable des parties. En principe il est rationnel de considérer que la partie qui a transigé simultanément avec un majeur et un mineur co-intéressés, n'a consenti à transiger que pour mettre fin au litige avec ses deux adversaires. Le procès ressuscitant avec le contractant mineur, la partie adverse doit être déchargée vis-à-vis du contractant majeur.

Mais aussi les juges pourront admettre une interprétation différente suivant les circonstances de la cause. Ils auront à cet égard beaucoup plus de latitude, dans leur appréciation, que lorsqu'il s'agit de déclarer par interpré-

(1) Cf. Accarias, *Étude sur les transactions*, n° 434, p. 304.

tation de la volonté des parties, la transaction divisible quant à son objet. Mais la nullité de la transaction prononcée pour défaut d'autorisation au profit du mineur ne peut pas être invoquée par le majeur qui a transigé sur les intérêts communs entre le mineur et lui, à l'encontre de la partie adverse du mineur. La transaction ne fait pas grief à ce majeur. Il en a reçu tous les avantages qu'il en attendait. S'il trouve que l'affaire est mauvaise, il ne peut bénéficier des avantages qui n'existent qu'au profit du mineur. Il ne peut pas, étant maître de ses droits, obtenir l'annulation de ses engagements sans invoquer l'erreur, la violence ou le dol. C'est à la partie adverse seule qu'il appartiendrait d'invoquer l'indivisibilité de la transaction annulée au profit du mineur.

Cependant s'il ne s'agissait pas d'une transaction proprement dite mais d'un partage sous forme de transaction, le principe de l'indivisibilité des partages (art. 840), permettrait au majeur de profiter de la nullité de la transaction obtenue par le mineur (Civ. Cass., 5 décembre 1887) (1).

§ V. — **Acceptation et répudiation de succession** (art. 461).

En vertu de l'article 484, le mineur émancipé doit, pour accepter ou répudier une succession, se conformer aux

(1) D. P. 88, 4, 241.

règles posées pour le tuteur dans l'article 461, c'est-à-dire se munir de l'autorisation du conseil de famille. En outre l'acceptation ne peut jamais avoir lieu que sous bénéfice d'inventaire. Cette dernière obligation ne détruit pas l'utilité de l'autorisation du conseil de famille. En effet le mineur émancipé peut avoir intérêt à renoncer, en cas de libéralité par préciput par exemple.

La même règle s'applique à la renonciation comme à l'acceptation. On a prétendu vainement que l'autorisation du Tribunal pourrait remplacer celle du conseil de famille. Il résulte au contraire de l'ensemble des dispositions du titre de la tutelle qu'une telle autorisation constituerait un excès de pouvoir ou serait du moins extra légale, par suite de nul effet. Le Tribunal n'autorise pas à proprement parler ; il est seulement appelé dans certains cas à homologuer l'autorisation donnée par le conseil de famille. En outre on peut dire que le conseil de famille est plus à même d'apprécier les faits et de reconnaître l'intérêt du mineur. (Grenoble, 6 décembre 1842).

L'article 461 est formel. Que le mineur accepte ou répudie, il n'a besoin que de l'autorisation du conseil de famille. Et cependant il faut reconnaître que ce texte qui autorise le tuteur et par suite le mineur émancipé à répudier une succession avec la seule autorisation du conseil de famille, est contraire à tous les principes généraux de la tutelle. En effet l'héritier étant saisi de plein droit, lorsqu'il renonce, c'est comme s'il aliénait ; et alors il faudrait appliquer les règles de l'aliénation applicables au mineur

émancipé comme au tuteur, c'est-à-dire exiger en plus de l'autorisation du conseil de famille l'homologation du Tribunal. Il est vrai que l'aliénation proprement dite porte sur un droit certain, tandis que la succession à laquelle on renonce ne constitue qu'un droit nominal, si le passif excède l'actif. Mais cette dernière alternative peut aussi bien ne pas être. Quoiqu'il en soit, nous estimons néanmoins qu'il faut s'en tenir aux textes. Toutes les fois que l'homologation est prescrite, elle l'est expressément.

L'autorisation du conseil de famille est encore nécessaire pour permettre au mineur émancipé comme au tuteur de faire l'abandon des biens, autorisé par l'article 802 du Code civil après une acceptation bénéficiaire. Mais alors ne faut-il pas que la délibération du conseil de famille soit homologuée par le Tribunal ?

On l'a affirmé en se fondant sur ce fait que la succession une fois acceptée, l'abandon des biens constitue une véritable aliénation pour laquelle l'homologation du Tribunal est nécessaire. Mais l'on n'a pas remarqué que l'héritier bénéficiaire conservait la faculté de reprendre les biens abandonnés. Comme il ne peut plus exercer cette faculté qu'à la charge de désintéresser ses créanciers, l'autorisation du conseil de famille lui est nécessaire, mais pour ce motif seulement. Il n'y a donc pas lieu à homologation (Douai, 13 août 1855) (1).

Le mineur émancipé ne peut pas plus que le tuteur ac-

(1) D. P. 56, 2, 92.

cepter les legs universels ou à titre universel sans l'autorisation du conseil de famille. Le mineur devrait en effet dans ce cas contribuer au paiement des dettes au moins jusqu'à concurrence de son émolument (Dijon, 10 juillet 1879) (1). Au contraire le mineur émancipé pourra accepter un legs particulier avec la seule assistance de son curateur, le légataire particulier n'étant pas tenu des dettes de la succession. Nous assimilons alors l'acceptation d'un legs particulier à l'acceptation d'une donation.

(1) D. P. 80, 2, 429.

CHAPITRE IV

DES ACTES INTERDITS AU MINEUR ÉMANCIPÉ.

Il est enfin un certain nombre d'actes que le mineur émancipé ne peut pas faire du tout, pas plus que le mineur en tutelle ou le tuteur lui même.

Telles sont les donations entre vifs. Nous avons vu cependant qu'il y a lieu d'excepter les petits présents, les cadeaux, les rémunérations d'usage. — Une autre exception plus importante concerne les donations par contrat de mariage (art. 1398), pour lesquelles d'ailleurs l'assimilation est complète entre le mineur émancipé et le mineur en tutelle.

Quant à la faculté de disposer par testament, elle est aussi réglée par la loi, eu égard à l'âge du mineur, indépendamment de l'émancipation qui n'ajoute rien sous ce rapport à sa capacité. L'article 904 dispose en effet que parvenu à l'âge de 16 ans, le mineur ne pourra disposer de ses biens par testament que jusqu'à concurrence de la moitié des biens dont la loi permet au majeur de disposer.

Tout ceci n'offre aucune matière à discussion. Il ne

peut y avoir de points douteux qu'en matière de compromis.

Le compromis est un traité par lequel on confie à des arbitres la mission de trancher une contestation. Les arbitres sont donc des juges choisis par les parties, simples particuliers d'ailleurs investis momentanément du pouvoir de juger. Ils étaient déjà vus avec méfiance dans notre ancien droit, comme en témoigne le vieux brocard, « non judices sed simiæ judicum ». Cette tradition est passée dans notre droit moderne puisque nous voyons le législateur interdire le compromis pour toutes les contestations dans lesquelles des mineurs sont intéressés. C'est ce qui résulte clairement des articles 83, § 6 et 1004 du Code de Procédure Civile. Ce dernier texte nous donne en même temps un des motifs de cette prohibition. Devant une juridiction arbitrale, les mineurs seraient privés de la garantie des conclusions du ministère public qui leur est accordée devant les tribunaux ordinaires dans l'intérêt de leur défense. Ajoutez aussi que si les causes des mineurs avaient pu être soumises aux juridictions arbitrales, ils n'auraient pas eu la ressource de la requête civile au cas où ils n'auraient pas été valablement défendus.

Cette même prohibition s'applique-t-elle aussi rigoureusement aux mineurs émancipés ?

Nous ne le croyons pas. L'article 1003 du Code de Procédure apporte un tempérament à la défense absolue de compromettre. Ce texte dit en effet : « toutes personnes peuvent compromettre sur les droits dont elles ont la libre disposi-

tion ». Remarquons la ressemblance de ce texte avec l'article 2045 du Code Civil en matière de transaction. « Pour transiger, il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction. » Le droit de compromettre serait ainsi corrélatif du droit de transiger, et le mineur émancipé pourrait compromettre comme il pourrait transiger sur les droits dont il a la libre disposition, c'est-à-dire sur les actes d'administration.

La loi permet en effet au mineur émancipé les actes de pure administration ; elle réduit les engagements qu'il aurait contractés par voie d'achat ou autrement. Voilà les limites qu'elle pose. C'est aux Tribunaux à apprécier jusqu'à quel point on s'en est écarté. Le compromis et par suite le jugement arbitral lequel ne peut jamais être opposé aux tiers, seront donc annulés selon qu'ils paraîtront s'écarter d'une pure administration, et l'on ne voit pas assez pourquoi l'émancipé qui peut consentir des baux pour neuf ans, qui peut toucher ses revenus, ne pourrait pas soumettre à des arbitres le différend qui s'élèverait entre lui et son fermier au sujet par exemple d'une diminution prétendue par ce dernier sur le prix du fermage. Ici le compromis devrait être assimilé à un acte d'administration et subirait toutes ses chances. La communication au ministère public n'est exigée que dans les causes où le mineur est défendu par son tuteur et dans celles où, étant émancipé, il se défend lui-même, mais avec l'assistance de son curateur. Tel n'est pas le cas ici.

On peut répondre, il est vrai, que le compromis est un

acte particulier, qu'il doit être irrévocable, que, pour entrer dans les voies de l'arbitrage, il faut être capable d'estimer en justice, de consentir aux divers actes dont l'instruction est confiée aux arbitres, que d'ailleurs le jugement arbitral doit être revêtu de l'ordonnance d'exécution et que ce serait altérer le caractère et l'autorité inhérents à cet acte que de l'assimiler à un acte d'administration.

Ces raisons bien que spécieuses, ne nous paraissent pas irréfutables.

D'abord le mineur émancipé peut être obligé de paraître en justice pour les actes, les obligations que la loi lui permet de souscrire. L'article 482 veut qu'il soit assisté de son curateur. Pourquoi ne pourrait-il pas y paraître par suite d'un compromis avec cette même assistance ?

Le jugement doit être irrévocable, c'est bien vrai. Mais cela suppose qu'il ne contient aucune nullité et que les parties ont eu la capacité nécessaire pour compromettre. Autrement il est sans difficulté qu'il peut être annulé. Bien plus ce n'est pas un jugement. Ici comme dans toute autre circonstance, il s'agira de savoir si le mineur émancipé a excédé les limites qui lui sont assignées.

Enfin, dit-on, le caractère, la dignité du juge seront blessés ? Mais il arrive tous les jours que les jugements de nos Tribunaux soient réformés. Il en sera de même pour les arbitres ; ils ne perdront rien pour cela de leur autorité.

Un système mixte a été également présenté. Le mineur émancipé aurait la faculté de compromettre dans une

cause soumise au juge de paix en dernier ressort parce qu'alors il n'y a pas de ministère public, ou même en premier ressort pourvu qu'il ne renonce pas à l'appel. Mais cette dernière concession affaiblit beaucoup le système, car en appel la cause serait communicable. Au reste dans ce système on exige aussi que la chose qui fait l'objet du compromis soit de pure administration. Or quelles choses sont de pure administration ? N'est-ce pas comme nous le disions plus haut, au Tribunal à le décider ?

Vu :

Le Président de la thèse,

A. BOISTEL.

Vu :

Le Doyen,

GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
<i>Droit Romain</i>	1
<i>Ancien Droit</i>	6
Emancipations expresses.....	7
Emancipations tacites.....	9
Comparaison de la capacité du mineur émancipé avec la capacité du tuteur et la capacité de la femme mariée séparée de biens.....	13
 CHAPITRE I ^{er} . — Des actes que le mineur émancipé peut faire seul, c'est-à-dire sans l'assistance de son curateur.....	 25
§ I. — Actes conservatoires	30
§ II. — Baux.....	34
§ III. — Perception des revenus.....	40
§ IV. — Réparations	44
§ V. — Paiement des dettes et recouvrement des créances.	48
§ VI. — Exercice des actions mobilières	53
§ VII. — Acquisitions immobilières.....	59
§ VIII. — Aliénation des meubles corporels	62
§ IX. — Faculté de contracter les obligations corrélatives du droit d'administration.....	67

CHAPITRE II. — Actes pour l'accomplissement desquels l'assistance du curateur est tout à la fois nécessaire et suffisante	77
§ I. — Réception d'un capital mobilier (art. 482)	86
§ II. — Exercice des actions immobilières (art. 482)	90
§ III. — Exercice de l'action en partage (art. 840)	95
§ IV. — Exercice des actions concernant l'État	105
§ V. — Acceptation de donation (art. 935)	108
§ VI. — Aliénation des meubles incorporels	111
§ VII. — Cession de créances	120
§ VIII. — Compte de tutelle (art. 480)	124
 CHAPITRE III. — Des actes pour lesquels le mineur émancipé est soumis aux mêmes conditions de fond et aux mêmes formes que le mineur en tutelle..	 127
§ I. — Emprunts (art. 483)	130
§ II. — Aliénations d'immeubles (art. 484)	137
§ III. — Aliénations de meubles incorporels	142
§ IV. — Transactions (art. 467)	162
§ V. — Acceptation et répudiation de succession (art. 461)	167
 CHAPITRE IV. — Des actes interdits au mineur éman- cipé.....	 171
Du compromis	172

GRANDE IMPRIMERIE DE BLOIS.
EMMANUEL RIVIERE, Ingénieur des Arts et Manufactures X 5023.
